

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL

PROCESSUS DE PAIX
VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION
POUR UNE DEMARCHE DE RECONCILIATION

MEMOIRE
PRESENTE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN SCIENCES POLITIQUES

PAR
MYRIAM-ANN VIOLLIER

JANVIER 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pas vu le jour sans l'appui et les encouragements de Stéphane Roussel, professeur au Département de Sciences Politiques à l'UQAM. Nos discussions fructueuses, son ouverture à mes idées et la souplesse de sa direction, ont été des sources de motivations immenses. Je ne peux assez le remercier.

Ma famille proche, Pat, Bernard, Ann, André, Joe Viollier, Terry et Jérôme Viollier Cardinault n'ont jamais cessé de m'encourager tout au long de cette année. Leur aide me fut précieuse et je les remercie chaleureusement.

Pour terminer, j'aimerais également remercier tous mes amis qui m'ont écoutée, soutenue et même hébergée, pour ne pas les nommer : la Famille Noël/Tricot, Mme Coisman, Stella et Ludo et tant d'autres.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
L'ORDRE INTERNATIONAL. DE LA GUERRE FROIDE À AUJOURD'HUI	6
Introduction	6
1,1 La dynamique de la guerre froide	8
1.1.1. La stabilité du monde bipolaire	8
1.1.2. La nature des conflits bipolaires	8
1.1.3. Les opérations de maintien de la paix de première génération	9
1,2 Les particularités du 'nouvel ordre' mondial	11
1.2.1. L'instabilité du système international	11
1.2.1.1. Bouleversement du paysage stratégique	11
1.2.1.2. La prolifération étatique	12
- Crise de l'État non occidental	13
- Démantèlement de l'État non occidental	13
1.2.2. La nature des conflits post-bipolaire :	14
1.2.2.1. Recrudescence des guerres civiles	
ou retour de la guerre « sauvage »	15
1.2.2.2. La place de la population civile	16
1.2.3. Les opérations de seconde génération	17
Conclusion	19

CHAPITRE II

LE CONFLIT EN EX-YOUGOSLAVIE. ILLUSTRATION

DE LA RÉOLUTION DE CONFLITS DANS L'APRÈS-GUERRE FROIDE 21

Introduction 21

2.1 La guerre en ex-Yougoslavie, un conflit de l'après-guerre froide 23

2.1.1. Bouleversement du paysage stratégique 23

2.1.2. Démembrement de la Fédération 24

2.1.3. Guerre sauvage contre les populations 25

2.2. La gestion du conflit yougoslave 27

2.2.1. Les efforts entrepris pour mettre fin au conflit 28

- Le plan Carrington: 29

- Le plan Vance 30

- Le plan Vance-Carrington 31

- Le plan Vance-Owen 31

- Le plan Owen-Stoltenberg 32

- Le plan du Groupe Contact 33

- 1995 : le tournant du conflit 34

2.2.2. Dayton : une paix fragile 35

2.2.2.1. Nouveau plan, même logique 36

2.2.2.2. Les Accords de Dayton consacrent-ils l'avènement
d'un Etat unitaire ou divisé ? 38

2.2.2.3. Qu'en est-il aujourd'hui des Accords de Dayton ? 40

2.3. Faiblesses du processus 43

2.3.1. Déchirement et divergence entre les acteurs non belligérants 43

2.3.1.1. Des liens historiques antinomiques 44

2.3.1.2. Divergences au sujet de la reconnaissance de
l'indépendance des Républiques de la Fédération yougoslave 45

2.3.1.3. Déchirement quant-à l'usage de la force	
dans la gestion de la crise	47
2.3.2. Contradictions des mesures et des plans de paix	49
2.3.3. Efficacité des mesures proportionnelle à l'engagement	
des acteurs non belligérants	52
Conclusion.....	54
CHAPITRE III	
LA RÉCONCILIATION : UNE ALTERNATIVE EN RÉOLUTION	
DE CONFLIT DANS LE MONDE DE L' APRÈS-GUERRE FROIDE	56
Introduction	56
3.1. Qu'est-ce que la réconciliation ?	58
3.1.1. Un concept difficile à définir	59
3.1.2. Le concept de réconciliation en théories des relations internationales	60
3.1.3. Pour une définition de réconciliation en théories	
des relations internationales	63
3.2. La réconciliation : seule approche viable de l'après-guerre froide	64
3.2.1. Un processus en phase avec le contexte de l'après-guerre froide	64
3.2.2. Un processus qui vise à dépasser le conflit	66
3.2.3. Un processus qui ne s'impose pas	72
3.3. Les piliers de la réussite du processus de réconciliation	76
3.3.1. La reconnaissance des faits suite à un conflit violent	77
3.3.2. La justice : un instrument au service de la réconciliation	80
3.3.3. L'éducation à la paix : une nécessité à la suite d'un conflit violent ...	85
-L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ)	
et la réconciliation franco-allemande	85
- Peace Education in Serbia	87
Conclusion	90

CONCLUSION	93
APPENDICE A	
TABLEAUX ET GRAPHIQUES	98
APPENDICE B	
CARTES	103
APPENDICE C	
TEXTES ET DOCUMENTS IMPORTANTS	110
BIBLIOGRAPHIE	126

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

B-H	Bosnie-Herzégovine
CE	Communauté européenne
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE	Communauté économique européenne
CIA	Central intelligence Agency
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
FPR	Front patriotique rwandais
INTERPOL	International Police
OFAJ	Office franco-allemand de la jeunesse
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PSI	Peaceful Schools International
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
TRC	Truth and reconciliation commission (Commission Vérité et Réconciliation)

RÉSUMÉ

La résolution de conflit est un domaine important des sciences politiques, qui propose des approches variées pour résoudre les conflits à l'échelle internationale. Or, depuis la fin de la guerre froide, ce domaine semble traverser une crise. En effet, devant les nouvelles réalités du système internationale, il lui est difficile de proposer des solutions adaptées et durables. Devant le changement dans la nature des conflits à l'échelle internationale, et devant la difficulté de trouver des solutions adaptées et durables, pouvons-nous proposer une alternative en résolution de conflit ?

Le but du présent mémoire est d'analyser d'une part la crise en résolution de conflit, qui selon nous est due au fait que les approches adoptées ne répondent pas aux caractéristiques des conflits de l'après-guerre froide ; et, d'autre part, de proposer une alternative pour sortir de la crise.

Le mémoire lui-même comporte trois parties. Dans la première, l'évolution de l'ordre international de la guerre froide à aujourd'hui est examiné ; dans la seconde est fait état de la résolution de conflits dans le monde de l'après-guerre froide et des faiblesses rencontrées pour les résoudre, en reprenant l'exemple de la gestion de la guerre en ex-Yougoslavie ; dans la troisième, il est question de la réconciliation qui est présentée comme une alternative en résolution de conflit dans le monde de l'après-guerre froide.

Quelques constats s'imposent : la crise en résolution de conflit existe, et va se poursuivre si l'on n'adopte pas une nouvelle approche ; la réconciliation peut apporter les réponses à la crise, c'est la raison pour laquelle ce processus se pose comme une nécessité impérative en résolution des conflits ; sans vérité, justice, éducation et réconciliation il n'y aura pas de paix durable à l'échelle internationale ; le processus de réconciliation est le seul à pouvoir briser le cercle vicieux de la haine et de la violence.

« Mots clés:

- Résolution
- Conflits
- Réconciliation
- Paix
- Gestion »

INTRODUCTION

« Il y a peu de phénomènes sociaux qui soient aussi répandus que la guerre »¹. La guerre symbolise l'absence de paix. Elle est à l'origine de nombreuses violations des droits fondamentaux de la personne, et entraîne morts, destructions et autres souffrances humaines. De nombreux chercheurs se sont donc employés à mettre au point différents mécanismes pour aider à prévenir, gérer et résoudre les crises à l'échelle internationale. Dans la présente analyse, nous nous intéresserons à l'un de ces mécanismes : la résolution de conflits.

La résolution de conflits², comme champ d'étude, porte sur l'analyse des discordes entre individuels ou communautés. Elle a conduit au développement d'une diversité de stratégies interventionnistes et de modèles communicatifs pour résoudre les hostilités de manière pacifique. C'est un champ d'étude scientifique à la fois ancien et nouveau. Ancien, car le genre humain a toujours cherché à gérer et à résoudre les différends au moyen d'approches variées (le droit, les accords politiques, l'autorité religieuse, la force militaire). Comme nouveau champ d'étude, la résolution de conflit tente d'élaborer 1) un cadre d'analyse théorique de la nature/dynamique et des causes profondes du litige ; et 2) des méthodes pour établir une paix durable sans en venir à l'usage de la force.

La fin de la bipolarité (1989) a profondément modifié les rapports entre les nations. Dans ce contexte, les conflits perdurent. « Alors que de semblables conflits étaient récupérés par les Etats-Unis ou l'Union soviétique pour leur propre profit, ils

¹ Gaston Bouthoul, « Définitions et Délimitations du Phénomène 'Guerre' », dans *Guerres et Conflits dans l'Après-Guerre Froide*, sous la direction de Dario Battistella, Paris : La Documentation Française, 1998, p.9.

² Heidi Burgess et Guy M. Burgess, *Encyclopedia of Conflict Resolution*, Santa Barbara, Calif. : ABC-CLIO, 1997, p.76 .

sont désormais autonomes, libres de suivre leurs cours et souvent riches en armes de la guerre froide »³. Ainsi, pour assurer l'équilibre et la sécurité du système, la résolution de conflit devient aujourd'hui un des enjeux majeurs des relations internationales. Cette préoccupation suscite de nombreux débats. En effet, devant la difficulté à donner sens aux conflits de l'après-guerre froide et à les résoudre, les chercheurs s'interrogent pour savoir si les approches en résolution de conflit sont adaptées aux réalités nouvelles du système international⁴. La question divise les auteurs en deux groupes distincts : ceux pour lesquels les approches restent adaptées aux nouvelles caractéristiques du système international ; ceux pour lesquels il n'existe plus de solutions appropriées.

Nous sommes conscients qu'il existe une multitude de façons d'étudier la résolution de conflit, plusieurs problématiques à soulever et surtout, d'éléments à considérer. Cependant, ce qui a retenu notre attention, au fil de nos recherches, c'est avant tout le fait que, d'une part, les approches proposées en résolution de conflit ne répondent pas aux nouvelles caractéristiques des conflits d'après guerre froide ; et d'autre part, aucune alternative n'a été considérée pour sortir de l'impasse.

Le but de ce présent travail est précisément de chercher à faire avancer le débat sur la résolution des conflits dans le monde de l'après-guerre froide.

³ Jean-Luc Marret, *La Fabrication de la paix, nouveaux conflits, nouveaux acteurs, nouvelles méthodes*, Paris : Editions Ellipses, 2001, p.13

⁴ « le concept de système international réfère traditionnellement au système d'Etats, dont Aron donne cette définition : « j'appelle système international l'ensemble constitué par des unités politiques qui maintiennent entre elles des relations régulières et sont toutes susceptibles d'être impliquées dans une guerre générale » (Aron, 1984 : 103). Ainsi, cette notion implique l'existence d'interactions entre les Etats et suggère que le comportement de chacun est un facteur nécessaire dans le calcul des autres », Evelyne Dufault, « Système international », dans *Relations internationales. Théories et concepts*, sous la dir. de Alex MacLeod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, Outremont : Athéna Editions, 2002, p.176

Ainsi, la problématique de ce mémoire porte, d'une part sur la crise en résolution de conflit, qui selon nous est due au fait que les approches adoptées, par les acteurs non belligérants⁵, ne répondent pas aux caractéristiques des conflits de l'après-guerre froide ; et, d'autre part, sur comment sortir de la crise en proposant une alternative nouvelle.

La question centrale qui a stimulé la discussion est la suivante : Devant le changement dans la nature des conflits à l'échelle internationale, et devant la difficulté de trouver des solutions adaptées et durables, pouvons-nous proposer une alternative en résolution de conflit ?

Cette question nous a semblé intéressante sur plusieurs points de vue. Le domaine de la résolution des conflits est soumis à de nombreuses tensions au sein des puissances internationales, entre d'un côté le respect de la Charte des Nations Unies et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de l'autre la nécessité d'intervenir lorsque les conflits dégénèrent en échauffourée. Or, les fortes disparités qui existent entre les pays, en ce qui concerne la gestion des conflits, entravent l'harmonisation des opérations en faveur de la paix. Par ailleurs, les approches adoptées pour mettre un terme aux violences ne sont pas toujours des mieux adaptées aux réalités sur le terrain, et ne favorisent donc pas le retour à la paix; d'où la nécessité de proposer une alternative nouvelle en résolution de conflit.

Ainsi, ce mémoire tente d'atteindre trois principaux objectifs : premièrement nous voulons identifier les nouvelles caractéristiques des conflits post-guerre froide ; puis montrer, dans un second temps, que les approches actuellement employées en résolution de disputes sont inappropriées, et ne répondent plus aux nouvelles particularités des conflits. Un troisième objectif est de démontrer comment la réconciliation se pose comme une alternative à envisager en résolution de conflit dans le monde de l'après-guerre froide.

⁵ Par acteurs non belligérants, nous entendons l'ensemble des gouvernements et des institutions qui participent et tentent de résoudre les conflits à l'échelle internationale.

On entend par « crise en résolution de conflit » la difficulté rencontrée par les acteurs non belligérants d'apporter une réponse adaptée et durable aux conflits de l'après-guerre froide. Cette situation amène de nombreuses interrogations pour la recherche en Science Politique, plus particulièrement dans le domaine des Relations internationales.

Tout d'abord, il s'agit de questionner l'évolution de l'ordre international depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest. En d'autres mots, il est important de reconnaître ce qui distingue l'ordre mondial bipolaire de l'ordre actuel. Il convient de dissocier les dynamiques propres au système de la guerre froide des particularités du monde actuel. A partir de ce raisonnement, comment peut-on expliquer la crise en résolution de conflit ? Pour répondre à cette première question, l'évolution dans la nature même des conflits devra être étudiée. Il s'agit également de mettre en avant les changements opérés dans les mécanismes de gestion des conflits depuis la fin de la guerre froide. Cette analyse nous permettra de mieux évaluer le degré de la crise en résolution de conflit.

Ensuite, après avoir appréhendé l'évolution de l'ordre international, une étude plus approfondie doit être conduite concernant la résolution des conflits dans le monde de l'après-guerre froide. La gestion de la guerre en ex-Yougoslavie servira d'exemple. Les efforts entrepris pour mettre un terme aux violences ainsi que la fragilité de la paix seront mis en exergue. Les plans de paix se sont succédés avant de trouver un accord qui satisfasse tous les belligérants. Cette paix arrachée, voire imposée, reste incertaine. Cette étude de cas permet d'exposer certaines des faiblesses dans la gestion des conflits de l'après-guerre froide.

En effet, si les acteurs non belligérants s'impliquent dans le processus, leurs efforts restent vains en raison des divergences qui les opposent, des contradictions qui peuvent émaner de certaines mesures et de certains plans, ou encore du manque d'un réel engagement de leur part. Si l'on constate aujourd'hui des faiblesses importantes dans la résolution des différends et l'application des processus de paix, ne serait-il pas temps d'apporter de nouvelles solutions ? Devant le changement dans la nature des conflits à l'échelle mondiale, et devant la difficulté de trouver des solutions adaptées et durables, est-il possible de formuler une alternative nouvelle en résolution de conflit ?

En fonction de ce questionnement, il apparaît important d'étudier les alternatives possibles qui peuvent sortir le domaine de la gestion des crises de son état de crise. Nous en avons distingué une, qui est la réconciliation. Il semble de plus en plus évident que sans réconciliation, les conflits perdurent dans le temps et/ou dans l'imaginaire collectif des sociétés. La réconciliation permet de rapprocher des anciens adversaires pour qu'ils fassent la paix, apprennent à coexister et à désamorcer l'image diabolisée de l'ennemi⁶. Il est nécessaire pour chacun des acteurs de changer sa représentation du monde pour construire une paix durable. Dans cette optique, la réconciliation devient un impératif afin de prévenir la résurgence de la violence, ce que les approches actuelles en résolution de conflit ne peuvent garantir.

Chacun des thèmes abordés développe une des composantes de la question centrale de ce mémoire (devant le changement dans la nature des conflits à l'échelle internationale, et devant la difficulté de trouver des solutions adaptées et durables, pouvons-nous proposer une alternative en résolution de conflits ?). Chacun soulève également un questionnement particulier.

- 1) Quelles sont les particularités du système bipolaire ? et en quoi le nouvel ordre international s'en distingue-t-il ?
- 2) Comment expliquer la crise en résolution de conflit depuis la fin de la guerre froide ?
- 3) Quelle alternative proposée pour sortir de la crise en résolution de conflit ?

Notre analyse s'articulera autour de ce triple questionnement. Le mémoire comporte ainsi trois parties. Dans la première, nous examinerons principalement l'évolution de l'ordre international de la guerre froide à aujourd'hui. Nous mettrons en parallèle les particularités du système bipolaire à celles du nouvel ordre mondial. Dans la seconde, nous analyserons la résolution des conflits dans le monde de l'après guerre froide, en nous appuyant sur l'exemple yougoslave. Cette partie nous aidera à mieux comprendre les fondements de la crise en résolution de conflit. Et, dans la troisième et dernière partie, nous présenterons le processus de réconciliation comme une alternative à envisager pour résoudre la crise

⁶ Heidi, Burgess et Guy M. Burgess, *op. cit.*, p.255.

CHAPITRE I

L'ORDRE INTERNATIONAL DE LA GUERRE FROIDE À AUJOURD'HUI

Le 11 novembre 1989, le mur de Berlin cède sous le battement des marteaux et des burins. Symbole imposant de la guerre froide, il entraîne dans sa chute cinquante ans d'antagonismes entre le pôle ouest capitaliste et le pôle est communiste. En 1990, la bipolarité est consumée. L'ordre établi est à redéfinir. Théories et paradigmes en relations internationales doivent se conformer aux circonstances nouvelles. Le milieu de la recherche et des sciences est en effervescence. Francis Fukumaya annonce la fin de l'Histoire⁷. Polémologues et spécialistes des relations internationales s'accordent pour dire qu'une ère nouvelle, sans guerres, de paix durable, s'ouvre⁸. Cependant, la vague d'enthousiasme et d'euphorie soulevée par la fin de la guerre froide, va retomber rapidement. En effet, suite à l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, la guerre du Golfe éclate en janvier 1991. « Un conflit légitime, au motif simple, puisque envisagé par la Charte des Nations Unies: délivrer un Etat souverain qui venait d'être envahi par son voisin⁹ ».

Confrontés à la réalité du système international, « un système international est un ensemble constitué par des unités politiques qui entretiennent les unes avec les autres des relations régulières et qui sont toutes susceptibles d'être impliquées dans une guerre générale »¹⁰. les experts en la matière doivent s'interroger en profondeur

⁷ Francis Fukumaya, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris: Flammarion, 1992, 448 p.

⁸ Thierry Garcin, *Les Grandes Questions Internationales Depuis la Chute du Mur de Berlin*, Paris: Economica, 2001, p.219.

⁹ Sophie Chautard, *L'Indispensable des Conflits du XXe Siècle*, Paris: Jeunes Editions, 2003 (2e ed.), p.69.

¹⁰ Frédéric Loisel, *Vie et Mort de la Guerre Froide (1945-1989)*, Paris: Hatier, 1994, p.35

sur la nature des relations internationales, et tenir compte des éléments nouveaux qui se présentent à eux, tels que: l'instabilité du système international, la recrudescence des guerres civiles, la prolifération étatique, etc.¹¹. La fin de l'affrontement Est-Ouest marque ainsi un tournant majeur de l'histoire et de la géopolitique contemporaines. En effet, malgré ses nombreux travers, la guerre froide procurait une certaine stabilité à l'échelle mondiale. Sur quoi repose cette stabilité ? Quelle était la nature des conflits de l'époque ? Et que représentent les opérations de maintien de la paix de première génération ? Depuis la fin de la guerre froide, la nature des conflits a-t-elle changé ? Voyons-nous de nouveaux conflits apparaître ? L'ordre mondial qui succède à la bipolarité, se construit-il sur fond d'instabilité ?

La question au coeur de ce premier chapitre qui a stimulé la discussion est la suivante: suivant l'évolution de l'ordre international, quelles caractéristiques nouvelles pourrions-nous dégager des conflits de l'après-guerre froide ?

L'analyse proposée s'articulera autour de deux parties principales: 1. La dynamique de la guerre froide, 2. Les particularités du 'nouvel ordre' mondial. La première partie est importante car elle nous aide à comprendre la nature des conflits de l'ère bipolaire, ce qui fit la stabilité du monde bipolaire et ce que représentent les opérations de maintien de la paix de première génération. La seconde partie essaie de montrer que la fin de la guerre froide a permis l'émergence de nouveaux conflits et qu'une instabilité généralisée s'est installée. Elle retrace également les modifications apportées aux opérations de maintien de la paix de première génération.

¹¹ Daniel S. Papp, *Contemporary International Relations: Frameworks for Understanding*, New-York: Macmillan, 1991 (3e ed.), en préface: « the implications of these changes for the future of international relations are monumental. »

1.1. La dynamique de la guerre froide:

1.1.1. La stabilité du monde bipolaire:

Les conflits de la guerre froide s'inscrivent dans une dynamique particulière qui est celle de la confrontation de deux puissances nucléaires hégémoniques (Etats-Unis et Union Soviétique). Cette dynamique repose sur l'équilibre des rapports de forces et l'intérêt des deux super-puissances. « Chacune des deux superpuissances est en mesure d'imposer sa suprématie à toute une série d'Etats, parfois fort puissants jadis (Grande-Bretagne, France), et va constituer avec eux un « bloc » dans l'affrontement qui se dessine »¹². Les deux grands se sentent investis d'un message universaliste et sont porteurs d'un système de valeurs qui leur est propre: capitalisme (Etats-Unis) versus communisme (Union soviétique). L'un des principaux objectifs poursuivis par les deux puissances sera d'essayer de convaincre l'autre du bien fondé de son mode de pensée. Cet affrontement entre les deux blocs antagonistes s'étalera sur une quarantaine d'années, durant lesquelles les problèmes intra-étatiques seront contenus à cause du spectre d'une éventuelle troisième guerre mondiale. C'est ce qui, schématiquement, rend la bipolarité stable¹³. En d'autres mots, la peur engendre une forme de paix et de stabilité¹⁴.

1.1.2. La nature des conflits bipolaires:

Les conflits de la guerre froide prennent différentes formes: ceux pour lesquels les Etats-Unis et l'Union soviétiques sont directement impliqués (blocus de Berlin et la crise de Cuba) ; ceux qui mettent aux prises une des deux puissances (interventions des Etats-Unis à différentes reprises en Corée, au Vietnam,

¹² Georges Langlois et Gilles Villemure, *Histoire de la Civilisation Occidentale*, Laval: Beauchemin, 1996 (2e ed.), p.359.

¹³ Frédéric Loisel, *Op.Cit.*, p.7: « On doit en outre insister sur les caractéristiques originales d'un système international éminemment dangereux, et pourtant doté d'une certaine stabilité. Le clef de ce paradoxe réside dans le principe de dissuasion nucléaire, mais surtout, dans la dynamique propre de la guerre froide, qui associe à la gestion responsable et bipolaire des affaires mondiales, la compétition la plus acharnée ».

¹⁴ Stanislas Jeannesson, *La Guerre Froide*, Paris: Edition de la Découverte, 2002, p.110: « la dissuasion nucléaire, pendant 40 ans, a introduit dans les relations Est-Ouest un facteur de rationalité, de stabilité, qui a permis d'éviter une conflagration mondiale. (...) La peur aurait engendré la paix, du moins dans les régions où la dissuasion s'exerçait effectivement ».

en Amérique centrale, ou celles des Soviétiques en Afghanistan); ceux pour lesquels les deux grands sont implicitement engagés (la crise de Suez, la guerre des six jours ou du Kippour) ; ceux à caractère purement sécessionniste (guerres d'indépendances ou guerres civiles) pour lesquels les puissances soutiennent soit le pouvoir en place ou l'opposition ; et ceux où l'hégémonie des puissances est remise en question (le conflit sino-soviétique)¹⁵ . Ces conflits suivent un ensemble de règles: ils sont souvent localisés, limités et contrôlés, essentiellement politiques et issus de la confrontation idéologique, comme l'illustrent les exemples précédents.

En dépit des règles, le système de guerre froide ne reste pas figé. Toutes interventions qui tendent à renverser l'équilibre des rapports de force et qui agissent contre l'intérêt d'une des deux puissances, comme la mise en place du Blocus de Berlin, sont souvent à l'origine de la rupture. En situation de crise, les superpuissances se doivent de prendre les mesures nécessaires pour éviter la confrontation directe. C'est la phase de gestion. « Le déroulement de la crise de Cuba, heure par heure, montre parfaitement à quel point la paix était alors suspendue aux décisions de Khrouchtchev et Kennedy »¹⁶. La phase de résolution passe par la redéfinition de l'ordre établi. Ainsi, « le Blocus de Berlin ne fait que précipiter la création de la RFA et la signature de l'Alliance atlantique »¹⁷. De même, la crise de Cuba a profondément bouleversé les relations entre les deux blocs.

1.1.3. Les opérations de maintien de la paix de première génération:

« Le concept d'opérations de maintien de la paix, créé peu après la fondation des Nations Unies, est né de la nécessité de résoudre les problèmes du moment »¹⁸. L'objectif principal recherché de ces opérations est de créer dans les zones de conflit les conditions favorables à la signature d'un accord de paix entre les forces belligérantes. Toutefois, les opérations de maintien de la paix interviennent en situation de guerre froide et les dispositions adoptées dans la Charte des Nations

¹⁵ *Ibid.*, p.103.

¹⁶ *Ibid.*, p.102.

¹⁷ *Ibid.*, p.102.

¹⁸ Département de l'information des Nations Unies, *Les Casques Bleus: Les Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies*, New-York: Publication des Nations Unies, 1996 (3e ed.), p.3.

Unies de 1945 seront difficiles à exécuter¹⁹. En effet, à différentes reprises, l'unanimité requise pour mettre en oeuvre la pleine application des opérations a fait défaut.²⁰ Par conséquent, la majorité des opérations de maintien de la paix entreprises au cours de la guerre froide, au mandat limité, ont eu une portée passablement modérée²¹. L'expression « opération de maintien de la paix de première génération » fait explicitement référence à cette réalité du moment. Les opérations de première génération se sont ainsi développées autour de trois principes: l'établissement préalable d'un cessez-le-feu entre les parties belligérantes, la neutralité de la force envoyée sur le terrain et un recours à la force relativement restreint pour les troupes déplacées sur le terrain²². Dans la majorité des cas²³, ces opérations avaient pour mandat de surveiller le retrait des forces en présence, de patrouiller les lignes de cessez-le-feu, d'aménager les zones tampons et/ou de constituer une force d'interposition entre les belligérants pour maintenir la paix et favoriser le règlement pacifique des conflits. Il ne leur était pas permis de prendre partie dans le conflit.²⁴ Par ailleurs, les pays où se déroulaient les opérations devaient s'entendre avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur un accord juridique qui assignait aux troupes déplacées leurs droits et leurs devoirs. La paix ne pouvait pas être imposée ou rétablie contre la volonté des belligérants²⁵. « L'objectif de l'opération est bien de geler une situation, non de la résoudre »²⁶.

¹⁹ Maurice Flory, « L'ONU et les opérations de maintien et de rétablissement de la paix », *Politique Etrangère*, n°3, automne 1993, p.633: « Pendant quarante ans, l'ONU, paralysée par la division bipolaire, s'est trouvée dans l'impossibilité d'user des instruments confiés au Conseil de Sécurité pour le maintien de la paix ».

²⁰ *Ibid.*, p.633: « Le désaccord des membres permanents paralysait l'organe détenteur de la responsabilité principale du maintien de la paix ».

²¹ Paul Tavernier, *Les Casques Bleus*, Vendôme: Presses Universitaires de France, collection « que sais-je », 1996, p.27

²² Thierry Tardy, *La France et la Gestion des Conflits Yougoslaves (1991-1995): Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU*, Bruxelles: Emile Bruylant, 1999, p.12.

²³ à l'exception faite du Congo qui s'apparente plus à une opération de seconde génération.

²⁴ Département de l'information des Nations Unies, *Op.Cit.*, p.3.

²⁵ Maurice Flory, *Op.Cit.*, p.634.

²⁶ Thierry Tardy, *Op.Cit.*, p.15.

1.2. Les particularités du « nouvel ordre » mondial:

1.2.1. L'instabilité du système international:

La fin de la bipolarité a permis l'émergence de nouveaux conflits et suscité une instabilité généralisée. Cette instabilité se manifeste dans le bouleversement du paysage stratégique et la prolifération étatique.

1.2.1.1. Bouleversement du paysage stratégique:

Aucun ordre universellement établi et reconnu ne succède à la guerre froide. La fin de la bipolarité précipite l'ensemble des acteurs, sur la scène internationale, dans un univers flou. Suite à l'encadrement étroit des grandes puissances, tombé en désuétude²⁷, une grande confusion d'intérêts, d'agressions et de précautions, qui légitime les stratégies et les ambitions de chacun, s'instaure. Une nouvelle ère stratégique s'ouvre et laisse entrevoir les différents types de conflictualité qui se profilent sur la scène internationale. Au cours de la décennie 1990, le nombre des guerres inter-étatiques ont reculé ; tandis que les disputes intra et/ou trans-étatiques ont augmenté (voir les tableaux et les graphiques Appendice A). La nature et le sens du conflit ont évolué. Pour de nombreux Etats, les risques²⁸ se sont substitués à la menace des blocs. L'ordre international actuel n'est donc ni pacifique, ni régularisé ; ce qui explique son instabilité.

La fin de la guerre froide a également contraint les Etats à redéfinir le concept de menace. Jusqu'alors, l'ennemi était clairement identifié. Aujourd'hui, l'ensemble des pays doit faire face à une menace diffuse, universelle et continue, qui accroît l'instabilité du système. La pression ne se relâchant pas, les nations doivent adapter leurs stratégies de défense. Ainsi, comme le constate Maurice Bertrand:

²⁷ Dominique David, « Quelle marge de manoeuvre pour les puissances traditionnelles ? », dans *Les Grands Enjeux du Monde Contemporain*, sous la dir. de Pascal Chaigneau, Paris: Ellipses, p.41: « la fin de l'idéologie bipolaire contraint chaque Etat à redéfinir individuellement sa grille de lecture. Cette situation impose une redéfinition des modes d'action stratégique. »

²⁸ *Ibid.*, p.43: « les risques (...) tiennent essentiellement au caractère ingouvernable du système international, à cause de la prolifération des armements, de la multiplication des conflits locaux, de la crise des sociétés et des Etats. »

Les appareils militaires sophistiqués et puissants ne semblent plus pouvoir servir. Ils n'interviennent pas même quand les droits de l'homme et des principes reconnus comme sacrés sont systématiquement violés. Les soldats sont utilisés pour "rétablir la paix" dans les guerres civiles proches ou lointaines sans avoir le droit de se servir de leurs armes. (...) les services de renseignement ne sont plus utilisés contre des ennemis mais contre des alliés. La course aux armements continue entre pays appartenant à une même alliance. Le commerce des armes sert à aggraver les conflits que l'on cherche à apaiser. Des menaces importantes de nature non militaire migrations massives, risques de l'environnement, restent sans réponses. (...) les gouvernements sont critiqués, soit pour leur mollesse, soit pour leur incompetence.²⁹ Le paysage stratégique qui se profile depuis les seize dernières années semble plus instable qu'au temps de la bipolarité. Mais l'instabilité du système ne se limite pas au bouleversement du paysage stratégique. Parallèlement, depuis la fin de la guerre froide « le rythme d'augmentation du nombre d'Etats s'est accéléré au point que l'on puisse parler de prolifération étatique »³⁰. Comme nous le verrons dans les prochains paragraphes, cette situation est inquiétante dans la mesure où elle est facteur d'instabilité.

1.2.1.2. La prolifération étatique: (augmentation incontrôlée du nombre d'états sur la planète.)

La prolifération étatique touche plus particulièrement les pays du Tiers-monde et les anciennes fédérations soviétique et yougoslave. Elle est source d'instabilité pour le système international, lorsqu'elle s'accompagne d'une crise de l'Etat non occidental et/ou du démantèlement de l'Etat non occidental.

²⁹ Maurice Bertrand, *La Fin de l'Ordre Militaire*, Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996, p.11.

³⁰ Pascal Boniface, *Le Monde Contemporain: Grandes Lignes de Partage*, Paris: Presses Universitaires de France, 2001, p.153.

Crise de l'Etat non occidental:

« On désigne généralement l'Etat comme étant une structure institutionnelle assurant la perpétuation d'un ensemble social et qui possède pour ce faire des moyens exceptionnels, notamment en ce qui concerne l'usage de la force³¹ ». Or l'Etat non occidental semble être en crise. Aux prises avec de fortes pressions démographiques et des conditions économiques rudes, de nombreux pays ne peuvent plus générer les ressources nécessaires au fonctionnement de l'appareil d'Etat. De surcroît, ils présentent des difficultés à « satisfaire aux besoins élémentaires d'une collectivité »³². Ainsi, la fin de la guerre froide a précipité l'implosion de nombreux Etats non occidentaux qui, sans l'appui politique, économique et militaire des grandes puissances, ne peuvent plus revendiquer une légitimité auprès des populations locales³³. « Finalement, le contrôle de la force armée échappe fréquemment aux autorités centrales, pour se diffuser progressivement à une multiplicité d'acteurs, chefs de tribu ou de clan, organisations mafieuses, groupes de mercenaires, etc., chacun d'entre eux contrôlant avec plus ou moins de succès une population et un territoire donné »³⁴.

Démantèlement de l'Etat non occidental:

Par le passé, la guerre était symbole d'unification d'Etats ; paradoxalement aujourd'hui, elle incarne leur démantèlement. En effet, les populations n'entrent plus en guerre pour ériger des empires, mais pour affirmer leur autonomie.

³¹ Samuel Knafo, « l'Etat », dans *Relations Internationale: Théories et Concepts*, sous la dir. d'Alex MacLeod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, Outremont: Athéna, 2002, p.60

³² Michel Fortmann, « A l'Ouest rien de nouveau ? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXI^e », *Revue Etudes Internationales*, vol. XXXI, n°1, mars 2000, p.86.

³³ Francis Gutmann, *Le Nouveau Décor International*, Paris: Editions Julliard, 1994, p.19: « on assiste partout dans le monde à un phénomène d'affaiblissement de l'Etat et de son autorité. Celui-ci correspond à des conditions très différentes d'un pays à l'autre et il revêt des formes variées. Mais il n'en paraît pas moins largement répandu. »

³⁴ Michel Fortmann, *Op. Cit.*, p.86.

La motivation première de celles-ci est de se séparer de l'ensemble étatique, devenu trop vaste, afin de gérer et de profiter seul des richesses du territoire et en espérant retrouver ainsi une certaine sécurité et prospérité économique³⁵. Ainsi, « le sécessionnisme est devenu la menace la plus sérieuse contre la paix, car les sécessions ou partitions (à l'exception du cas tchécoslovaque) ne se font jamais pacifiquement, mais au contraire donnent lieu à des affrontements plus féroces que les guerres inter-étatiques³⁶ ». Les mouvements sécessionnistes rejettent la gouvernance³⁷ de l'Etat. Or, comme le souligne Fortmann³⁸, la viabilité de l'Etat dépend de la gouvernance qui repose sur le respect du droit, la participation politique, l'équité et la tolérance, etc. Dans les pays qui ont rejeté cette gouvernance, on retrouve des Etats désintégrés, artificiels, non viables, qui viennent déstabiliser l'équilibre et la paix mondiale³⁹. « L'effondrement de l'Etat constitue la cause de la plupart des conflits dont nous sommes témoins actuellement »⁴⁰.

1.2.2. La nature des conflits post-bipolaires:

La fin de la rivalité Est-Ouest promettait un avenir meilleur. Toutefois, les guerres ne tardent pas à reprendre, sous une autre forme. « Ces guerres ne sont plus le monopole des Etats-Nations, mais elles se développent à l'intérieur même de ceux-ci »⁴¹. Ainsi, avec la chute du mur de Berlin, c'est la nature même des conflits qui doit être repensée. Les deux caractéristiques qui nous semblent importantes de retenir, dans cette perspective, sont : la recrudescence des guerres civiles et la place des populations civiles dans les conflits de l'après-guerre froide.

³⁵ *Ibid.*, p.86: « L'Etat, en fait, s'est souvent désintégré et a été remplacé par des réseaux locaux qui obéissent aux principes de la loyauté personnelle et à la logique des intérêts privés ».

³⁶ Pascal Boniface, *Ibid.*, p.156.

³⁷ Michel Fortmann, *Op.Cit.*, p.86: « le concept de « gouvernance » que l'on peut définir comme l'exercice démocratique et responsable du pouvoir en matière de politique publique ».

³⁸ *Ibid.*, p.86.

³⁹ *Ibid.*, p.86: « Ce processus peut évidemment conduire au massacre délibéré d'une population considérée par les autorités gouvernementales comme une menace politique et sociale ».

⁴⁰ *Ibid.*, p.87.

⁴¹ Charles-Philippe David et Julien Toureille, « *La consolidation de la paix, un concept à consolider* », dans *Faire la Paix: Concepts et Pratiques de la Consolidation de la Paix*, sous la direction de Yvan Conoir et de Gérard Verna, Laval: Les Presses de l'Université de Ste.Foy, 2005, p.15.

1.2.2.1. Recrudescence des guerres civiles ou retour de la guerre « sauvage »:

La fin de la guerre froide appelle à l'euphorie et à l'enthousiasme et laisse penser que la décennie 1990 est celle d'une paix internationale retrouvée. Si la guerre a traditionnellement été une affaire entre Etats, la tendance semblerait s'inverser avec les années 1990. En effet, dans de nombreux cas, les hostilités opposent principalement des populations à l'intérieur d'un même pays⁴². Les guerres en ex-Yougoslavie et sur le continent africain en sont les parfaites illustrations⁴³. Or la médiatisation intense des conflits de la dernière décennie, a laissé penser à une recrudescence des guerres civiles. Toutefois, le phénomène guerre connaîtrait depuis 1945 un certain recul⁴⁴. En revanche, « les cinquante dernières années ont été témoin d'un retour en force de la guerre « sauvage » telle qu'on la connaissait jusqu'au début du XVIIe siècle »⁴⁵.

Au cours des dernières années, la majorité des guerres ont éclaté entre différentes factions au sein d'un Etat souvent en déliquescence. Cela donne lieu à des querelles de tous contre tous d'autant plus complexes⁴⁶.

Les formes de la guerre s'estompent. Les fronts, les campagnes, l'organisation, les tactiques, les uniformes disparaissent. Les batailles sont remplacées par des embuscades et des « coups de main ». Les actes terroristes, les bombardements et les massacres tiennent lieu de combat. La guerre se désinstitutionnalise.⁴⁷

⁴² *Ibid.*, p.77: « entre 1989 et 1997, on compte plus de 100 guerres civiles et seulement six conflits entre Etats ».

⁴³ Charles-Philippe David et Jean-Jacques Roche, *Théories de la Sécurité*, Paris: Montchrestien, 2002, p.120 : « les guerres dites « ethniques » représentent chaque année une majorité des conflits armés (18 sur 23 en 1998). »

⁴⁴ Kalevi Holsti, *The State, War and the State of War*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, chapitres 1 et 2.

⁴⁵ 45 Michel Fortmann, *Op.Cit.*, p.81.

⁴⁶ *Ibid.*, p.81: « Les enjeux de ces guerres sont multiples et ambigus (...) Dans plusieurs cas, les motifs originels du conflit sont oubliés et la lutte continue par simple inertie. La guerre, à ce stade-ci, n'est plus une lutte politique, mais simplement un mode de vie qui se perpétue de lui-même».

⁴⁷ *Ibid.*, p.81

Cette situation est endémique dans les pays défavorisés, qui n'ont plus les moyens économiques et politiques pour contenir les conflits⁴⁸. Les zones de conflictualité sont réduites et localisées. Le fanatisme idéologique, politique, religieux, ethnique exacerbe les passions et le mécontentement des masses populaires les plus pauvres. Il galvanise l'énergie du peuple pour raviver les dispositions génocidaires⁴⁹. Cette énergie canalisée pose une réelle menace à la sécurité collective des populations. En effet, elle se convertit en violence. Subjuguées, les masses se livrent à des purifications et massacres ethniques et/ou religieux systématiques. Dans les pays en voie de développement, c'est devenue une manière comme une autre de faire la guerre.

1.2.2.2. La place de la population civile:

La société civile est devenue une cible de prédilection dans les conflits contemporains. Si terreur et atrocités ont toujours été perpétrées en temps de guerre, ce qui surprend aujourd'hui, c'est la profonde barbarie avec laquelle les belligérants s'emploient à traiter les populations civiles. A l'inverse de la « violence traditionnelle » qui revêtait des motifs religieux, révolutionnaires ou encore indépendantistes, ces actes délibérés et gratuits ne peuvent plus s'appréhender avec les règles habituelles des conflits antérieurs. Le génocide au Rwanda (1994) en est la parfaite illustration. La violence n'est plus perçue comme un moyen pour arriver à une fin, mais comme une fin en soi⁵⁰. Terrorisés, les civils fuient leur région, leur pays pour s'entasser dans des camps de réfugiés déjà surpeuplés. Les parties belligérantes n'hésitent plus à violer les

⁴⁸ *Ibid.*, p.81: « la guerre redevient une entreprise privée ».

⁴⁹ *Ibid.*, p.81: « Les combattants des guerres contemporaines sont eux-mêmes des civils en armes vaguement organisés en groupes plus ou moins disciplinés ».

⁵⁰ Victor-Yves Ghebali, « Les guerres civiles de la post-bipolarité: nouveaux acteurs et nouveaux objectifs », *Relations Internationales*, n°105, printemps 2001, p.40: « de tels actes ne relèvent plus de la violence classique(...) mais de la cruauté expressionnelle – c'est-à-dire une forme de violence qui trouve sa fin en elle-même et qui, en dernier ressort, apparaît comme une manifestation de "pure affirmation du sujet". »

règles fixées par l'ONU (Organisation des Nations Unies). Les prises en otage de résidents étrangers sont de plus en plus fréquentes.

Cette conduite, courante en temps de guerre, devient toujours plus systématique. Le danger de cette situation réside dans le fait que les Etats comme les organisations internationales se trouvent dans l'incapacité d'enrayer ces guerres intestines. L'impuissance politique et institutionnelle éreinte d'autant plus les populations souvent à bout de souffle. De tristes réalités, vieilles comme le monde, refont surface: cohortes de famines, grande pauvreté, détresse, sida et autres maladies sexuellement transmissibles, tuberculose, paludisme et autres épidémies supposées vaincues et/ou maîtrisées, manque d'hygiène, exode, etc. Certaines générations ne connaîtront que rien d'autre. « Tout cela témoigne de la crise de l'Etat nation et de la politique⁵¹ ». Les conflits intra étatiques ont fait 168 millions de victimes, par opposition les guerres inter étatiques du XXe siècle ont causé la mort de 36 millions de personnes⁵². La guerre se fait contre la population « Les tireurs d'élites de Sarajevo, qui s'efforçaient de tuer des enfants relèvent de ce phénomène absolument inédit. Jamais, dans une guerre traditionnelle, on ne tuait des enfants -sauf par accident, mais ce n'était jamais un objectif. »⁵³. Cet environnement attise les haines et les rancunes ethniques.

1.2.3. Les opérations de seconde génération:

« Face à ce nouveau paysage politique, la communauté internationale a eu recours aux activités de maintien de la paix, dont les dimensions et la portée se sont rapidement élargies »⁵⁴. Le fait que les membres permanents du conseil de sécurité, depuis la fin de la rivalité bipolaire, n'ont plus aussi souvent recours à leur droit de veto, a permis le développement des opérations de maintien de la paix tant au niveau

⁵¹ Ignacio Ramonet, *Guerres du XXIe Siècle*, Paris: Edition Galilée, 2002, p.18.

⁵² Jean-Jacques Roche, « Quelles politiques de sécurité pour l'après-guerre froide ? : une approche réaliste de la sécurité à l'aube du XXIe Siècle », *Les Cahiers Raoul-Dandurand*, n°5, avril 2001, p.4.

⁵³ Jean-Louis Dufour, « L'ouverture d'une nouvelle ère conflictuelle », dans *Les Grands Enjeux du Monde Contemporain*, sous la dir. de Pascal Chaigneau, Paris: Ellipses, 1994, p.91

⁵⁴ Département de l'information des Nations Unies, *Op. Cit.*, p.5.

de leur taille, de leur portée que de leur nombre. Ainsi, à la première génération d'opérations succèdent les opérations de maintien de la paix de seconde génération. Celle-ci est beaucoup plus diversifiée que la première. Ainsi, avec l'effondrement du bloc soviétique, des opérations sont aujourd'hui lancées dans des secteurs qui autrefois étaient inaccessibles aux Casques bleus.

Paradoxalement, cette multiplication des types d'opérations ne s'accompagne pas d'une évolution terminologique rigoureuse, si bien que toutes les opérations mises en place à partir de la fin des années quatre vingt, bien que conceptuellement différentes des opérations de maintien de la paix de première génération et souvent désignées par des appellation propres (Opération humanitaire, opération d'imposition de la paix), sont pourtant toutes englobées dans le terme générique « d'opération de maintien de la paix ».⁵⁵

Par ailleurs, « les tâches qu'elles assurent (...) ne sont plus cantonnées à leur vocation première de force militaire d'interposition »⁵⁶. Cette seconde génération de missions « ont une multitude de fonctions et de dimensions politiques, humanitaires, sociales et économiques qui exigent la présence, aux côtés des soldats, d'experts civils et de spécialistes des interventions de secours »⁵⁷. Leurs mandats se sont complexifiés: « intervenir dans des guerres civiles, patrouiller des territoires dangereux, organiser des élections, désarmer des milices, reconstruire des infrastructures, protéger des minorités, évacuer des groupes ethniques menacés, échanger des prisonniers, tracer des frontières... »⁵⁸.

Aux profondes modifications dans la nature des opérations de maintien de la paix, vient s'ajouter un autre élément novateur : l'intervention dans l'urgence, sans accord politique, ni cessez-le-feu clairement acquis ou durablement respecté. En effet, « l'ONU a maintenant décidé d'évoquer plus souvent le Chapitre VII de sa Charte qui autorise l'utilisation de la force pour faire appliquer ses mandats ou pour

⁵⁵ Thierry Tardy, *Op.Cit.*, p.49.

⁵⁶ Paul Tavernier, *Op.Cit.*, p.64.

⁵⁷ Département de l'information des Nations Unies, *Op.Cit.*, p.5.

⁵⁸ Jocelyn Coulon, *Les Casques Bleus*, Les Editions Fides, 1994, p.8.

rétablir la paix et la sécurité internationale (voir Appendice C.II). Et même, dans le cas somalien, de ne pas obtenir le consentement des parties pour intervenir »⁵⁹. Ces différents changements sont nés de la fin de la guerre froide. Les acteurs nonbelligérants (nous entendons l'ensemble des groupes et des gouvernements qui ont participé et tenté de résoudre les divers conflits qui ont surgit depuis la fin de la guerre froide) ont du s'adapter à la nouvelle réalité du système international. Devant la résurgence des guerres « sauvages », l'ONU s'est vue confier des mandats « où la force est souvent nécessaire pour faire respecter ses décisions »⁶⁰.

Au terme de cette discussion, quelles sont les principales conclusions que nous pouvons tirer de notre analyse ?

En premier lieu, la guerre froide s'inscrit dans une dynamique et un contexte particuliers. La confrontation entre les deux super-puissances nourrit la peur troisième guerre mondiale, qui en retour assure la stabilité du système. Puis nous avons également réussi à « esquisser une typologie des conflits de guerre froide, en tenant compte du rôle joué par les deux grands, et en considérant que, pour beaucoup d'entre eux, la guerre froide n'est qu'une dimension parmi d'autres, qui ne saurait en épuiser l'interprétation »⁶¹. Nous nous sommes également rendu à l'évidence que si le système de guerre froide était stable, il n'était pas pour autant figé. En effet, les confrontations entre les deux blocs sont fréquentes. La guerre froide a par ailleurs limité le développement des opérations de maintien de la paix.

⁵⁹ *Ibid.*, p.52

⁶⁰ Jocelyn Coulon, *Op.Cit.*, p.22.

⁶¹ Stanislas Jeannesson, *Op.Cit.*, p.102.

La fin de l'affrontement Est-Ouest a bouleversé la géopolitique contemporaine. A la lumière des éléments avancés dans notre première partie, nous avons pu dégager des caractéristiques nouvelles dans les conflits de l'après-guerre froide. En effet, la seconde partie de la discussion laisse entendre que la nature des conflits a évolué depuis la fin de la guerre froide : on observe une recrudescence non des guerres civiles, mais des guerres « sauvages ». Cette évolution fait également apparaître l'instabilité du nouvel ordre international. Cette instabilité se lit dans l'apparition d'un nouveau paysage stratégique et dans l'affaissement de l'Etat non occidental. Mais elle permet d'apporter des modifications importantes aux opérations de maintien de la paix. En effet depuis la fin de la guerre froide celles-ci se sont considérablement développées en taille, en nombre et en durée.

Il nous a semblé important de décrire dans un premier temps la dynamique de la guerre froide pour savoir reconnaître, dans un second temps, l'évolution dans la nature des conflits depuis la fin de la bipolarité. Cette démarche est importante afin de mieux appréhender les conflits de notre époque. Ce chapitre a sa place dans la problématique de ce mémoire. Si nous voulons analyser, dans les chapitres à suivre, la crise des structures traditionnelles de régulation de conflit et dégager les alternatives à envisager pour sortir de cette situation, il nous fallait en premier lieu relever les caractéristiques nouvelles des conflits de l'après-guerre froide.

CHAPITRE II

LE CONFLIT EN EX-YOUGOSLAVIE: ILLUSTRATION DE LA RÉOLUTION DE CONFLITS DANS L'APRÈS-GUERRE FROIDE

En novembre 1945, la nouvelle Yougoslavie voit le jour. C'est un pays dont le passé est déjà lourd d'histoire: fondé en 1918, puis morcelé en 1941, il est reconstitué à l'issue de la guerre en 1945. Il regroupe différents ensembles ethniques, linguistiques et religieux, répartis sur six Républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Macédoine et Monténégro) et deux provinces autonomes rattachées à la Serbie (Kosovo et Vojvodine). Six nations y sont officiellement reconnues: Serbes, Croates, Slovènes, Monténégrins, Macédoniens et Musulmans. Toutefois, la répartition de ses peuples, à l'exception du peuple slovène, ne convient pas au découpage territorial (voir la carte 1: Situation Politique des Balkans, en Annexe). La Yougoslavie compte trois langues officielles: le slovène, le serbo-croate et le macédonien. Et, trois religions y sont pratiquées: le catholicisme (chez les Croates et les Slovènes principalement), l'orthodoxie (particulièrement chez les Serbes et les Macédoniens non Albanais) et l'islam (au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine majoritairement).

De nombreuses tensions naissent de cette cohabitation difficile des différentes communautés ethniques, linguistiques et religieuses. Le pays finira par céder aux tensions, et sombrera dans une guerre intestine qui durera cinq ans. Aujourd'hui, « les

armes se sont tuées, mais les questions demeurent »⁶²: quelle est la nature du conflit ? et, s'agit-il d'un conflit de l'après-guerre froide ? Qu'est-ce qui a été entrepris pour gérer la crise ? Quel fut le rôle des acteurs non belligérants dans la gestion de ce conflit ? Pourquoi n'ont-ils pas réussi à mettre un terme au nettoyage ethnique ? Enfin, quelle paix augurent les accords de Dayton ? Cet accord, conclu le 21 novembre 1995 par le président bosniaque Alija Itzebegovic, son homologue serbe Slobodan Milosevic et le chef de l'Etat croate Franco Tudjman, s'inscrit dans la lignée des tentatives de solutions précédentes. Il conserve l'intégrité de la Bosnie, mais partage cette dernière en deux entités :

- la Fédération croato-musulmane
- et la République serbe de Bosnie

Ce chapitre s'appuie sur l'exemple de la guerre en ex-Yougoslavie pour illustrer ce qu'est la résolution de conflit dans l'après-guerre froide. Cette démarche s'insère dans la problématique centrale de ce mémoire portant sur la crise en résolution de conflit qui, selon nous, est due au fait que les approches adoptées ne répondent pas aux nouvelles caractéristiques des conflits de l'après-guerre froide, et ne proposent pas de nouvelles alternatives pour sortir de la crise.

Ce chapitre tente de répondre à la question suivante: comment la guerre en ex-Yougoslavie, qui est une bonne illustration de la nature des conflits de l'après-guerre froide, a-t-elle été gérée ?

L'analyse issue de ce questionnement se développe en trois parties: 1. La guerre en ex-Yougoslavie, un conflit de l'après-guerre froide, 2. La gestion du conflit yougoslave, 3. Les faiblesses du processus. Il nous a semblé important dans un premier temps de relever les caractéristiques de la guerre en ex-Yougoslavie (bouleversement du paysage stratégique, démembrement de la Fédération, guerre

⁶² Jacques Rupnik, *Les Balkans Paysage après la Bataille*, Bruxelles: Editions Complexe, 1996, p.11.

sauvage contre les populations) afin de montrer qu'il s'agissait bien d'un conflit de l'après-guerre froide. La seconde partie présente les efforts entrepris pour mettre fin au conflit qui n'ont pas toujours été synonyme de réussite. Elle met également en évidence les fragilités de la paix acquise à Dayton. En dernier lieu, les faiblesses du processus de paix sont exposées: divergences entre les acteurs non belligérants, contradictions des mesures et des plans de paix, efficacité des mesures proportionnelle à l'engagement des acteurs non belligérants.

2.1. La guerre en ex-Yougoslavie, un conflit de l'après-guerre froide:

Peut-on dire de la guerre en ex-Yougoslavie qu'elle s'inscrit dans la lignée des conflits contemporains qui ont éclaté depuis la fin de la guerre froide ? Ces conflits présentent des caractéristiques nouvelles énoncées au Chapitre I et qui ont été relevées lors de la crise yougoslave: bouleversement du paysage stratégique, démantèlement de l'Etat (au profit de la prolifération étatique mentionnée dans le Chapitre I), guerre sauvage contre les populations.

2.1.1. Bouleversement du paysage stratégique:

La Yougoslavie, grâce au Maréchal Tito, a su s'adapter à la guerre froide, et y tirer un certain profit. En effet, ce dirigeant charismatique, co-fondateur du parti communiste yougoslave, refusa, en 1948, de suivre les directives soviétiques et édifia dans son pays un socialisme basé sur l'autogestion et la reconnaissance des identités nationales multiples.⁶³ Jusqu'à sa mort en 1980, il sut « jouer avec une grande habileté de la menace soviétique à la fois pour consolider la cohésion interne du pays et pour obtenir des Occidentaux un soutien économique et de la politique étrangère »⁶⁴. Ce refus de s'aligner à l'un ou l'autre des blocs conféra un rôle géostratégique important

⁶³ Emmanuel Fouquet (dir.), *Dictionnaire Hachette Encyclopédique*, Paris: Hachette, 2000, p.1876.

⁶⁴ Jacques Rupnik, « Les enjeux internationaux », dans *De Sarajevo à Sarajevo: l'Echec Yougoslave*, sous la dir. de Jacques Rupnik, Bruxelles: Edition Complexe, 1992, p.115.

à la Yougoslavie. En effet, le pays devint une région d'équilibre entre l'Est et l'Ouest⁶⁵. Cependant, avec la fin de la guerre froide, ce rôle n'a cessé de faiblir aux yeux des puissances occidentales⁶⁶.

Par ailleurs, « avec l'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale, le modèle de communisme réformiste à la yougoslave apparut soudain comme désuet à l'extérieur et même insupportable aux républiques les plus prospères à l'intérieur »⁶⁷. De surcroît, les attentes élevées des Occidentaux, par rapport aux pays libérés du joug soviétique, ne font qu'accroître les tensions au sein de la Fédération yougoslave. Les Occidentaux « espèrent de ces pays une prise de conscience et une volonté de réorganiser, sans regarder en arrière, leurs structures économiques et politiques »⁶⁸. Or, ces pays n'ont pas nécessairement les moyens de se reconstruire, et attendent des Occidentaux un soutien, de l'argent, autant de gestes qu'ils ne manifesteront pas. Ainsi, « tandis que la guerre froide relâche son empreinte sur l'Europe, la Yougoslavie s'installe dans une crise, prélude à la guerre ».⁶⁹

2.1.2. Le démembrement de la Fédération:

La mort du Maréchal Tito, survenue quelques années avant la fin de la guerre froide, allait marquer un tournant décisif dans l'histoire de la Yougoslavie. Les réformes de la Fédération, entreprises entre 1967 et 1974, amorcèrent le processus de désintégration économique, politique et sociale qui s'étendit après sa mort. En effet, à partir des années 1980, les républiques fédérées vont céder aux « vellétés indépendantistes » qui, depuis quelques temps, affaiblissent les assises du régime (voir Appendice B.1). La Yougoslavie se retrouve alors plongée dans la crise. Le refus des Serbes d'élire, en janvier 1990, à la présidence fédérale le croate Mesic

⁶⁵ Mihailo Crnobrnja, *Le Drame Yougoslave*, Rennes: Editions Apogée, 1992, p.110.

⁶⁶ Roy Gutman, *Bosnie: Témoin du Génocide*, Paris: Desclée de Brouwer, 1994, p.46.

⁶⁷ Jacques Rupnik, *Op.Cit.*, p.116.

⁶⁸ Mihailo Crnobrnja, *Op.Cit.*, p.108.

⁶⁹ *Ibid.*, p.113

entraîne la chute des structures fédérales. Les membres de la Fédération sont appelés à réfléchir sur l'avenir de celle-ci, mais n'arrivent pas à s'entendre. La Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance le 25 juin 1991. La Bosnie-Herzégovine accèdera également au rang des Républiques indépendantes en avril 1992.

Seule la Serbie, guidée par le nationaliste Slobodan Milosevic, va s'opposer à la désintégration de la Yougoslavie. Ainsi, « le démembrement de la Yougoslavie a été accompagné d'une polarisation des conflits autour du nationalisme serbe, et il a entraîné des guerres là où il y avait des Serbes, de la Croatie au Kosovo »⁷⁰. Ces différentes guerres ont été déclenchées dans l'objectif de démanteler la Yougoslavie afin d'y substituer des Etats nationaux souverains et ethniquement purs. « Le nettoyage ethnique est déclenché à partir d'un calcul politique ou stratégique »⁷¹. De ce fait, les représentants du pouvoir ont exploité le racisme latent des communautés (Serbes, Croates et Bosniaques) pour accroître les clivages identitaires⁷² et consolider les assises de leur propre pouvoir. Ils ont pris pour cible le groupe minoritaire pour que la communauté majoritaire retrouve un semblant d'unité. Ce comportement est dangereux car l'ennemi visé n'est pas différent du représentant de la communauté au pouvoir « mais semblable, et solidement implanté à l'intérieur du corps social »⁷³. Ainsi l'ennemi doit-il être expulsé ou anéanti.

2.1.3. Une guerre sauvage contre les populations:

Si terreur et atrocités ont toujours été perpétrées en temps de guerre, ce qui surprend dans ces différents conflits, c'est la profonde sauvagerie avec laquelle les belligérants se sont employés à traiter les populations civiles. Les actes de violence, dirigés contre des populations sans défense⁷⁴, se sont multipliés pour atteindre des

⁷⁰ Jean-Pierre Derriennic, *Les Guerres Civiles*, Paris: Presses de Sciences Politiques, 2001, p.95.

⁷¹ *Ibid.*, p.92.

⁷² *Ibid.*, p.85: « les clivages identitaires produisent (...) un morcellement de la société en groupes multiples comme (...) en Yougoslavie ».

⁷³ Laurence Hansen-Löre, « Penser la guerre totale : lecture des rapports Mazowiecki », *Esprit*, août-septembre 1994, p.147.

⁷⁴ Tom Gallagher, *The Balkans After the Cold War : From Tyranny to Tragedy*, Londres: Routledge, 2003, p.40.

seuils effroyables: transfert forcé et regroupement des personnes d'une même ethnie, apparition de camps destinés à l'internement, la torture, le viol, la disparition, les exécutions sommaires des civils⁷⁵. « Des mesures qui, au début, semblaient devoir viser à la sécurité de l'Etat et se justifier de ce fait, si elles n'avaient été que temporaires, se sont transformées bientôt en un instrument de représailles et de rétorsion, faisant des civils capturés un simple gage entre les mains de son détenteur »⁷⁶.

Le nettoyage ethnique a pris en Yougoslavie des formes radicales par l'exhortation aux massacres des groupes minoritaires⁷⁷. Les parties belligérantes n'ont pas plus hésité à violer les règles fixées par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Les victimes ont été déshumanisées et « livrées à la puissance de feu de l'armée fédérale ou des troupes équipées par celle-ci » ainsi qu'à celle du camp adverse (croatomusulman)⁷⁸. Les exemples sont nombreux: pour le camp Serbe, Vukovar (novembre 1991) ou Sarajevo (avril 1992), et pour le camp adverse, Mostar (Mai 1993) ou Srebrenica (juillet 1995), autant de villes assiégées où les populations sont tombées sous le contrôle de l'adversaire.

Par ses caractéristiques (bouleversement du paysage stratégique, démembrement de la Fédération, guerre sauvage contre la population), la guerre en Yougoslavie relève des conflits de l'après-guerre froide. Les barbaries commises contre les populations locales ont suscité de vives réactions à l'échelle internationale. De nombreuses critiques ont été formulées à l'époque à l'égard des acteurs non belligérants comme quoi ceux-ci s'étaient désintéressés de la cause yougoslave. Mais qu'en a-t-il été réellement ? Comment les acteurs non belligérants ont-ils géré ce conflit ?

⁷⁵ Nouvel Observateur et Reporters Sans Frontières, « Extraits du rapport d'Helsinki Watch, août 1992 », dans *Le Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie: Purification Ethnique et Crimes de Guerre*, Paris: Arléa, 1993, p.29.

⁷⁶ Michèle Mercier, *Crimes sans châiment: l'action humanitaire en ex-Yougoslavie 1991-1993*, Bruxelles: Bruylant, 1994, p.174

⁷⁷ Jean-Pierre Derriennic, *Op.Cit.*, p.92: « Il [le nettoyage ethnique] se poursuit et se généralise par le simple jeu des peurs réciproques et des prédictions autoréalisatrices ».

⁷⁸ Patrice Canivez, « La France face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie », *Esprit*, mars-avril 1993, p.59.

2.2. La gestion du conflit yougoslave:

« Dès le début de la crise, les institutions européennes se sont présentées comme les principaux intervenants chargés de gérer le conflit »⁷⁹. Si ces institutions n'ont pas réussi à mettre un terme à la crise politique yougoslave, elles se sont en revanche mobilisées rapidement pour trouver une solution positive au conflit armé⁸⁰. Ainsi en Slovénie, les Douze sont parvenus rapidement à une entente entre les parties adverses. L'armée fédérale (sous commandement serbe) était intervenue en Slovénie après sa déclaration d'indépendance en juin 1991. Les accords de Brioni, qui mettent un terme au conflit, furent signés le 7 juillet 1991. La guerre reprend alors en Croatie, où la minorité serbe refuse d'être affiliée à la République nouvellement indépendante. « Alors que la guerre fait rage en Croatie, la France prend l'initiative du transfert aux Nations Unies de la responsabilité du règlement de la crise »⁸¹. Le 21 février 1992, le Conseil de Sécurité adopte la résolution 743, dont le deuxième article stipule que le Conseil de Sécurité « décide d'établir, sous son autorité, une Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) conformément au rapport précité et au plan de maintien de la paix des Nations Unies et prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour en assurer la mise en place le plus rapidement possible »⁸². En août 1995, les troupes croates reprennent le contrôle de Knin et de Krajina. Ces offensives victorieuses mettent fin au conflit.

⁷⁹ Stéphane Roussel et Michel Fortmann, « 'Eppur, si muore...' Le régime de sécurité européen, les états non belligérants et la guerre en ex-Yougoslavie », *Etudes Internationales*, vol.XXV, n°4, décembre 1994, p.752.

⁸⁰ *Ibid.*, p.753: « Dès le 28 juin, soit trois jours après l'éclatement de la Fédération, la CEE forme la 'troïka' (Italie, Luxembourg et Pays-Bas) charger de désamorcer la crise, laquelle tente une première initiative de médiation le 30. (...) Au cours du mois de juillet, les Douze envoient quatre missions d'observations et de médiation ».

⁸¹ Francine Boidevaix, *Une diplomatie informelle pour l'Europe: Le Groupe de Contact Bosnie* Fondation pour les Etudes de Défense, Paris: La Documentation Française, 1997, p.33.

⁸² Organisation des Nations Unies, *Résolution 743 (1992)*, du 21 février 1992.

Au printemps 1992, la guerre se déplace en Bosnie-Herzégovine (B-H), suite à sa déclaration d'indépendance (6 avril 1992). Les Serbes de B-H rejettent cette décision. La guerre éclate en avril 1992 lorsque le statut d'Etat indépendant et souverain est reconnu à la B-H sur la scène internationale. « Le conflit a rapidement dégénéré : fin 1992, les Serbes contrôlaient près de 70% de la Bosnie et avaient décidé. La guerre éclate en avril 1992 lorsque le statut d'Etat indépendant et souverain est reconnu à la B-H sur la scène internationale. « Le conflit a rapidement dégénéré: commencé l'épuration ethnique de la région en éliminant les Croates et les Bosniaques »⁸³. Devant l'escalade de la violence, le mandat de la FORPRONU est élargi à partir de mai 1992 à la B-H⁸⁴. La guerre en B-H fera l'objet de notre analyse. Dans un premier temps nous considérerons les différents efforts entrepris par les acteurs non belligérants pour mettre fin à ce conflit. Par acteurs non belligérants, nous entendons l'ensemble des gouvernements et des institutions qui ont participé et ont tenté de résoudre le conflit en Bosnie-Herzégovine ; les principaux acteurs étant: la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, et autres pays européens (Italie, Luxembourg, Pays-Bas), les Etats-Unis, la Russie, les institutions européennes et l'Organisation des Nations Unies. Après plusieurs tentatives infructueuses, les acteurs non belligérants arrivent finalement à arracher un accord de paix aux parties engagées dans la guerre. Toutefois, comme nous le verrons dans un second temps, la paix reste fragile.

2.2.1. Les efforts entrepris pour mettre fin au conflit:

Les acteurs non belligérants n'ont jamais cessé, tout au long du conflit, de croire en la réussite du processus de paix. Des émissaires se sont tour à tour déplacés sur le terrain pour établir des contacts et ouvrir le dialogue avec les belligérants.

⁸³ Karine Prémont, « La consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine: que reste-t-il des objectifs de Dayton ? », dans *Faire la Paix: Concepts et Pratiques de la Consolidation de la Paix*, sous la dir. de Yvan Conoir et Gérard Verna, Ste.Foy: Les Presses de l'Université Laval, 2005, p.653.

⁸⁴ Se référer à la résolution 752 adoptée par le Conseil de Sécurité le 15 mai 1992.

Ainsi, Henry Wijnaendts, Jose Cutileiro, Lord Carrington, Marrack Goulding, David Owen, Carl Bildt, Cyrus Vance, Thornald Stoltenberg, Jimmy Carter ou encore Richard Holbrooke, ont tous travaillé à chercher une solution pacifique à la guerre en Yougoslavie. Leurs efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès, mais ces hommes auront eu le mérite d'essayer de trouver une alternative au conflit armé. Ainsi, les principales démarches en vue d'établir un accord de paix entre les groupes adverses furent: le plan Carrington, le plan Vance, le plan Vance-Carrington, le plan Vance-Owen, le plan Owen-Stoltenberg et le plan du Groupe Contact.

Le plan Carrington:

Le 7 septembre 1991, à La Haye, s'ouvre une conférence qui doit fixer le sort de la Yougoslavie⁸⁵. Le 18 octobre, une première proposition est émise: le plan Carrington (du nom du Président de la conférence). Tout en maintenant l'idée de Fédération des Républiques Yougoslaves, le plan tente également de répondre à la volonté d'autodétermination de certaines républiques (Slovénie, Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine). Il propose ainsi de reconnaître les républiques, tout en imposant un accord sur les droits des minorités (qui seraient assurés par une cour de justice) qui établirait un statut spécial à certaines régions et une union douanière.⁸⁶ Le plan souligne également que les acteurs non belligérants refuseraient de modifier le tracé des frontières si celles-ci avaient été acquises par force. Par ailleurs, toute partie

⁸⁵ Michel Fortmann, Pierre Martin et Stéphane Roussel, « Trial by fire: international actors and organizations in the Yugoslav crisis », dans *Peace in the Midst of War: Preventing and Managing International Ethnic Conflicts*, sous la dir. de David Carment et Patrick James, Columbia: University of South Carolina Press, 1998, p.142.

⁸⁶ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *L'Eclatement de la Yougoslavie de Tito: Désintégration d'une Fédération et Guerres Interethniques*, Ste.Foy: Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.126: « la Conférence leur proposa, le 18 octobre, un plan de paix qui prévoyait, notamment, le droit à l'indépendance et à la reconnaissance internationale des républiques de la Yougoslavie, dans le cadre d'un accord général de libre association de celles-ci, et des accords spécifiques que la protection des droits de l'homme, ainsi que de l'attribution d'un statut spécial à certains groupes ethniques et certaines zones de population ».

qui enfreindrait les dispositions énoncées dans le plan, se verrait infliger des sanctions.

Ce plan fut immédiatement rejeté par le camp serbe, car selon lui, il signifiait la fin de la Yougoslavie. Milosevic, le président Serbe, déclare ainsi: « Les mesures proposées pour résoudre la crise suspendent l'ordre constitutionnel et légal en vigueur en Yougoslavie [...] et abolissent la Yougoslavie elle-même en tant qu'Etat existant depuis 70 ans »⁸⁷. Si la Conférence sur la Yougoslavie se solde par l'échec du plan Carrington, elle permet en revanche la création de la commission Badinter chargée de superviser l'arbitrage des disputes⁸⁸.

Le plan Vance:

En novembre 1991, Cyrus Vance donne une nouvelle impulsion au processus de paix, en proposant un second plan⁸⁹. Le plan Vance prévoit: « l'arrêt des combats sur les positions acquises au moment où le cessez-le-feu entrerait en vigueur ; le retrait de la Croatie de l'armée fédérale yougoslave devenue en réalité une armée serbe ; le retour des réfugiés croates dans leurs foyers » ; et la mise en place d'une opération de maintien de la paix en Yougoslavie dont le mandat serait de déployer une force entre les lignes de front adverses.⁹⁰ Cette opération concernerait plus particulièrement les régions de Croatie et de Slovénie où des rebellions serbes avaient été notées.⁹¹ Le 21 février 1992, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte le plan dans sa résolution 743 (voir Appendice C.3). Cette résolution signe l'acte de naissance de la Force de protection des Nations Unies qui sera étendue sur quatre zones en ex-

⁸⁷ *Le Monde*, 20-21 octobre 1991, p.5.

⁸⁸ Michel Fortman, Pierre Martin et Stéphane Roussel, *Op.Cit.*, p.142.

⁸⁹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.131: « l'américain Cyrus Vance, nommé, le 8 octobre 1991, médiateur de l'ONU pour la Yougoslavie par le secrétaire général, Perez de Cuellar, présente, le 23 novembre, au nom du Conseil de sécurité, un plan de paix, le plan Vance ».

⁹⁰ *Ibid.*, p.167

⁹¹ Michel Fortmann, Pierre Martin et Stéphane Roussel, *Op.Cit.*, p.142.

Yougoslavie. Le plan Vance mettra fin au conflit armé en Croatie en stoppant l'avance des troupes serbes à l'intérieur du territoire croate.

Le plan Vance-Carrington:

Les efforts des acteurs non belligérants pour trouver une solution pacifique au conflit en Bosnie-Herzégovine redoublent. Au printemps 1992, Lord Carrington (qui supervise les pourparlers entre les trois communautés ethniques: Serbes, Croates et Musulmanes) et Cyrus Vance exposent un troisième plan: le plan Vance-Carrington. Cette nouvelle tentative défend le principe d'une B-H indépendante et souveraine divisée en trois unités constitutives et autonomes qui se partageraient le pouvoir. Ces unités seraient établies en fonction de la répartition des groupes ethniques et des ressources économiques. Malgré la volonté des émissaires Carrington et Vance de mettre fin aux violences, il leur fut impossible de trouver un compromis qui sied aux représentants des trois communautés. Le plan Vance-Carrington fut éventuellement rejeté par les autorités bosniaques.⁹²

Le plan Vance-Owen:

Devant cet échec, les acteurs non belligérants organisèrent une conférence internationale à Londres les 26 et 27 août 1992 pour attirer l'attention internationale sur le développement du conflit et les efforts entrepris pour le résoudre. Cette conférence avait également pour but d'amener les parties en conflit à accepter certaines règles telles que: l'arrêt de la violence, la recherche d'une solution négociée ou encore la destruction des camps de détention.⁹³ Ces différentes prescriptions devaient aider à la mise en place du processus de paix. A l'issue de cette conférence, un comité exécutif⁹⁴ fut créé pour superviser la mise en oeuvre des résolutions

⁹² *Ibid.*, p.143.

⁹³ *Ibid.*, p.143

⁹⁴ Composé de représentants de la Communauté européenne et de l'OSCE, du Secrétaire général des Nations Unies et du Conseil de Sécurité, et les anciennes républiques yougoslaves.

adoptées. Ce comité, composé de six groupes distinctifs et dirigé par Cyrus Vance et David Owen, devait s'occuper des différends politiques, militaires, juridiques et économiques.

Cette nouvelle initiative des acteurs non belligérants offrait une structure qui devait faciliter les négociations entre les groupes adverses. Mais très vite, le comité est confronté à une impasse. En effet, les négociations amorcées entre septembre 1992 et janvier 1993 n'aboutirent qu'à une solution partielle: le plan Vance-Owen (voir Appendice B.2). Ce plan prône la division de la B-H en dix provinces⁹⁵, en respectant la répartition ethnique, et en instituant Sarajevo comme une zone mixte, démilitarisée (voir Appendice B.5). Les provinces se verraient attribuer la majorité des compétences étatiques, mais en contrepartie « n'auraient pas le droit de s'associer à un Etat voisin, par exemple la Serbie ou la Croatie »⁹⁶. Officiellement le plan conserve l'unité de la B-H. Toutefois, il partitionne le pays « sanctionnant ainsi la purification et le nettoyage ethnique déjà accomplis par les Serbes bosniaques avec la complicité de la Serbie »⁹⁷. Les Serbes rejetèrent le plan en mai 1993⁹⁸.

Le plan Owen-Stoltenberg:

En août 1993, David Owen et Thornald Stoltenberg (qui remplace Cyrus Vance) soumettent le plan Owen-Stoltenberg dans l'objectif de relancer les pourparlers pour la paix. Ce plan s'inspire du plan Vance-Owen, en particulier sur l'idée de convertir la B-H en une confédération de républiques autonomes. Le plan Owen-Stoltenberg suppose la division de la B-H en trois républiques, la répartition du territoire se ferait de la façon suivante: 52% irait aux Serbes, 30% aux Musulmans et 18% aux Croates (voir Appendice B.3)⁹⁹. Le 28 septembre, les Musulmans bosniaques reprouvent le plan car, selon eux, les terres acquises de force par les

⁹⁵ Sur les dix provinces: trois seraient serbes, trois croates, trois musulmanes, la dixième étant Sarajevo comme zone mixte.

⁹⁶ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.210.

⁹⁷ *Ibid.*, p.210

⁹⁸ *Ibid*

⁹⁹ *Ibid.*, p.221

Serbes et les Croates devraient leur être rétrocédées¹⁰⁰. Les deux autres groupes refusent. Le plan Owen-Stoltenberg est abandonné.

Le plan du Groupe Contact:

Suite au rapprochement des Croates et des Musulmans de Bosnie, « une assemblée constituante adopta (le 30 mars 1994) la constitution de la Fédération croato-musulmane dont le territoire devait couvrir 58% de la superficie de la Bosnie-Herzégovine »¹⁰¹. Deux parties sont dorénavant en conflit: la Fédération croatomusulmane de Bosnie et la République serbe de Bosnie. Pour mieux répondre à la nouvelle réalité qui se dessine en B-H et pour relancer les négociations, les grandes puissances (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Russie et Etats-Unis) décident de créer une tribune informelle où chacun puisse s'exprimer ouvertement. Elles nommeront cette tribune Groupe Contact. Le Groupe Contact voit le jour le 25 avril 1994 lors de la Conférence de Londres¹⁰². Le 26 mai, il propose un premier plan que le président de Bosnie, Alija Izetbegovic, refusera car il impliquait le partage ethnique de la B-H. Le 5 juillet, le Groupe Contact soumet un second plan (voir Appendice B.4) qui prévoit de diviser le pays en deux parties égales (49% du territoire serait attribué aux Serbes, et 51% aux Croates et aux Musulmans).¹⁰³ La B-H deviendrait ainsi une fédération de républiques. Une force internationale superviserait cette période de transition. La Fédération croato-musulmane accepte le plan, mais les Serbes de Bosnie le rejettent lors du référendum du 27-28 août 1994¹⁰⁴.

Ces différents plans de paix montrent une certaine volonté des acteurs non belligérants d'apporter une réponse pacifique au conflit en ex-Yougoslavie. Il est important de souligner que de nombreuses interventions ont été menées en parallèle à

¹⁰⁰ Michel Fortmann, Pierre Martin et Stéphane Roussel, *Op.Cit.*, p.145.

¹⁰¹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.250

¹⁰² Francine Boidevaix, *Op.Cit.*, p.7

¹⁰³ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.252-253.

¹⁰⁴ Michel Fortmann, Pierre Martin et Stéphane Roussel, *Op.Cit.*, p.146.

la recherche d'une solution politique par les acteurs non belligérants. En effet, le processus de paix ne pouvait se réaliser sans les différents efforts entrepris pour mettre fin aux violences en Slovénie, en Croatie, puis en Bosnie. Les acteurs non belligérants ont déployé tout un arsenal de mesures visant à faire taire les armes : négociations de nombreux cessez-le-feu, aussitôt violés par les parties engagés dans le conflit, missions d'observations et de surveillance, intervention des casques bleus, offres de désarmement et de désengagement, embargos sur les armes, maintien de l'ordre dans les zones de surveillance.¹⁰⁵ Toutefois, les efforts des acteurs non belligérants furent vains jusqu'en 1995.

1995 : le tournant du conflit:

« Durant l'année 1995, les événements avaient progressé de façon à ce que toutes les conditions nécessaires soient réunies pour qu'on en arrive à rétablir la paix en Bosnie-Herzégovine »¹⁰⁶. En effet, la Fédération croato-musulmane se montre très coopérative avec les acteurs non-belligérants, tandis que les Serbes rencontrent des difficultés sur le terrain et essuient leurs premiers échecs. Tout d'abord, la Croatie lance un assaut de grande envergure en mai pour reprendre la Slavonie occidentale des mains des Serbes¹⁰⁷. Les forces serbes ripostent, et s'emparent de Srebrenica le 11 juillet 1995 « le 4 août, la Croatie déclencha l'opération 'Tempête sur la Krajina', sur un front de 250 kilomètres, et reprit le contrôle de la Krajina (...) Knin, capitale de la Republika Srpska, tomba dès le premier jour, et le quatrième, il n'y avait plus l'ombre d'une résistance serbe »¹⁰⁸. Le rapport de force entre la partie serbe et la partie croato-musulmane s'inverse.

¹⁰⁵ Ibid., p.147

¹⁰⁶ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.291

¹⁰⁷ Ibid., p.266: « ce qui importe ici n'est pas l'importance du territoire reconquis mais sa signification, à savoir que la Croatie a montré sa nouvelle force militaire et sa capacité d'action et d'organisation face aux forces de la RFY et des Bosno-Serbes ».

¹⁰⁸ Ibid., p.277

Les acteurs non belligérants essaient alors de négocier une nouvelle fois avec les Bosno-Serbes pour trouver une solution pacifique au conflit en *B-H*. Mais ces derniers refusent le dialogue et les propositions des acteurs non belligérants, et ne relâchent pas la pression. Le 28 août, un obus serbe tombe sur un marché de Sarajevo. Le bilan est lourd: 37 morts et 89 blessés. Les acteurs non belligérants excédés, poussés par les Etats-Unis et la France, répliquent. « Du 29 août au 20 septembre, les avions de l'OTAN, assistés au sol par la Force de réaction rapide, bombardent massivement les positions serbes autour de Sarajevo. C'est l'opération 'Force délibérée' »¹⁰⁹. Le succès de cette démonstration de force amène les belligérants à signer, en octobre 1995, un cessez-le-feu définitif qui marque le retour aux négociations. « Ce sont [donc] les raids de l'OTAN et les bombardements de la Force de réaction rapide (...) qui conduisirent au processus de paix élaboré à Dayton et signé à Paris à la fin 1995 »¹¹⁰, ainsi que l'implication de plus en plus marquée des Etats-Unis.

2.2.2. Dayton: une paix fragile:

Les négociations s'ouvrent le 2 novembre 1995 à Dayton et prennent fin le 21 novembre. Il est approuvé que soit créé, à l'intérieur de la Bosnie, deux unités de taille comparable (voir Appendice B.6): la Fédération de Bosnie-Herzégovine regroupant les Croates et les Bosniaques sur 51% du territoire, et la Republika Srpska réunissant les Serbes sur le restant du territoire (soit sur 49%). Le 14 décembre, les représentants des Républiques de Bosnie-Herzégovine (Alija Izetbegovic), de Croatie (Franjo Tudjman) et de la Yougoslavie¹¹¹ (Slobodan Milosevic) paraphent les accords

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.281

¹¹⁰ Georges-Marie Chénu, « Les limites des interventions européennes », dans *L'ex Yougoslavie en Europe: De la Faillite des Démocraties au Processus de Paix*, sous la dir. de Marie-Françoise Allain et al, Paris: L'Harmattan, 1997, p.66.

¹¹¹ La République fédérale de Yougoslavie, selon un accord du 29 août 1995, se prononce au nom de la Republika Srpska

de Dayton à Paris. Le document contient en première partie « l'accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine » qui énonce les principes de base pour la consolidation et le maintien de la paix que les parties sont tenues de respecter. « Suivent ensuite onze annexes constituant les accords sur les divers points litigieux »¹¹². Ainsi, est-il stipulé que la Bosnie demeure un Etat unifié et que les frontières originelles du pays sont préservées. Par ailleurs, les parties s'engagent à tenir des élections libres et démocratiques sur l'ensemble du territoire. De plus, les accords annexes enjoignent le retour des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que la libre circulation des personnes à l'intérieur du pays, sans être victimes de discrimination ou de harcèlement selon l'appartenance ethnique ou religieuse. « Enfin, sur la base de cet accord de paix, la Serbie, la Croatie et la Bosnie s'engageaient à collaborer entièrement en vue de l'arrestation des criminels de guerres »¹¹³. Sur papier, la paix semble acquise. Sur le terrain, c'est une autre question. Les accords de Dayton s'inscrivent dans la logique des plans de paix précédents, ce qui soulève de nombreuses interrogations quant à sa mise en oeuvre. D'ailleurs, les ex-belligérants montrent une réelle résistance dans l'application de certains termes des accords, notamment les points concernant le retour des réfugiés et des personnes déplacées, et l'arrestation des criminels de guerre. En réponse à ces difficultés, une certaine insécurité va naître et s'installer en Bosnie.

2.2.2.1. Nouveau plan, même logique:

Les accords de Dayton reprennent et emploient la logique de « territorialisation des communautés »¹¹⁴, avancée par la majorité des plans de paix depuis le début des hostilités en Bosnie-Herzégovine. En effet, selon le document, si

¹¹² Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.293.

¹¹³ Karine Prémont, *Op.Cit.*, p.655.

¹¹⁴ Jacques Rupnik, « Nouvelle donne dans les Balkans », dans *Les Balkans Paysage après la Bataille*, sous la dir. de Jacques Rupnik, Bruxelles: Editions Complexe, 1996, p.12.

les frontières de la B-H sont maintenues, l'Etat est composé d'une association de deux unités distinctes, à savoir: la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska. Ainsi, selon l'article trois des accords de Dayton, « the Parties welcome and endorse the arrangements that have been made concerning the boundary demarcation between the two Entities, the Federation of Bosnia and Herzegovina and Republika Srpska »¹¹⁵.

Par conséquent, « Dayton, en reconnaissant la création 'd'entités' politiques selon le critère ethnique, ne fait que parachever le processus [des plans précédents] »¹¹⁶. De surcroît, la partition de la B-H correspond plus ou moins aux lignes de front instituées pendant la guerre, ce qui revient indirectement à cautionner les massacres et le nettoyage ethnique qui ont eu lieu¹¹⁷.

Par ailleurs, les Bosno-Serbes, qui jusqu'alors s'étaient montrés réticents aux différents plans de paix avancés par les acteurs non belligérants, se sont résolus à signer les Accords de Dayton parce que, depuis début 1995, ils se faisaient contrer sur le terrain¹¹⁸. Or, depuis le début de la guerre, ils étaient parvenus à s'imposer sur environ 70% du territoire bosniaque. et, ils n'envisageaient pas la rétrocession des terres conquises. Toutefois, comme nous l'avons vu, en 1995 le rapport de force s'inverse, ils essuient différents échecs qui les obligent à se retrancher. A titre d'exemple, lorsque les parties acceptent le cessez-le-feu du 5 octobre 1995, « les Serbes de Bosnie ne contrôlaient plus que 48,4% du territoire de la Bosnie-Herzégovine contre 71% l'année précédente »¹¹⁹. Les accords de Dayton confèrent 49% du territoire aux Serbes et 51% aux Croato-Musulmans. Au vue de la situation sur le terrain, il est donc dans l'intérêt des Bosno-Serbes d'accepter les propositions de paix des acteurs non belligérants.

¹¹⁵ *General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina (Paris, 21 November 1995)*, Article III

¹¹⁶ Jacques Rupnik, *Op.Cit.*, p.13

¹¹⁷ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.299.

¹¹⁸ Lors des frappes aériennes de l'OTAN, Karadzic (représentant Serbe qui pendant plus de trois ans a terrorisé les habitants de Sarajevo) supplie les acteurs non belligérants d'arrêter : « S'il vous plaît, arrêtez ! Vous avez suffisamment de raisons d'arrêter ». « Karadzic supplie l'OTAN d'arrêter », *Le Devoir*, 7 septembre 1995.

¹¹⁹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.285.

2.2.2.2. Les Accords de Dayton consacrent-ils l'avènement d'un Etat unitaire ou divisé ?

L'Article trois (Responsabilités des Institutions de B-H et des deux entités et relations qu'elles entretiennent entre elles) de l'Annexe quatre des accords de Dayton confie au gouvernement central de B-H: les domaines de la politique étrangère, du commerce extérieur, de la politique douanière, de la politique monétaire, du financement des institutions et des obligations internationales de la B-H, de l'émigration, réfugiés, asile politique et réglementation, de l'application du droit pénal au niveau international et entre entités, des relations avec INTERPOL comprises, de la création et exploitation de moyens de communication communs et internationaux, de la réglementation des transports entre entités, de la régulation de la circulation¹²⁰.

Quant aux compétences des entités politiques, elles se résument de la façon suivante : « all governmental functions and powers not expressly assigned in this Constitution to the institutions of Bosnia and Herzegovina shall be those of the Entities »¹²¹. Ainsi, les deux Entités politiques créées par les Accords de Dayton, la Fédération croato-musulmane et la Republika Sprska, ont pour ainsi dire tous les attributs et les pouvoirs des Etats souverains, car les domaines les plus importants pour le développement et l'épanouissement des peuples, tels que le maintien de l'ordre et de la sécurité civile ou encore le droit d'entretenir des liens privilégiés avec les pays voisins et autres pays ou organisations internationales, leurs incombent. « Ces Entités ne sont pas des unités administratives subordonnées à un Etat central, mais des Etats constituant un pays reconnu internationalement »¹²². La

¹²⁰ *General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina* (Paris, 21 November 1995), Annexe 4, Article III.

¹²¹ *Ibid.*, Annexe 4, Article III, troisième point intitulé: *Law and Responsibilities of the Entities and the Institutions*.

¹²² Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.302.

possibilité pour la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republica Srpska d'instaurer des liens privilégiés avec leurs voisins respectifs, à savoir la Serbie et la Croatie, représente une autre ambiguïté du plan de paix proposé à Dayton. Les nationalistes serbes de Pale et croates de Mostar ne cachent pas leur volonté de se rapprocher de leurs voisins réciproques. Cet objectif menace à long terme l'intégrité territoriale de la B-H. La probabilité que le pays se subdivise à nouveau est à considérer : la communauté serbe se rattachant à la Serbie, la communauté croate à la Croatie, et la communauté musulmane se trouvant enclavée entre les deux autres groupes¹²³. Conformément à ce dernier tableau, la paix de Dayton ne serait qu'une trêve avant que le conflit ne reprenne de plus bel. « La logique de séparation des communautés, qui a été au coeur de la guerre, continue à l'emporter en Bosnie »¹²⁴.

Par ailleurs, les Entités peuvent résoudre leurs disputes sans que les institutions centrales ne puissent intervenir. « Disputes may be referred only by a member of the Presidency, by the Chair of the Council of Ministers, by the Chair or a Deputy Chair of either chamber of the Parliamentary Assembly, by one-fourth of the members of either chamber of the Parliamentary Assembly, or by one-fourth of either chamber of a legislature of an Entity »¹²⁵. De plus, si les violences interethniques venaient à reprendre, le gouvernement central n'a pas le pouvoir d'imposer la paix. En effet, les deux Entités gardent le contrôle de leurs armées respectives¹²⁶. Ce qui fait dire à Michel Collon que « la Bosnie reste plus que jamais un Etat bidon, non

¹²³ *Ibid.*, p.302: « les Accords de Dayton entérinent la partition de la Bosnie créée par la guerre et le nettoyage ethnique, et consacrent constitutionnellement les forces centrifuges qui tendent à démanteler le pays ».

¹²⁴ Frank Debié, « Guerre et paix dans les Balkans : fausses leçons et véritables responsabilités », dans *L'ex Yougoslavie en Europe: De la Faillite des Démocraties au Processus de Paix*, Op.Cit., p.298.

¹²⁵ *General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina* (Paris, 21 November 1995), Annexe 4, Article VI, troisième point intitulé: Jurisdiction. The Constitutional Court shall uphold this Constitution.

¹²⁶ Se référer à l'Annexe 1 B des Accords de Dayton.

viable »¹²⁷. Les Accords de Dayton établissent donc un pays divisé en deux Entités qui exercent l'essentiel des compétences¹²⁸. « Le fait d'accorder peu de pouvoirs au gouvernement central pour donner de larges compétences aux entités décentralisées tout en les dotant d'une grande autonomie (...) a contribué à 'décentraliser', à 'localiser' le pouvoir »¹²⁹. Par conséquent, le poids des différents groupes ethniques a été renforcé, ce qui en retour accentue la régionalisation des politiques¹³⁰.

2.2.2.3. Qu'en est-il aujourd'hui des Accords de Dayton ?

Onze ans se sont écoulés depuis la signature à Paris des Accords de Dayton. Quel bilan peut-on dresser ? Tout d'abord, « La signature de l'accord de paix ne s'accompagna pas d'un immédiat retour du calme et de la paix en Bosnie Herzégovine »¹³¹. En effet, jusqu'en 1997, les représentants politiques de B-H se montrent plus que réticents à mettre en pratique les accords de paix¹³². A titre d'exemple, lors des négociations des accords de paix de Dayton, il fut statué qu'une commission d'arbitrage se chargerait de déterminer le statut de la ville de Brcko car elle était au centre d'une querelle entre les parties en conflit¹³³. « Les Serbes, qui contrôlaient la ville, ont fait ce qu'ils ont pu pour empêcher la commission d'arbitrage de fonctionner, notamment en boycottant ses audiences »¹³⁴. Ainsi, pour les mécontents, la politique

¹²⁷ Michel Collon, *Pocker menteur: les grandes puissances, la Yougoslavie et les prochaines guerres*, Bruxelles: EPO, 1998, p.328.

¹²⁸ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.302.

¹²⁹ Karine Prémont, *Op.Cit.*, p.668.

¹³⁰ James Dobbins *et al.*, *America's Role in Nation-Building. From Germany to Iraq*, Santa Monica: RAND Corporation, 2003, p.100: « les groupes d'opposition pouvaient fréquemment choisir de renforcer certains aspects de l'accord tout en ignorant les autres ».

¹³¹ Marianne Ducasse-Rogier, *Op.Cit.*, p.133.

¹³² *Ibid.*, p.1.

¹³³ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.299-300: « Pour les Bosno-Serbes, Brcko est la principale ville du corridor de Posavina qui relie les parties est et ouest de leur république. Brcko est également très importante pour la Fédération croato-musulmane car son port sur la rivière Save lui donne accès aux rivières menant aux marchés d'Europe centrale, ce qui constitue un débouché vital pour les industries de la région de Tuzla »

¹³⁴ *Ibid.*, p.300.

devient le lieu où prolonger et chercher à concrétiser les objectifs de guerre¹³⁵. Ces derniers continuent à « entretenir un climat de méfiance inter-communautaire, mais aussi le ressentiment à l'égard du règlement de paix et de la communauté internationale »¹³⁶.

Les vains efforts entrepris par les acteurs non belligérants pour pousser les groupes ethniques de Bosnie sur la voie de la justice et de la réconciliation restent insatisfaisants. « Même si la violence a presque disparu et que les réfugiés reviennent massivement dans leur communauté, la vie quotidienne reste marquée par les atrocités commises durant la guerre »¹³⁷. La réconciliation entre les communautés était pourtant l'une des priorités des accords de Dayton. Selon l'Article premier de l'Annexe 1-A, les parties s'engageaient à recréer au plus vite des conditions de vie normales en B-H¹³⁸ fondées sur le respect des droits de la personne et la mise en examen des criminels de guerre, comme le soulignent les différentes annexes des Accords de Dayton¹³⁹. Pour aider les parties à atteindre leur objectif, une Commission des droits de l'Homme¹⁴⁰ et un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie¹⁴¹ furent édifiés.

La Commission des droits de l'Homme, composée du Bureau de l'Ombudsman (qui enquête et formule des recommandations) et de la Chambre des droits humains (qui rend des jugements), fonctionne bien. « Elle a aujourd'hui rendu plus de mille décisions concernant des violations aux droits humains »¹⁴². Le Tribunal pénal a, quant-à lui, connu des débuts difficiles, alors que rendre justice était un élément fondamental pour la réussite du processus de réconciliation nationale. Les objectifs du Tribunal étaient pourtant clairs: mettre fin à la violence et « prendre

¹³⁵ Tom Gallagher, *Op.Cit.*, p.174 .

¹³⁶ *Ibid.*, p.137.

¹³⁷ Karine Prémont, *Op.Cit.*, p.667.

¹³⁸ *General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina* (Paris, 21 November 1995), Annexe 1-A, Article 1 intitulé : General Obligations, premier point: « The Parties undertake to recreate as quickly as possible normal conditions of life in Bosnia and Herzegovina ».

¹³⁹ plus particulièrement l'Annexe 6 et du *General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina* (Paris, 21 November 1995)

¹⁴⁰ *Ibid.*, Annexe 6

¹⁴¹ Conseil de Sécurité des Nations Unies (1993), *Résolution 827*, S/RES/827, 25 mai 1995.

¹⁴² Karine Prémont, *Op.Cit.*, p.669-670

des mesures efficaces pour que les personnes qui en portent la responsabilité soient poursuivies en justice » ; « contribuer à la restauration et au maintien de la paix » ; rendre justice aux victimes.¹⁴³ Le Tribunal peine à exercer ses fonctions et à atteindre ses objectifs, car les ex-belligérants ne se montrent pas très coopératifs. A titre d'exemple, la Republika Srpska abrite de nombreux criminels de guerre, qu'elle se refuse à livrer au Tribunal¹⁴⁴. Ce faisant, la Republika Srpska déroge à l'application de l'article II (8) de l'annexe 4 (Constitution de la Bosnie-Herzégovine) qui ordonne l'arrestation ou la détention des personnes responsables des crimes de guerre. Ainsi, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, deux figures importantes du nettoyage ethnique, sont toujours recherchés. Tout comme le sont Mile Mrksic, Miroslav Radic ou encore Veselin Sljivancin¹⁴⁵.

Toutefois, l'arrestation de Slobodan Milosevic, en avril 2001, a constitué un véritable tournant en termes de justice internationale : pour la première fois de l'histoire, un chef d'Etat en exercice allait être jugé pour crimes de guerre, contribuant à démontrer que personne n'était à l'abri du TPIY et que les responsables devaient être jugés sans qu'importe leur rang ou leur fonction gouvernementale.¹⁴⁶

Les Accords de Dayton s'inscrivent dans la continuité des plans précédents. Si les partis engagés dans le conflit ont accepté de signer les accords de paix, « tous les problèmes sont loin d'être résolus et de nombreux foyers de tensions possible subsistent »¹⁴⁷. Dans certains domaines, le processus de paix a connu une certaine réussite (la création de la Commission des droits humains, l'arrestation de Slobodan Milosevic). « Une chose est sûre, cependant : plusieurs erreurs (...) ont considérablement ralenti le processus de reconstruction en Bosnie »¹⁴⁸.

¹⁴³ Conseil de Sécurité des Nations Unies (1993), *Résolution 827*, S/RES/827, 25 mai 1995.

¹⁴⁴ Nations Unies, *Yearbook 1999*, Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, La Haye: ICTY, 2001, p.170 : « on the 36 publicly indicted persons at liberty at the end of the reporting period, the Office of the Prosecutor believes that approximately 25 are in Republika Srpska ».

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.167: « [they] were indicted on 7 november 1995 for the murder of 260 unarmed men following the fall of Vukovar in November 1991 ».

¹⁴⁶ Karine Prémont, *Op.Cit.*, p.670.

¹⁴⁷ Paul Garde, « Débalkanisation ou Européanisation », dans *Ex-Yougoslavie: une Europe du Sud-Est en Construction*, sous la direction de Dominique Lepage et Muhamedin Kullashi, Paris: L'Harmattan, 2002, p.18.

¹⁴⁸ Karine Prémont, *Op.Cit.*, p.679.

2.3. Faiblesses du processus:

Les acteurs non belligérants « ont employé un large éventail de moyens pour tenter de régler ou d'atténuer le conflit »¹⁴⁹. Leurs efforts semblent vains : ni les émissaires, ni les séances d'arbitrage ou de médiation, ni les conférences de paix, ni les plans de paix ne trouvent de règlement politique au conflit ; les démarches (cessez-le-feu, maintien de la paix, envoi d'observateurs, diplomatie préventive, etc.) pour mettre fin aux violences échouent ; les belligérants ne cèdent pas aux sanctions et aux pressions quelles qu'elles soient: exclusion de la Yougoslavie de l'Assemblée générale de l'ONU, sanctions économiques et suspension de l'aide humanitaire, embargo, démonstration de force, etc.¹⁵⁰. Cette incapacité des acteurs non belligérants d'apporter une solution pacifique au conflit est révélateur de certaines faiblesses du processus de paix engagé en ex-Yougoslavie. Les trois principales faiblesses que nous avons relevées sont: le déchirement et la divergence entre les acteurs non belligérants qui conduisent à un manque de direction face à la crise ; l'adoption de mesures qui entérinent les faits accomplis et enveniment la situation sur le terrain ; une certaine limite quant-à l'efficacité mise en oeuvre pour régler le conflit.

2.3.1. Déchirement et divergence entre les acteurs non belligérants:

« Dès décembre 1990, la Central Intelligence Agency (CIA) avait retransmis des messages très pessimistes aux Européens, au sujet de la crise yougoslave, sans provoquer aucune réaction de leur part »¹⁵¹. Pour la Communauté européenne, la situation n'était pas aussi dramatique qu'essayait de le dépeindre le rapport de la CIA. Pourtant, à partir de 1991, les actes et les mouvements de violence vont se multiplier en ex-Yougoslavie. Le 19 septembre 1991, les ministres de la Défense des Douze de

¹⁴⁹ Stéphane Roussel et Michel Fortmann, *Op.Cit.*, p.731.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.755

¹⁵¹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.132.

la Communauté européenne vont se réunir à La Haye pour discuter de l'évolution de la conjoncture yougoslave. Ils prendront toutefois la décision de ne pas intervenir dans le début de crise en ex-Yougoslavie. Cette résolution est attribuable « au manque de solidarité des membres de la Communauté européenne »¹⁵². En effet, les Douze restent fidèles aux liens historiques et culturels qui les unissent respectivement aux différentes républiques de la Fédération yougoslave. Cette ambivalence des Douze va également créer des divergences au sein de la Communauté européenne au sujet de la reconnaissance de l'indépendance des Républiques. « Pour les uns, il faut sauver la construction yougoslave, pour les autres, il faut aider les nouvelles républiques à conquérir et à défendre leur indépendance »¹⁵³. L'usage de la force pour mettre un terme aux violences est un dernier point qui déchire les acteurs non belligérants.

2.3.1.1. Des liens historiques antinomiques:

Dès les premiers instants de la crise yougoslave, les pays européens vont afficher leurs positions respectives. La France met en avant son amitié ancestrale avec la Serbie. Elle n'a pas oublié qu'au cours de la Première Guerre mondiale, les deux pays avaient conclu une entente privilégiée qui donna un avantage à la France sur la façade balkanique¹⁵⁴. Cette affinité pousse la France à se montrer plus compréhensive et tolérante à l'égard du dictateur serbe Slobodan Milosevic. De son côté, l'Allemagne ne cache pas ses liens étroits et anciens avec la Croatie et la Slovénie. Ces pays ont fait front ensemble auprès de l'Autriche-Hongrie pendant la Première Guerre mondiale. Les autres pays de la Communauté européenne vont s'aligner aux

¹⁵² *Ibid.*, p.134.

¹⁵³ Frank Debie, « Les débuts de l'intervention des Nations Unies dans l'ex-Yougoslavie », dans *Opérations des Nations Unies: Leçons de Terrain. Cambodge, Somali, Rwanda, Ex-Yougoslavie*, sous la dir. du Général Jean Cot, Paris: Fondation pour les Etudes de Défense, 1995, p.266.

¹⁵⁴ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.134.

positions respectives de la France et de l'Allemagne. Ainsi, la Grèce, la Roumanie, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Espagne et le Luxembourg se rallieront à la France ; tandis que l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, le Danemark et la Belgique soutiendront l'Allemagne.

« Sur le terrain, de telles divergences peuvent s'avérer préjudiciables à la bonne marche d'une opération, puisqu'elles conduisent les Etats à appréhender les opérations auxquelles ils participent davantage en fonction de leurs propres conceptions de l'intervention, au détriment d'une approche coordonnée »¹⁵⁵. C'est dans ce contexte tendu que s'ouvre le sommet des Douze à Maastricht le 9 décembre 1991. Les membres de l'Union européenne (nouveau nom de la Communauté européenne depuis novembre 1991) aborderont rapidement la question yougoslave lors du sommet. Si les pays européens tiennent aux liens respectifs qui les unissent aux républiques yougoslaves, ils sont également divisés sur la question de l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie puis de la Bosnie. Ce contentieux soulève d'importants débats entre les membres de l'Union.

2.3.1.2. Divergences au sujet de la reconnaissance de l'indépendance des Républiques de la Fédération yougoslave:

En février 1991, la Slovénie et la Croatie désavouent l'autorité fédérale sur leur territoire respectif, « en arguant du fait que le gouvernement fédéral n'est plus en mesure de faire fonctionner les institutions fédérales et de gérer correctement l'économie et les affaires publiques du pays »¹⁵⁶. Cette décision suscite une querelle entre les acteurs non belligérants pour savoir s'ils doivent ou non reconnaître l'indépendance des deux Républiques. Les divisions se polarisent à nouveau autour des positions de la France et de l'Allemagne. François Mitterrand, alors Président de

¹⁵⁵ Thierry Tardy, *La France et la Gestion des Conflits Yougoslaves (1991-1995): Enjeux et Leçons d'une Opération de Maintien de la Paix de l'ONU*, Bruxelles: Emile Bruylant, 1999, p.313.

¹⁵⁶ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.99.

la République française, défend le fédéralisme yougoslave. Sa disparition, selon lui, plongerait la Yougoslavie dans une guerre intestine sans précédent. Il se montre donc intransigeant face aux aspirations souverainistes des Slovènes et des Croates. Pour François Mitterrand, le statut des républiques à l'intérieur de la Fédération est non-négociable¹⁵⁷.

De son côté, l'Allemagne nouvellement réunifiée¹⁵⁸ se sent proche de la Slovénie et de la Croatie et soutient leur revendication indépendantiste. L'Allemagne défend le droit à l'autodétermination des peuples. Pour ce pays, trop de choses divisent les peuples de la Fédération yougoslave: la langue (il y en a au moins quatre), la religion (il y en a trois), l'alphabet (il y en a deux), et surtout la culture historique et politique (les communistes orthodoxes au sud et les chrétiens démocrates au nord). Ainsi, selon cette conception « la fédération yougoslave n'est qu'une création artificielle, un accident historique que l'histoire condamne à disparaître »¹⁵⁹. Par ailleurs, l'Allemagne abrite sur son territoire plus de 500 000 Croates. Cette minorité exerce une forte pression sur le gouvernement allemand pour qu'il reconnaisse la souveraineté de la Croatie et de la Slovénie.

Pour la France, il est trop précoce voire nuisible de reconnaître l'indépendance des républiques de la Fédération yougoslave; alors que l'Allemagne exhorte à la reconnaissance rapide des Etats souverains de Slovénie et de Croatie. Les Douze trouveront un compromis en décembre 1991. Ils se disent prêts à reconnaître l'indépendance aux républiques qui le souhaiteraient, sous certaines conditions:

1. Le respect des dispositions de la Charte des Nations unies et des engagements souscrits dans l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris, notamment en ce qui concerne l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme ;

¹⁵⁷ *Ibid.*, p.134: « François Mitterrand est incapable d'imaginer pour la Yougoslavie une autre structure institutionnelle qu'une fédération menacée d'ailleurs, à partir de 1986, par la volonté forcée d'hégémonie des Serbes ».

¹⁵⁸ La réunification de l'Allemagne a lieu le 3 octobre 1990.

¹⁵⁹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.137.

2. La garantie des droits des groupes ethniques et nationaux et des minorités, conformément aux engagements souscrits dans le cadre de la Commission pour la sécurité et la coopération en Europe ;
3. Le respect et l'inviolabilité des limites territoriales qui ne peuvent être modifiées que par les moyens pacifiques et d'un commun accord ;
4. La Communauté et ses Etats membres ne reconnaîtront pas les entités qui seraient le résultat d'une agression.¹⁶⁰

Or, le 23 décembre 1991, sans préavis, l'Allemagne informe qu'elle souscrit aux revendications des deux Républiques et reconnaît leur indépendance. « Le 15 janvier 1992, les onze autres pays de la CE en firent autant car ils n'avaient pas le choix de ne pas s'aligner sur l'Allemagne »¹⁶¹. Peu de temps après, les Etats-Unis reconnurent également l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. « La reconnaissance internationale de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie par les Douze, le 15 janvier 1992, fut l'aboutissement de six mois de tiraillements au plus haut niveau de la diplomatie européenne, particulièrement entre la France et l'Allemagne »¹⁶². La reconnaissance de l'indépendance des républiques de la Fédération yougoslave n'était pas le seul point litigieux qui opposait les acteurs non belligérants. En effet, ils étaient également partagés au sujet de l'usage ou non de la force dans la gestion de la crise.

2.3.1.3. Déchirement quant-à l'usage de la force dans la gestion de la crise:

Les divergences furent d'autant plus apparentes lorsque les principaux acteurs non belligérants, dès le début du conflit, abordèrent les questions du recours à la force

¹⁶⁰ Première Déclaration sur la Yougoslavie de la CE, du 27 août 1991, cité par Alain Pellet, « Note sur la Commission d'arbitrage de la conférence européenne pour la paix en Yougoslavie », *Annuaire Français de Droit International*, XXXVII, Paris: Editions du CNRS, 1991, p.343-344.

¹⁶¹ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.160.

¹⁶² *Ibid.*, p.160.

pour rétablir la paix et de l'envoi d'une force pour la maintenir et la consolider. C'est sur ces points que la Grande-Bretagne exprima ses critiques les plus virulentes. En effet, elle se montre la plus réticente à l'idée d'une intervention militaire des Douze en Yougoslavie¹⁶³. D'une part, elle n'en voit pas l'intérêt ni la justification ; d'autre part, « son atlantisme servile et obsessionnel envers les Etats-Unis la rend résolument hostile à ce qui pourrait être l'amorce d'une politique étrangère européenne commune aux Douze »¹⁶⁴. Et c'est ainsi qu'à la conférence de La Haye, le 19 septembre 1991, la Grande-Bretagne prononce l'exclusive sur toute entreprise d'intervention militaire des Européens en Yougoslavie.

Les Etats-Unis se désintéressent de la crise en Yougoslavie. En effet, depuis la fin de la guerre froide et la désintégration de l'Union soviétique, la Fédération yougoslave ne représente plus un enjeu stratégique important à leurs yeux. « Par conséquent, en 1990 et 1991, le président Bush et ses conseillers intimes ont tendance à considérer la crise yougoslave comme une crise locale dont la responsabilité incombe essentiellement à l'Europe »¹⁶⁵. Les Etats-Unis se retranchent au second rang, et laissent l'Europe prendre les décisions dans la gestion de la crise. Par ailleurs, après la guerre du Golfe, les Etats-Unis ne veulent pas s'engager « dans une crise outre-mer qui pourrait dégénérer en conflit armé et risquer de causer des pertes sérieuses dans les forces armées américaines, si celles-ci étaient sur le terrain en Yougoslavie »¹⁶⁶.

Ainsi, la guerre en ex-Yougoslavie témoigne « des dissensions existantes au sein de la 'communauté internationale' »¹⁶⁷. Ces déchirements et ces divergences

¹⁶³ *Ibid.*, p.138-139: « c'est l'enlèvement de ses soldats en Irlande du Nord qui rend la Grande-Bretagne tout à fait réfractaire à une intervention militaire en Yougoslavie qu'elle ne considérerait pas, contrairement au Koweït, comme un enjeu réellement important valant un engagement militaire, dont les chances de succès lui paraissaient très aléatoires à la lumière de son expérience en Irlande du Nord ».

¹⁶⁴ *Ibid.*, p.139.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.140.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p.140.

¹⁶⁷ Marianne Ducasse-Rogier, *A la Recherche de la Bosnie-Herzégovine: La Mise en Oeuvre de l'Accord de Paix de Dayton*, Paris: Presses Universitaires de France, 2003, p.60.

entre les acteurs non belligérants ont produit un manque de direction face à la crise en Yougoslavie. « Ces divisions, qui semblent avoir ralenti la réaction de la CEE au cours des premières semaines, auraient également conduit les institutions européennes à commettre, au cours des premiers mois, certaines erreurs dans les tentatives de gestion du conflit, principalement en privilégiant une approche procédurière au détriment de la substance »¹⁶⁸. A titre d'exemple, les mesures et les plans de paix adoptés ont bien souvent entériné les faits accomplis et envenimé la situation sur le terrain.

2.3.2. Contradictions des mesures et des plans de paix:

« La performance des institutions internationales est décevante puisque celles-ci ne sont pas parvenues à régler le conflit, malgré des efforts soutenus »¹⁶⁹. Cette impuissance des acteurs non belligérants tient non seulement du fait de l'existence de divergences et différences d'opinions au sein du groupe, mais également du fait que les résolutions adoptées au Conseil de Sécurité et les plans de paix proposés ont eu des effets contraires sur le terrain. Ainsi, après l'échec du plan Vance-Owen (mai 1993), les acteurs non belligérants ont été témoins d'une escalade de la violence en Bosnie. « Le 3 juin 1993, les Bosniaques musulmans attaquent les Croates de Bosnie »¹⁷⁰. Dans les jours qui suivent l'assaut, les Musulmans de Bosnie s'emparent de la ville de Travnik et réussissent à prendre le contrôle sur une majorité des territoires au centre du pays. Les massacres de Croates sont fréquents. Les Musulmans pillent et détruisent systématiquement les maisons et les églises. Les Croates bosniaques ne tarderont pas à répondre à cette offensive. « De fait, pendant la seconde moitié de 1993, ce seront les combats entre Musulmans et Croates de Bosnie qui seront les plus sanglants »¹⁷¹.

¹⁶⁸ Stéphane Roussel et Michel Fortmann, *Op.Cit.*, p.758.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.762.

¹⁷⁰ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.217.

¹⁷¹ *Ibid.*, p.218.

Du côté serbe, Slobodan Milosevic se retrouve, après l'échec du plan Vance-Owen auquel il s'était montré favorable, discrédité aux yeux de son parti et des ultranationalistes serbes. Pour retrouver de son influence, Milosevic s'en prend aux modérés. Les opposants de Milosevic se soulèvent, et sous l'impulsion de Vuk Draskovic (voix principale de l'opposition serbe) descendent exprimer leur mécontentement dans les rues. « La répression fut musclée »¹⁷².

Par ailleurs, l'énoncé du plan Vance-Owen, comme celui des plans qui lui succéderont entre 1992 et 1995, a défendu et a soutenu la cause des extrémistes, qu'ils soient Croates, Serbes ou Musulmans¹⁷³. Les différents plans de paix n'ont trouvé d'autres solutions, pour satisfaire l'ensemble des parties, que de proposer le partage de la Bosnie selon le caractère ethnique. Or, cette proposition fut l'occasion pour les extrémistes de chaque camp de conquérir de nouvelles parcelles de terre, étendre leur influence sur un territoire plus vaste, et pratiquer systématiquement une politique de nettoyage et d'épuration ethnique pour régner en maîtres. Cette attitude des parties leur permettait de pouvoir revendiquer les nouvelles acquisitions lors des négociations des plans de paix suivants¹⁷⁴. Cette conduite a pu être observée plus particulièrement à la suite de l'échec du plan Vance-Owen¹⁷⁵, et celui du plan Owen-Stoltenberg. Ainsi, la situation en Bosnie s'est-elle dégradée après l'avortement du plan Owen-Stoltenberg (octobre-décembre 1993). Pour assurer leurs positions sur le terrain, les parties s'en prennent aux dernières poches de résistances. Ainsi, les échecs successifs des plans de paix, proposés entre 1992 et 1995, sanctionnent le fait accompli et se soldent bien souvent sur le terrain par une escalade de la violence.

¹⁷² *Ibid.*, p.217

¹⁷³ *Ibid.*, p.311: en effet, « tous les plans de paix proposés à la Bosnie de 1992 à 1995 tentaient de cautionner les conquêtes militaires des Serbes et le nettoyage ethnique qui les accompagnait ».

¹⁷⁴ Sonia Lucarelli, *The International Community and the Yugoslav Crisis: A Chronology of Events*, San Domenico: European University Institute Badia Fiesolana, 1995, p.16.

¹⁷⁵ Général Francis Briquemont, *Do Something General ! Chronique de Bosnie-Herzégovine 12 Juillet 1993-24 Janvier 1994*, Bruxelles: Editions Labor, Collection La Noria (Noria Témoignage), 1997, p.24.

Par ailleurs, certaines décisions et résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies ont également contribué à envenimer la situation sur le terrain. Ainsi, dès le début du conflit, le Conseil de Sécurité adopte à l'unanimité la résolution 713 (en date du 25 septembre 1991, voir Appendice C.4) qui, entre autres, salut les efforts entrepris par la Communauté européenne dans la gestion du conflit et lui donne son « plein appui », rappelle également aux belligérants de respecter les accords de cessez-le-feu des 17 et 22 décembre 1991, et leur demande également « de régler leur différend par des moyens pacifiques ». Toutefois, la résolution 713 est mieux connue pour son article 6 qui stipule que le Conseil de Sécurité « décide, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, que tous les Etats mettront immédiatement en oeuvre, aux fins de l'établissement de la paix et de la stabilité en Yougoslavie, un embargo sur toutes les livraisons d'armements et d'équipements militaires à la Yougoslavie, et ce jusqu'à ce que le Conseil en décide autrement »¹⁷⁶. L'embargo visait à contenir la guerre à l'intérieur des frontières de la Yougoslavie. « Mais concrètement, cela équivalait à donner le feu vert aux Serbes dans leurs conquêtes militaires »¹⁷⁷. Aussi, le ton autoritaire de la résolution ne s'accompagne pas d'un apaisement de la situation sur le terrain. En effet, les violences se perpétuent en dépit de l'embargo.¹⁷⁸

Face à la recrudescence des combats entre les parties, le Conseil de Sécurité décide d'établir des zones de sécurité autour de six villes (Sarajevo, Srebrenica, Tuzla, Gorazde, Zepa et Bihac) sur le point de tomber entre les mains de l'agresseur. Cette décision fait l'objet de la résolution 824 (adoptée le 6 mai 1993, voir Appendice C.5) qui souligne que ces zones et leurs alentours « should be treated as safe areas by all parties concerned and should be free of armed attacks and from any other hostile acts »¹⁷⁹.

¹⁷⁶ Organisation des Nations Unies, *Résolution 713* (1991), du 25 septembre 1991.

¹⁷⁷ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.311

¹⁷⁸ Yves Daudet, « Les Nations Unies en ex-Yougoslavie », dans *Les Nations Unies et l'ex-Yougoslavie : Colloque des 12 et 13 Décembre 1997*, Paris: Editions A. Pedone, 1998, p.11 : « la résolution 713 n'a pas fait cesser les combats ni apaisé la situation ».

¹⁷⁹ Les Nations Unies, texte de la résolution 824, dans *The United Nations and the Situation in the Former Yugoslavia*, New-York: Les Nations Unies, Department of public information, 1995, p.164.

Pour protéger ces villes, des troupes de la FORPRONU y seront déplacées. Très vite, l'insécurité gagne les différentes zones. Sarajevo, Srebrenica, Tuzla, Gorazde et Zepa sont assaillies par les Serbes de Bosnie, tandis que Bihac est la cible des attaques croates. « La notion de zones protégées impliquait qu'on acceptait et tolérait la conquête et le nettoyage serbes des territoires voisins de ces zones protégées, lesquels avaient pourtant été attribués aux Musulmans par le plan Vance-Owen »¹⁸⁰. Ainsi, les Serbes de Bosnie vont continuellement s'en prendre aux zones protégées.

« Chaque tentative [pour pacifier l'espace yougoslave] s'est soldée par une aggravation de la crise »¹⁸¹. Malgré les bonnes intentions des plans de paix et des différentes résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité, les effets sur le terrain sont dans bien des cas contraires au but recherché à l'origine. Il faut dire aussi que les efforts déployés par les acteurs non belligérants pour trouver une solution pacifique au conflit n'ont pas toujours été accompagnés de moyens suffisants pour réaliser les objectifs fixés. Cela a considérablement limité l'efficacité des mesures mises en oeuvre pour régler le conflit en ex-Yougoslavie.

2.3.3. Efficacité des mesures proportionnelle à l'engagement des acteurs non belligérants:

Si les causes profondes du conflit sont internes, les acteurs non belligérants portent également une part de responsabilité dans son expansion et les conséquences tragiques de celle-ci. La volonté des acteurs non belligérants de chercher et d'apporter une solution pacifique au conflit en ex-Yougoslavie était réelle. Toutefois, elle ne s'est pas concrétisée par un engagement assez énergique pour mettre un terme rapide à la guerre. La Commission d'arbitrage Badinter (aussi connu sous le nom de Conférence européenne pour la paix en Yougoslavie) témoigne de cette attitude

¹⁸⁰ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.229.

¹⁸¹ Xavier Bougarel, « Les Balkans, dix années d'erreurs et d'arrière-pensées. L'engrenage désastreux du découpage ethnique », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1999, p.10-11.

contradictoire des acteurs non belligérants. « La Commission Badinter a été créée par la déclaration du 27 août 1991 de 'la conférence ministérielle extraordinaire' des Communautés Européennes, adoptée dans le cadre de la coopération politique européenne »¹⁸².

La Commission avait pour objectif d'offrir un cadre juridique pour la reconnaissance des républiques de la Fédération yougoslave. Elle a permis d'éclaircir certains points litigieux du droit international, « mais elle ne pouvait rétablir la paix en Yougoslavie dès lors que les Douze et les Etats-Unis n'avaient pas la volonté politique, et encore moins militaire, de le faire »¹⁸³. Si bien qu'elle a servi à peu de choses. Alors que la Commission se voulait être un lieu de transparence et de neutralité pour encourager et favoriser le dialogue entre les parties ; les belligérants vont très vite se servir de cette table de négociation comme un moyen pour gagner un peu de temps. Cela permet ainsi à la Serbie de « conquérir des territoires en Croatie et même faire accepter par les grandes puissances européennes et américaine la suppression de l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo, au moment où, en ce qui concerne ce dernier, la Serbie y commettait de graves violations des droits de l'homme et des minorités nationales et religieuses »¹⁸⁴. Alors que les populations locales attendaient une réaction de la Commission d'arbitrage, celle-ci ne s'est pas prononcée pour condamner et réprimer les agresseurs. C'est pourquoi la Commission Badinter a été accusée, à tort ou à raison, d'être complice des violations des droits de l'homme en ex-Yougoslavie.

Toutefois, comme le souligne Pierre Hassner, la Commission s'est tue car dès le début du conflit en 1991, « il y a eu un accord entre tous les acteurs extérieurs, en dépit de leur rivalité, pour essayer de faire quelque chose, mais aussi et surtout de ne

¹⁸² Peter Kovacs, « Métamorphose autour de la personnalité juridique et des sources dans le droit international », *Miskolc Journal of International Law*, 2005, vol. 2, n°2, p.5.

¹⁸³ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *Op.Cit.*, p.162.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p.162.

pas vraiment courir de risques d'enlissement ou d'escalade militaire »¹⁸⁵. Les acteurs non belligérants n'étaient pas prêts à s'engager dans une épreuve de force avec les parties pour faire respecter les cessez-le-feu ou les plans de paix. En somme, la Commission Badinter « souffrait de ne pas s'être donné les moyens de contraindre les parties à la paix »¹⁸⁶.

Au terme de ce chapitre, qui pose la question de la résolution de conflit dans l'après-guerre froide, quelles sont les conclusions qui se dégagent de l'analyse ?

Pour illustrer nos propos, nous nous sommes appuyés sur l'exemple de la gestion du conflit en ex-Yougoslavie. Dans un premier temps, il était important de reconnaître que la guerre en ex-Yougoslavie, par sa nature, s'inscrivait bien dans la lignée des conflits de l'après-guerre froide. Les caractéristiques qui ont été retenues pour le démontrer furent le bouleversement du paysage stratégique yougoslave, le démembrement de la Fédération des Républiques de la Yougoslavie et la guerre sauvage menée contre les populations locales. Comme il a été vu dans le chapitre premier, ces différents changements et bouleversements sont tous issus du nouveau contexte géopolitique qui a vu le jour depuis la fin de la guerre froide. Une fois ces prémisses établies, nous pouvions alors répondre à la question posée en introduction, à savoir : comment la guerre en ex-Yougoslavie, qui est une bonne illustration de la nature des conflits de l'après-guerre froide, a-t-elle été gérée ?

La réponse a été articulée en deux points : la gestion du conflit yougoslave a été présentée en premier. Dans cette partie, les différents efforts entrepris par les acteurs non belligérants pour apporter une solution pacifique au conflit ont été

¹⁸⁵ Pierre Hassner, « Institutions, Etats, Sociétés: une culpabilité partagée », dans L'ex-Yougoslavie en Europe, sous la dir. de Zlatko Dizdarevic, Paris: L'Harmattan, 1997, p.57.

¹⁸⁶ Yves Brossard et Jonathan Vidal, Op.Cit., p.310.

exposés. Ainsi, de nombreux plans de paix ont été proposés puis abandonnés durant le conflit. Ce n'est qu'en 1995, après cinq ans de guerre meurtrière, que les belligérants acceptent finalement de signer les accords de paix. Toutefois, la paix arrachée à Dayton reste fragile. Certaines tensions demeurent entre les parties. Dans un second temps, les faiblesses du processus de paix ont été relevées. En effet, « jamais gestion de crise ne s'est aussi bien prêtée à la critique ou à la simple constatation d'incohérences et de contradictions flagrantes »¹⁸⁷ dans l'approche adoptée par les acteurs non belligérants. Cette approche a d'ailleurs été minée par les nombreux déchirements et divergences entre les acteurs non belligérants. D'autres part, les plans de paix, ainsi que certaines mesures adoptées par le Conseil de Sécurité, ont eu des effets contradictoires sur le terrain, en envenimant par exemple la situation. Enfin, l'efficacité des mesures a été proportionnelle à l'engagement des acteurs non belligérants. Le manque de volonté de leur part a souvent ralenti le processus de paix en ex-Yougoslavie.

Ainsi, l'approche adoptée pour résoudre le conflit yougoslave était inadaptée aux problèmes qui se posaient sur le terrain. Devant la difficulté de trouver des solutions adaptées et durables, il apparaît clair de devoir s'interroger sur les causes de cette incapacité à résoudre les conflits, et proposer de nouvelles voies à la résolution de conflit. C'est ce que nous nous proposons de faire dans le prochain chapitre. En effet, nous étudierons une alternative possible à travers la proposition d'une démarche de réconciliation. Ce dernier chapitre permettra de voir en quoi la réconciliation vient combler les lacunes des approches traditionnelles en résolution de conflit. Il mettra également en évidence la nécessité actuelle d'une démarche de réconciliation dans la résolution des disputes à l'échelle internationale.

¹⁸⁷ Nicole Gnessoto, « Pour en finir avec la Yougoslavie », *Politique Etrangère*, hiver 93/94, 58e année, p.1055.

CHAPITRE III

LA RÉCONCILIATION: UNE ALTERNATIVE EN RÉOLUTION DE CONFLIT DANS LE MONDE DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE

Les difficultés rencontrées pour résoudre le conflit en ex-Yougoslavie posent la question de savoir comment mettre fin aux conflits violents de l'après-guerre froide ? L'approche adoptée par les acteurs non belligérants en ex-Yougoslavie a montré certaines lacunes et limites en résolution de conflits: en effet, les divergences entre les acteurs non belligérants ont ralenti le processus de paix, les plans de paix proposés et les mesures adoptées ont eu les effets inverses de ceux escomptés, et l'efficacité du processus de paix fut proportionnel à l'engagement des acteurs non belligérants. Après cinq ans de guerre, les acteurs non belligérants sont finalement parvenus à faire cesser les violences sur le terrain et à faire signer aux adversaires les Accords de paix de Dayton. Toutefois, cette paix reste fragile. « La logique de la guerre, celle qui oeuvrait à faire de la Bosnie un pays divisé selon des critères ethniques, ne s'est pas effacée »¹⁸⁸. Les accords de Dayton ne sont en définitive qu'une solution partielle aux problèmes yougoslaves.

Ainsi, en ex-Yougoslavie, différentes tentatives en résolution de conflit ont été réalisées, sans jamais pour autant arriver à dépasser les fondements du conflit. Les armes se sont tues, mais les tensions ethniques demeurent. Dans un tel environnement,

¹⁸⁸ Yves Brossard et Jonathan Vidal, *L'Eclatement de la Yougoslavie de Tito. Désintégration d'une Fédération et Guerres Interethniques*, Laval: Les Presses de l'Université Laval, 2001, p.314.

il paraît important, voire nécessaire, de rétablir des ponts entre les différents groupes. Or, aucun processus n'a été engagé, jusqu'à présent, pour essayer de réconcilier les anciens adversaires. La réconciliation n'a pas été tentée en ex-Yougoslavie. Il n'est pas trop tard pour entreprendre cette démarche, qui, selon nous est la seule qui puisse amener et garantir une paix durable dans la région.

Devant les difficultés de trouver des solutions adaptées et durables, il semble nécessaire aujourd'hui de miser sur la réconciliation. Il est d'autant plus important de promouvoir la réconciliation que depuis la fin des affrontements est-ouest, le système international est devenu particulièrement instable (voir Chapitre I). La fin de l'ère bipolaire a entraîné de profonds changements dans la nature des relations internationales. De nouvelles réalités ont émergé. Ainsi, « depuis la fin de la guerre froide, la paix et la sécurité internationale ont principalement été menacées par des conflits ayant éclaté au sein des Etats plutôt qu'entre eux »¹⁸⁹. Face à ces changements, c'est tout le système de gestion des conflits qui doit être repensé. Dans ce contexte nouveau, quelles sont les solutions à envisager ? Qu'est ce qui se fait en résolution de conflit et quelles leçons en tirer ?

Comment résoudre en profondeur les conflits de l'après-guerre froide ? Comment rétablir les liens de confiance, reconstruire les communautés et les sociétés, et encourager la diversité culturelle ? La paix peut-elle être imposée de l'extérieur ? « Comment passe-t-on de la paix définie négativement comme absence de guerre à la réconciliation définie positivement comme une cohabitation redevenue « chaude » entre des acteurs qui, d'adversaires qu'ils étaient, sont redevenus partenaires ? »¹⁹⁰

Toutes ces questions s'inscrivent dans la problématique centrale de ce mémoire portant sur la crise en résolution de conflit qui, selon nous, est due au fait que les approches adoptées, par les acteurs non belligérants, ne répondent pas aux nouvelles caractéristiques des conflits de l'après-guerre froide, et comment sortir de la crise en proposant une nouvelle alternative.

¹⁸⁹ Ministère des affaires étrangères et du commerce international et Ministère de la défense nationale (Canada), *Les Opérations de Paix de l'ONU: Vers une Capacité de Réaction Rapide*, Ottawa: Gouvernement du Canada, 1995, p.3.

¹⁹⁰ Dominique Moïsi, « La Réconciliation. Introduction », *Politique Etrangère*, hiver 93/94, 58e année, p.873

Une question a orienté et stimulé la discussion tout au long du chapitre: devant la crise en résolution de conflit, la réconciliation peut-elle se poser comme une alternative en résolution de conflit dans le contexte de l'après-guerre froide ?

Notre analyse se compose de trois parties:

1. Qu'est-ce que la réconciliation ?
2. La réconciliation : seule approche viable de l'après-guerre froide
3. Les piliers de la réussite du processus de réconciliation.

Dans la première partie, nous proposons de revenir sur le concept de réconciliation pour en dégager la définition. Sur la base de cette définition, nous dégagerons, dans la seconde partie, les trois caractéristiques (un processus adapté au contexte, un processus qui vise à dépasser le conflit, un processus qui ne s'impose pas) qui font de la réconciliation la seule approche viable en résolution de conflit dans le contexte de l'après-guerre froide. Puis dans une troisième section, nous montrerons sur quoi repose la réussite et l'originalité du processus de réconciliation (vérité, justice et éducation).

3.1. Qu'est-ce que la réconciliation ?

« Members of the international community increasingly refer to the need to promote (...) reconciliation, but few actually define what they mean by reconciliation »¹⁹¹. Et pour cause, le concept de réconciliation, que ce soit dans le langage courant ou en théories des relations internationales, est un concept difficile à définir.

¹⁹¹ Wendy Lambourne, « Post-conflict peacebuilding: meeting human needs for justice and reconciliation », *Peace, Conflict and Development : An Interdisciplinary Journal*, n°4, avril 2004, p5. Disponible [en ligne] : <http://www.peacestudiesjournal.org.uk/docs/PostConflictPeacebuilding.pdf> (consulté en août 2005)

3.1.1. Un concept difficile à définir:

Le terme réconciliation est composé des étymons latins *re* (de nouveau, en revenant) et *conciliare* (assembler au sens figuré)¹⁹². Le sens étymologique du mot est clair, réconciliation désigne l'action de rétablir l'amitié ou la paix. En d'autres mots, ce mot signifie revenir à des relations qui existaient avant que les liens ne se brisent. « It is a process that restores broken relationships of those who have been alienated from one another by conflict to create a community again »¹⁹³. Au stricto sensu du terme, la réconciliation c'est trouver un terrain d'entente avec l'ennemi, afin de pouvoir coexister avec lui, et développer le degré de coopération nécessaire afin d'évoluer à ses côtés en société. C'est également un processus qui aide à redéfinir et à reconstruire les relations entre êtres humains et sociétés¹⁹⁴. C'est indéniablement un défi considérable à relever, qui n'est ni simple, ni rapide à accomplir.

La signification du mot réconciliation a évolué depuis son apparition dans la langue. Aujourd'hui, c'est un terme générique désignant toute démarche entreprise pour rétablir l'amitié ou la paix, ce qui laisse une certaine liberté d'interprétation du sens à lui donner. La complexité de la définition du signifiant traduit cette liberté d'interprétation. Cette complexité tient principalement du fait que la réconciliation désigne à la fois un but à atteindre et le processus par lequel y parvenir¹⁹⁵. D'un côté, la réconciliation se pose comme une aspiration vers laquelle il faut tendre. Tandis que de l'autre, elle représente un procédé qui aide à gérer la réalité du quotidien quelle qu'elle soit.¹⁹⁶ L'analyse qui va suivre se penchera sur la réconciliation en tant que processus en théories des relations internationales.

¹⁹² Jean Dubois, Henri Mitterrand et Albert Dauzat, *Dictionnaire Etymologique*, Paris: Larousse, 1993, p.173.

¹⁹³ Eileen Borris et Paul F. Deihl, « Forgiveness, reconciliation and the contribution of international peacekeeping », dans *The Psychology of Peacekeeping*, sous la direction de Harvey Langholtz, Westport: Praeger, 1998, p.206.

¹⁹⁴ Hugo Van der Merwe, *The Truth and Reconciliation Commission and Community Reconciliation: An Analysis of Competing Strategies and Conceptualizations*, Summer Semester 1999. Disponible [en ligne]: <http://www.csvr.org.za/papers/paphd0.htm> (consulté en octobre 2005).

¹⁹⁵ David Bloomfield, « La réconciliation: une introduction », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent : un Manuel*, sous la direction de David Bloomfield, Teresa Barnes et Luc Huyse, Strönsborg: International IDEA, 2003, p.15. Disponible [en ligne]: <http://www.idea.int/publications/reconciliation/upload/reconciliation-fr.pdf> (consulté en mai 2005).

¹⁹⁶ *Ibid.*, p.15.

3.1.2. Le concept de réconciliation en théories des relations internationales :

La question de la réconciliation, en théories des relations internationales, se pose avec beaucoup plus d'acuité depuis la fin de la bipolarité. En effet, comme le montre l'exemple de la guerre en ex-Yougoslavie au chapitre II, les acteurs non belligérants ont du mal à trouver une solution aux conflits de l'après-guerre froide. Ceci illustre les faiblesses dans le processus de gestion des conflits. Aussi, face aux difficultés rencontrées, différents chercheurs, dans la dernière décennie, ont cherché à proposer de nouvelles approches à la résolution de conflit. Plusieurs se sont alors tournés vers le concept de réconciliation, comme une démarche possible en résolution des disputes à l'échelle internationale. Les auteurs qui se sont intéressés au processus de réconciliation en théorie des relations internationales ont proposé différentes perspectives d'analyses.

Ainsi, un premier groupe de chercheurs insiste sur l'importance du pardon des victimes et sur la reconnaissance et la contrition des bourreaux, pour avancer dans le procédé de réconciliation. Pour Joseph Montville, ce sont les éléments clés pour rétablir la paix après un conflit violent¹⁹⁷. C'est dans cet esprit que s'inscrit également l'analyse de Johan Galtung. Il conclut que le pardon et la reconnaissance permettent aux agresseurs et aux agressés d'être réhabilités au sein de la société.¹⁹⁸ Pour leur part, Heidi et Guy Burgess, dans leur encyclopédie de la résolution de conflit, avancent que la réconciliation est l'objectif suprême de tout processus de paix, et devrait permettre aux parties en conflit de développer une relation nouvelle basée sur le pardon, la reconnaissance et la confiance mutuelle¹⁹⁹. Ainsi pour ces auteurs, le pardon, la reconnaissance et la contrition conduisent à la réconciliation.

¹⁹⁷ Joseph Montville, « The healing function in political conflict resolution », dans *Conflict Resolution, Theory and Practise*, sous la direction de . Dennis J. D. Sandole and Hugo Van der Merwe, Manchester: Manchester University Press, 1989, p.114.

¹⁹⁸ Johan Galtung, *After Violence: 3R, Reconstruction, Reconciliation, Resolution: Coping With Visible and Invisible Effects of War and Violence*, février 2005, p.64. Disponible [en ligne]: <http://www.transcend.org/trrecbas.htm> (consulté en août 2005).

¹⁹⁹ Heidi Burgess et Guy Burgess, *Encyclopedia of Conflict Resolution*, Santa Barbara: ABC-CIO, 1997, p.255.

Pour d'autres, ces éléments ne sont pas considérés comme nécessaires à la réconciliation. C'est la thèse défendue par Karen Brounéus, qui considère la réconciliation et le pardon comme deux procédés distincts²⁰⁰. Il est plus important, selon elle, de travailler à la reconnaissance mutuelle des souffrances passées, et d'inverser les attitudes destructives en comportements constructifs qui aideront à établir une paix durable. Dans cette optique, « la réconciliation consiste à rapprocher deux anciens adversaires pour qu'ils fassent la paix, apprennent à coexister en paix et à désamorcer l'image diabolisante de l'ennemi »²⁰¹. De leur côté, Eileen Borris et Paul F. Diehl reconnaissent l'importance du pardon dans la démarche de réconciliation ; mais mettent tout de même d'avantage l'accent sur la réconciliation comme un processus permettant de surmonter les haines et les injustices du passé, en rétablissant des ponts entre les adversaires après la fin du conflit, et en travaillant à construire une paix durable. Elle doit ainsi permettre aux agresseurs et aux agressés de renouer des liens entre eux, en respectant le principe de réciprocité.²⁰² Dans cette lignée, David Bloomfield écrit : « la réconciliation (...) est un processus par lequel une société passe d'un passé divisé à un avenir partagé »²⁰³. Luc Huyse souligne également que le processus de réconciliation doit consolider la paix, rompre le cycle de la violence et renforcer les institutions démocratiques nouvellement rétablies et/ou

²⁰⁰ Karen Brounéus, *Reconciliation: Theory and Practise for Development Cooperation*, Uppsala (Suède): Uppsala Universitet, 2003, p.2. Disponible [en ligne]: http://www.prc.uu.se/publications/other_pub/SIDA2982en_ReconWEB_brouneus.pdf (consulté en juin 2005): « Forgiveness is often spoken of as a condition for reconciliation. However it might be wise to regard forgiveness and reconciliation as two separate processes (...). Our defenition of reconciliation does not rule out the possibility of forgiveness ; it may occur in a longterm process, but forgiveness is not considered necessary for reconciliation ».

²⁰¹ Dyan E. Mazurana et Susan R. McKay, *Les Femmes et la Consolidation de la Paix*, Montréal: Centre international des droits de la personne et du développement, Essai n°8 sur les droits de la personne et du développement démocratique, 1999, p.18.

²⁰² Eileen Borris et Paul F. Diehl, *Op.Cit.*, p.206.

²⁰³ David Bloomfield, *Op.Cit.*, p.15.

constituées²⁰⁴. En d'autres mots, pour ces chercheurs, la démarche de réconciliation se focalise sur le souvenir, le changement, et la relance de la vie quotidienne dans la paix. Elle ne demande pas aux acteurs d'oublier, ni de pardonner.

Certains posent encore le devoir de rendre justice et la problématique de la vérité comme conditions essentielles au processus de réconciliation. Selon Sandrine Lefranc, par exemple, « la vérité doit être établie aux yeux de tous, de telle manière que les victimes participent à la production de cette vérité en y trouvant l'occasion de 'faire le deuil' de leurs morts ou de leurs disparus ; de manière aussi que les coupables soient, sinon punis, du moins stigmatisés »²⁰⁵. A ce propos, Mark Freeman et Priscilla B. Hayner ajoutent que la réconciliation passe nécessairement par la recherche de la vérité dans la rétribution des faits²⁰⁶. Si le souci de vérité est fondamental, il est également primordial d'établir des structures (comme cela se fait dans de nombreux pays avec les Commissions de Vérité et de Réconciliation) pour juger et sanctionner les principaux auteurs de la violence²⁰⁷. La justice permet de restaurer le principe de la dignité de la personne humaine. Dans les conflits violents, elle initie la normalisation des relations entre les parties, en s'appuyant sur la reconnaissance et la confiance mutuelle. La justice représente pour ces auteurs le pré-requis d'une démarche de réconciliation.

Ces perspectives présentent différents aspects du processus de réconciliation. Toutefois, comme nous pouvons le constater, le sens et la portée du mot diffèrent selon les conceptions que les auteurs se font du concept de réconciliation. Il peut simplement désigner la co-existence pacifique d'anciens adversaires, ou encore le

²⁰⁴ Luc Huyse, « Le processus de réconciliation », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent: un Manuel, Op.Cit.*, p.24.

²⁰⁵ Sandrine Lefranc, « Venir à bout de la mésentente », *Le Devoir*, 2 et 3 octobre 2004, p.2.

²⁰⁶ Mark Freeman et Priscilla B. Hayner, « La Divulgence de la Vérité », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent: un Manuel, Op.Cit.*, p.154.

²⁰⁷ Carol A. L. Prager et Trudy Govier, *Dilemmas of Reconciliation: Cases and Concepts*, Waterloo: Wilfried Laurier University Press, 2003, p.3.

dialogue, les remords, le pardon, la guérison, ou la justice et la vérité. C'est pourquoi il nous semble important, pour le présent travail d'analyse, d'établir une définition claire et précise de ce que l'on entend par réconciliation en théorie des Relations internationales.

3.1.3. Pour une définition de réconciliation en théorie des relations internationales:

La réconciliation, en théorie des Relations internationales, est un processus qui vise à établir une paix durable. Pour atteindre cet objectif, le processus de réconciliation suit une ligne de conduite particulière, qui consiste à:

- savoir s'adapter au contexte (en l'occurrence celui de l'après-guerre froide) ;
- tendre à régler et à dépasser le différend ;
- ne pas chercher à imposer une approche ou une solution.

Le processus de réconciliation s'appuie également sur des principes incontournables, qui assurent l'intégrité de la démarche. Ainsi, le processus doit impliquer:

- la reconnaissance de ce que les individus ont subi ;
- le recours à la justice pour traduire devant les tribunaux les auteurs d'actes criminels ;
- et la volonté d'éduquer les jeunes générations pour transformer les schémas relationnels destructifs, entre les anciens adversaires, en relations et en comportements constructifs .

Reconnaître la souffrance, les pertes, et les vérités du passé est important dans une démarche de réconciliation. Il faut reconnaître son rôle dans le conflit, afin de l'enrayer définitivement. Ensuite, il faut établir les structures qui permettront de rendre justice aux faits, et commencer le travail de réconciliation et de réparation en éveillant la conscience des jeunes. Cette démarche permet la restauration de relations positives entre les anciens adversaires. La réconciliation va ainsi au-delà du simple processus de paix, car elle s'attaque directement aux noeuds du conflit, et travaille à la normalisation des relations entre les partis concernés.

C'est dans la mesure où il respecte ces différentes caractéristiques que le processus de réconciliation peut se présenter comme la seule approche viable en résolution de conflits. En effet, comme nous le verrons, cette conduite et ces principes sont les meilleurs moyens de garantir que les violences ne se reproduisent plus.

3.2. La réconciliation: seule approche viable de l'après-guerre froide:

3.2.1. Un processus en phase avec le contexte de l'après-guerre froide:

Depuis la fin de la guerre froide, on note un recul des conflits armés majeurs²⁰⁸ à l'échelle internationale. En 2002, le SIPRI a recensé 21 conflits armés majeurs en 19 points du monde. En 1996, la même étude avait chiffré à 27 le nombre de conflits armés majeurs en 24 points dans le monde. Et en 1989, toujours selon la même source, on relevait 36 conflits en 32 points du monde. Une grande majorité des conflits répertoriés depuis la fin de la guerre froide est intérieure. « Autrement dit, le différend concernait le contrôle du pouvoir ou du territoire d'un Etat »²⁰⁹. S'il faut se féliciter de cette tendance confirmée à la diminution du nombre de conflits majeurs, ce qui paraît plus inquiétant, dans le contexte actuel, c'est la persistance ou la reprise des certains conflits (voir l'exemple en ex-Yougoslavie,). En 1996, par exemple, sur les 27 conflits recensés, 22 avaient commencé avant 1989. Cette tendance nouvelle montre, comme nous le soulignons au chapitre II, que les efforts des acteurs non belligérants pour résoudre les conflits dans le monde de l'après-guerre froide sont vains. Cette impuissance relève de la faiblesse du processus actuel de gestion des conflits.

²⁰⁸ Margareta Sollenberg et Peter Wallensteen, « Major armed conflicts », *SIPRI Yearbook 1997. Armements, Disarmement and International Security*, Oxford: Oxford University Press, 1997, p.17: « par 'conflit armé majeur', on entend un combat prolongé entre les forces armées organisées, au cours duquel le nombre de morts dépasse le millier ».

²⁰⁹ *Ibid.*, p.17

De nombreux progrès ont été réalisés dans le domaine de la gestion des conflits, depuis la fin de la guerre froide, particulièrement avec la mise en place des opérations de maintien de la paix de seconde génération et la publication de L'Agenda pour la Paix par Boutros Boutros-Ghali²¹⁰. Dans son rapport, celui-ci fixe trois objectifs à la résolution des conflits dans le monde de l'après-guerre froide : le rétablissement de la paix, le maintien de la paix, et la consolidation de la paix. Cette approche vise uniquement au règlement du conflit, tandis que la réconciliation suppose un changement profond d'attitude, de comportement, de mentalité²¹¹ de la part des acteurs engagés dans la dispute. Cette démarche conduit à abandonner les sentiments de haine, de peur, de violence, de vengeance, qui entretiennent et font renaître les guerres. Le processus de réconciliation n'est autre qu'une succession d'étapes qui aident les sociétés à dépasser progressivement leurs propres systèmes de représentations et d'inclinations populaires²¹². Les trois étapes charnières sont : la reconnaissance des faits, la justice et l'éducation des plus jeunes. Il n'y a aucun ordre établi, ni temps donné à leur réalisation. Mais elles sont la clé de la réussite du processus de réconciliation.

Par ailleurs, « le nombre de victimes rend cruellement compte de la transformation des conflits armés »²¹³ depuis la fin de la guerre froide. Les populations civiles sont devenues la cible dans les conflits armés majeurs répertoriés depuis 1989. Ce trait est à mettre en parallèle avec l'évolution dans la nature des conflits depuis la fin de la bipolarité. Aujourd'hui, les communautés se font la guerre pour obtenir plus de pouvoir ou de territoire à l'intérieur même de leurs frontières (voir l'exemple yougoslave, ou celui du Rwanda). Aussi, « les populations civiles sont en butte à l'expulsion, au viol, au massacre et à la 'purification ethnique' »²¹⁴.

²¹⁰ Boutros Boutros-Ghali, *Agenda pour la Paix. Diplomatie Préventive, Rétablissement de la Paix, et Maintien de la Paix*, New-York: Nations Unies, 1992, 57p.

²¹¹ Luc Huyse, *Op.Cit.*, p.24.

²¹² Corine Defrance et Ulrich Pfeil (dir.), « Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes: une introduction », dans *Le Traité de l'Elysée et les Relations Franco-Allemandes 1945-1963-2003*, sous la dir. de Corine Defrance et Ulrich Pfeil, Paris: CNRS, 2005, p.26.

²¹³ Margareta Sollenberg et Peter Wallensteen, *Op.Cit.*, p.18.

²¹⁴ *Ibid.*, p.20.

Lorsque la guerre prend fin, les populations sont stigmatisées. Dans ces conditions, le « vivre ensemble » paraît difficile, voire impossible. Sans une démarche de réconciliation nationale, le conflit a de très grandes chances de resurgir.

Le processus de réconciliation est une approche viable dans le monde de l'après-guerre froide, il répond aux caractéristiques nouvelles du système international qui se dessine depuis 1989, alors qu'il faut réformer les approches actuelles en résolution de conflit. Pour mieux comprendre cette nécessité, nous donnerons, dans les prochains paragraphes, l'exemple d'une réconciliation réussie.

3.2.2. Un processus qui vise à dépasser le conflit:

En 1945, pour l'Allemagne et la France, anéanties par la guerre, « il était trop tôt pour parler de réconciliation »²¹⁵. Les deux pays avaient encore du chemin à parcourir. Sur ce chemin, des individus et des responsables politiques, de part et d'autre du Rhin, ont entrepris des actions pour sortir les mentalités des vieux stéréotypes et préjugés, et promouvoir la réconciliation entre les deux nations. Des personnalités, telles que Robert Schuman²¹⁶, Jean Monnet, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, ont activement milité et oeuvré en faveur d'une alliance franco-allemande. En France, les gouvernements de Schuman et de Pleven (1947-1951) condamnent ouvertement la dispute ancestrale qui oppose les deux nations. La réponse allemande ne se fait pas attendre, Adenauer déclarant que « le comportement d'ennemi héréditaire est devenu anachronique »²¹⁷. Il entend bien faire du rapprochement franco-allemand l'élément fondamental de sa politique. Ces hommes

²¹⁵ Corine Defrance et Ulrich Pfeil, *Op.Cit.*, p. 12.

²¹⁶ Jacques Binoche, *Histoire des Relations Franco-Allemandes de 1789 à nos Jours*, Paris: Masson/Armand Colin, 1996, p.238: « Robert Schuman est la personne qui a été le plus déterminante dans le changement de la politique française à l'égard de l'Allemagne après la guerre. (...) Après la guerre, Schuman ne parle jamais des problèmes qu'il a connus sous le régime hitlérien. Il semble dépourvu de tout ressentiment. (...) Schuman s'efforce de sortir la politique de son pays des vieilles habitudes antiallemandes ».

²¹⁷ *Ibid.*, p.250.

vont donner une réelle impulsion à la revigoration des relations entre leurs pays, et faire du rapprochement entre l'Allemagne et la France une réalité.

Le 9 mai 1950, Robert Schuman expose le plan d'une Communauté européenne de charbon et d'acier (CECA), élaboré par Jean Monnet. Ce projet s'articule autour de trois fils conducteurs, à savoir: 1) travailler à la réconciliation des populations allemandes et françaises comme garantie et fondement solide à la paix en Europe ; 2) faire de l'économie la force motrice du rapprochement franco-allemand ; et 3) « confier à une organisation internationale dotée de pouvoirs importants la gestion de ces combinats sidérurgiques et métallurgiques, le pool charbon-acier »²¹⁸. Le principal objectif recherché était de reconstruire les relations franco-allemandes sur de nouvelles bases, en éliminant les démons du passé et en instituant des intérêts communs, que les deux pays s'engageaient à promouvoir et à défendre. Adenauer accueille avec enthousiasme cette proposition, qui représente un tournant majeur dans l'histoire des relations franco-allemandes²¹⁹. « Le 18 avril 1951, le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier fut signé, conclu pour une durée de cinquante ans »²²⁰.

Les débuts prometteurs de la CECA suscitent de nouvelles initiatives en faveur du rapprochement franco-allemand. Avec les Accords de Paris²²¹, en octobre 1954, les deux pays vont renouer le dialogue, qui jusqu'alors se faisait de façon indirecte ou par personnes interposées. Les projets liant économiquement l'Allemagne et la France se sont multipliés entre 1954 et 1957. Et, « lorsque le

²¹⁸ Daniel Colard, *Le Partenariat Franco-Allemand : du Traité de l'Elysée à la République de Berlin (1963-1999)*, Paris: Gualino Editeur, 1999, p.16.

²¹⁹ Edouard Husson, « 40 ans de coopération politique dans le cadre du traité de l'Elysée: un bilan historique », dans *L'Allemagne et la France : une Entente Unique pour l'Europe*, sous la dir. de Stephen Martens, Paris: L'Harmattan, 2004, p.13.

²²⁰ Pascal Fontaine, *Une Idée Neuve pour l'Europe : la Déclaration Schuman, 1950-2000*, Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000 (2ème ed.), p.16.

²²¹ *Ibid.*, p.38: « ils précisent les modalités de l'élargissement du pacte de Bruxelles qui devient l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ».

Général de Gaulle revient au pouvoir en 1958, les principaux sujets de litige entre Paris et Bonn ont disparu »²²². Il répétera les rencontres avec son homologue allemand, le chancelier Konrad Adenauer. Et ensemble, ils essayeront de donner une nouvelle direction au rapprochement franco-allemand. Ainsi, dès son retour à l'Elysée, le Général lance une invitation à Adenauer²²³.

Pour de Gaulle, « il est temps (...) de renverser le cours de l'histoire, de réconcilier les deux peuples et d'associer leurs efforts »²²⁴. Le chancelier allemand ne peut décliner l'offre. La première rencontre entre les deux hommes eut lieu les 14 et 15 septembre 1958 à Colombey-les-deux-Eglises. C'est dans un climat de confiance et de respect réciproque que se déroulent les discussions. Si aucune mesure réelle ne fut adoptée lors du passage d'Adenauer en France, cette visite du chancelier n'en demeure pas moins importante. D'abord parce que les deux chefs d'Etat ont exprimé leur détermination de lier le destin de l'Allemagne et la France par des « rapports directs et préférentiels ». De ce premier contact naîtra une grande amitié entre le Général et le Chancelier, qui comptent désormais garder un « contact personnel et étroit ».²²⁵

A la suite de cette rencontre, les échanges entre les deux hommes se multiplient²²⁶. Les rapprochements politiques et économiques acquis, les deux hommes veulent à présent travailler à la réconciliation des deux peuples, et gagner leur confiance, leur sympathie et leur appui. Ce sont les raisons qui motivent les voyages officiels d'Adenauer en France (juillet 1962) et de de Gaulle en Allemagne

²²² Maurice Vaisse, « La réconciliation franco-allemande : le dialogue de Gaulle-Adenauer », *Politique Etrangère*, n°4, hiver 1993/1994, p.963.

²²³ Ernst Weisenfeld, *Quelle Allemagne pour la France ? : La Politique Etrangère Française et l'Unité Allemande depuis 1944*, Paris: Armand Colin, 1989, p.94.

²²⁴ Jacques Binoche, *Op.Cit.*, p.261.

²²⁵ Daniel Colard, *Op.Cit.*, p.20.

²²⁶ Maurices Vaïce, *Op.Cit.*, p.167: « de 1958 à 1963, les deux hommes se rencontrent quinze fois, ils ont plus de cent heures d'entretiens, échantent de nombreuses lettres ».

(septembre 1962).²²⁷ Pour cette première visite officielle du chancelier allemand en France, les entretiens et les cérémonies se veulent solennelles ; la parade militaire franco-allemande à Mourmelon et la messe à la cathédrale de Reims²²⁸, entre autres, sont lourdes de symboles. Les gestes et les intentions du gouvernement français à l'égard d'Adenauer invitent à la réconciliation. La visite officielle du Général en Allemagne ne manque pas non plus de temps forts :

[...] le Général de Gaulle, s'adressant en allemand à son auditoire, invoqua à Bonn le « grand peuple allemand », à Duisbourg, devant le personnel des hauts-fourneaux August-Thyssen, « le peuple allemand au travail », et à Ludwigsburg, devant un public de jeunes, il les félicita « d'être des allemands, enfants d'un grand peuple ». A Hambourg, à l'Académie militaire de la Bundeswehr il dit à « ces bons officiers qu'il avait devant lui » de « se tourner vers les exigences modernes de l'armement militaire et de la stratégie », et il ajouta : « la France et l'Allemagne seront d'autant plus sûres de posséder ces moyens qu'elles uniront leurs possibilités ».²²⁹

« Ces deux visites sont couronnées d'un grand succès »²³⁰, et marquent un tournant majeur et décisif dans les relations franco-allemandes. Les populations respectives des deux pays ont même réservé un accueil sans précédent à l'égard des deux hommes politiques. L'élan chaleureux des foules démontre que les populations allemandes et françaises soutiennent l'idée de réconciliation avancée par le Général et le Chancelier. « L'ennemi héréditaire » n'est plus ; les deux peuples veulent au contraire construire un avenir commun de paix et d'amitié.²³¹ La détermination des deux hommes à vouloir resserrer les liens franco-allemands et à promouvoir

²²⁷ Reinhard Wiczorek, « Le traité de l'Elysée et le partenariat Bordeaux-Munich », dans *L'Allemagne et la France : une Entente Unique pour l'Europe*, Op.Cit., p.39.

²²⁸ Jacques Bariéty, « Le chemin vers le traité de l'Elysée », dans *Le Traité de l'Elysée et les Relations Franco-Allemandes 1945-1963-2003*, Op.Cit., p.69 : « haut lieu de l'histoire de France, sanctuaire du sacre des rois de France et joyau du patrimoine national que les tirs allemands avaient gravement endommagé en 1915 ».

²²⁹ Ernst Weisenfeld, Op.Cit., p.109.

²³⁰ Stephan Martens, « L'entente franco-allemande et la nouvelle géopolitique européenne », dans *L'Allemagne et la France : une Entente Unique pour l'Europe*, Op.Cit., p.39-40.

²³¹ Pierre Jardin et Adolf Kimmel, *Les Relations Franco-Allemandes depuis 1963*, Paris: La Documentation Française, 2001, p.71.

la réconciliation des deux peuples, finit par trouver écho au sein de la population allemande et française. Devant la ferveur des deux peuples, de Gaulle et Adenauer sont plus que jamais convaincus de la nécessité de conclure un accord politique bilatéral²³². C'est ce qui mène à la ratification du traité de l'Elysée le 22 janvier 1963.

Le traité de l'Elysée, signé en janvier 1963, « permet aux deux pays de sortir du cercle infernal des conflits, de la haine et de la soif de vengeance, en exhortant les deux peuples à prendre clairement conscience de leur communauté de destin »²³³. La ratification du traité de l'Elysée montre que les blessures, issues de la guerre de 1939-1945, se cicatrisent peu à peu. Même si le souvenir reste vif dans la mémoire des deux communautés²³⁴, elles sont toutefois décidées à tourner une nouvelle page de leur histoire. Le Traité représente ainsi la consécration de la réconciliation entre l'Allemagne et la France. Les deux pays entendent établir une relation d'amitié durable basée sur la confiance, le respect et la coopération. « C'est la signification profonde qu'il faut donner à l'Acte fondateur du 22 janvier 1963 »²³⁵. Concrètement, le traité de l'Elysée est le fruit de différents facteurs, qui depuis la fin de la guerre, favorisent et encouragent la réconciliation des deux pays et des deux peuples, de la guerre froide qui agit comme un accélérateur du rapprochement franco-allemand, et de la volonté politique, sans mesure, de Charles de Gaulle et de Konrad Adenauer.

Le Traité s'articule autour de deux documents importants: une Déclaration commune du Président de la République française et du Chancelier de la République Fédérale Allemande et le Traité lui-même. La Déclaration est un texte relativement court qui met l'accent sur la réconciliation, la solidarité et l'amitié, et le renforcement de la coopération. Le Traité, quant à lui, se divise en trois chapitres qui ont pour titre:

²³² Jacques Bariéty, « Le chemin vers le traité de l'Elysée », dans *Le Traité de l'Elysée et les Relations Franco-Allemandes 1945-1963-2003*, *Op.Cit.*, p.70.

²³³ Corinne Defrance et Ulrich Pfeil (dir), *Op.Cit.*, p.27.

²³⁴ Pierre Jardin et Adolf Kimmel, *Op.Cit.*, p.219.

²³⁵ Daniel Colard, *Op.Cit.*, p.23.

Organisation, Programme et Dispositions Finales. Ce qu'il est important de retenir sur le plan organisationnel, c'est qu'en signant ce document, les deux Etats se sont engagés à organiser des rencontres fréquentes entre les chefs de gouvernement, les ministres et les hauts fonctionnaires. « Le programme c'est une coopération étroite dans les domaines de la politique extérieure, de la défense, de l'éducation, de la culture et de la jeunesse »²³⁶. Faisant fi de leurs différences et d'un lourd passé, l'Allemagne et la France pactisent et lient leur destin²³⁷. C'est là toute la valeur politique de ce traité.

Le traité de l'Elysée, pierre angulaire de la réconciliation entre l'Allemagne et la France, marque un tournant décisif dans l'histoire des deux pays. Il peut être considéré à la fois comme le point final et/ou le point initial du rapprochement franco-allemand. Point final car, dans les deux pays, des individus, des associations et des responsables politiques se sont mobilisés pour promouvoir, encourager, favoriser, initier la réconciliation. Sans cet engagement de leur part et cette volonté, le traité n'aurait pas vu le jour. Point initial car le traité est le fondement juridique sur lequel se construiront les relations futures.

Il nous semblait délicat d'utiliser un autre exemple puisque les processus de réconciliation engagés depuis la fin de la guerre froide sont toujours en cours ou se terminent juste (tribunaux *Gacaca* au Rwanda, les différentes Commissions Vérité et Réconciliation à travers le monde). Il est donc difficile d'en évaluer la portée à long terme. Même si l'exemple sus-mentionné ne fait pas référence à un conflit de l'après-guerre froide, il met en évidence le fait que le processus de réconciliation permet non seulement de régler mais aussi de dépasser le conflit pour atteindre une

²³⁶ Pierre Jardin et Adolf Kimmel, *Op.Cit.*, p.58.

²³⁷ *Ibid.*, p.58 : « le tout sans formalisme et sans institution, avec le seul souci de l'efficacité, dans la conviction que, pour promouvoir une coopération véritable, la condition première est que l'on ait de part et d'autre la volonté de coopérer ».

paix qui soit durable. En effet, dans le contexte de l'après-guerre froide, marqué par l'instabilité du système et le retour des guerres sauvages, il est important de trouver une approche en résolution des conflits qui puissent mettre un terme définitif et durable aux violences entre belligérants.

Or, de nombreuses opérations de maintien de la paix entreprises depuis la fin de la guerre froide ont connu des résultats mitigés (comme les opérations en Bosnie, 1992, en Somalie, 1992, en Haïti, 1994, ou encore au Zaïre, 1996). Toutes ne se sont pas soldées par des échecs ; ainsi l'opération en Haïti a permis temporairement le retour d'élections libres et démocratiques, l'opération d'imposition de la paix menée par l'OTAN en Bosnie, quant-à elle, a mis une fin aux massacres des populations. Si ces opérations ont mis un terme aux violences, ce ne furent que des réponses partielles, et tous les problèmes n'ont pas été résolus, l'exemple du conflit yougoslave en est le témoignage.

3.2.3. Un processus qui ne s'impose pas:

L'Agenda pour la Paix, de Boutros Boutros-Ghali pose la question du règlement des conflits dans le monde de l'après-guerre froide. Selon l'auteur, les acteurs non belligérants doivent veiller au rétablissement de la paix, au maintien de la paix et à la consolidation de la paix. « Le rétablissement et le maintien de la paix ont pour objet de mettre fin aux conflits et de préserver la paix une fois qu'elle a été instaurée. En cas de succès, l'une et les autres débouchent sur la consolidation de la paix après les conflits, contribuant à empêcher que les actes de violence ne reprennent entre les nations et les peuples »²³⁸. Ce rapport, publié en 1992, introduit également le concept d'imposition de la paix.

²³⁸ Boutros Boutros-Ghali, *Agenda pour la Paix. Diplomatie Préventive, Rétablissement de la Paix, et Maintien de la Paix*, New-York: Nations Unies, 1992, p.13.

L'idée est que « lorsque les moyens pacifiques échouent, les mesures visées au Chapitre VII [de la Charte des Nations Unies] doivent être utilisées, si le Conseil de sécurité le décide, pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales en cas de 'menace contre la paix, de rupture de la paix ou d'acte d'agression' »²³⁹. L'article 42 au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies stipule que le Conseil de sécurité peut « entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de Membres des Nations Unies »²⁴⁰. Ainsi, les opérations de maintien de la paix de seconde génération (décrite au premier chapitre) se sont construites autour de ces principes.

Si les opérations de maintien de la paix de seconde génération sont devenues l'un des outils principaux de la gestion des crises dans le monde de l'après-guerre froide, l'approche proposée par Boutros Boutros-Ghali présente certaines limites. Le concept d'imposition de la paix est paradoxal. Sur le plan terminologique, c'est un oxymore. En effet, les notions d'imposition et de paix sont contradictoires. D'ailleurs, l'expérience sur le terrain a montré les contradictions de ce concept. Depuis la chute du mur de Berlin (1989), les conflits internes sont devenus l'une des plus grandes menaces pour la paix et la sécurité internationales²⁴¹. Les acteurs non belligérants sont

²³⁹ *Ibid.*, p.27.

²⁴⁰ Les Nations Unies, « Chapitre VII : Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression », Article 42, *La Charte des Nations Unies*. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/aboutun/charter.htm> (consulté en janvier 2006)

²⁴¹ Chantal de Jonge Oudraat, « L'ONU, les conflits internes et le recours à la force », *Annuaire Français de Relations Internationales*, volume 1, Février 2000. Disponible [en ligne] : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/pdf/FD001201.pdf> (consulté le 19 avril 2006) ; « Entre 1989 et 1999, 39 opérations de maintien de la paix ont été organisées, dont 36 visaient des conflits internes ».

intervenues dans les différents conflits internes survenus depuis la fin de la guerre froide ; et, à plusieurs reprises, ils ont eu recours à des mesures coercitives pour mettre fin aux violences. « Toutefois, ces mesures n'ont abouti qu'à des résultats mitigés »²⁴².

L'expérience en Bosnie (1992-1995) en témoigne: si les acteurs non belligérants ont réussi à imposer la paix et mettre fin à la guerre, les fondements du conflit ethnique demeurent. Ainsi, suite aux Accords de paix de Dayton, « 3000 Muslim widows of Srebrenica returned there for a few hours, to perform an act of remembrance, they were watched, as they prayed together for peace, by Serbs jeering and whistling abusively »²⁴³. On peut également déplorer la victoire des radicaux dans plusieurs villes importantes de la province Voïvodine (Novi Sad, Kikinda, Sid ou Temerin)²⁴⁴, en Serbie, lors du suffrage au scrutin majoritaire de 2004. L'extrême droite serbe poursuit ainsi sa progression. Les violences au Kosovo, en mars 2004, illustrent également la persistance des tensions. « Les 17 et 18 mars, le Kosovo s'embrasait. En deux jours, sous l'oeil impuissant des soldats de l'OTAN et de la mission des Nations Unies, les émeutiers albanais détruisaient plusieurs centaines de maisons serbes et une trentaine d'édifices religieux orthodoxes »²⁴⁵. Ce sont des exemples parmi d'autres qui illustrent que les manifestations de haine ethnique en ex-Yougoslavie se poursuivent malgré l'imposition de la paix. Par ailleurs, la paix de Dayton reste fragile. Elle institue un Etat de facto divisé en deux entités l'une bosnocoate et l'autre serbe. Ce découpage « légitime les crimes nationalistes du

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ Margaret Melicharova, « Coercing and enforcing », *Peace Matters*, issue 31, automne 2000. Disponible [en ligne] : http://www.ppu.org.uk/peacematters/pm2000/pm2000_91.html (consulté le 16 avril 2006)

²⁴⁴ Jean-Arnault Derens, « L'extrême droite serbe poursuit sa progression », *La Croix*, mardi 5 octobre 2004, p.8.

²⁴⁵ Jean-Arnault Derens, « Au Kosovo, les Serbes ne croient plus dans les élections », *La Croix*, mercredi 20 octobre 2004, p.6.

passé »²⁴⁶. Si les acteurs non belligérants ont imposé une paix en Bosnie, ils n'ont néanmoins pas résolu le fond du problème dans les Balkans.

L'imposition de la paix ne fait pas seulement référence à l'usage de la force, mais également aux sanctions politiques, diplomatiques ou économiques utilisées pour faire pression sur les parties en conflit afin qu'ils cessent les violences. Ces mesures entraînent inévitablement des conséquences négatives pour le pays concerné, mais pas nécessairement sur le gouvernement visé. Les sanctions renforcent l'insécurité et la précarité auprès des populations civiles. En 1990, lors de la première guerre du Golfe, le régime de sanctions imposé contre l'Irak par le Conseil de Sécurité²⁴⁷ a eu un impact démesuré sur la population civile par rapport aux résultats attendus.

Cet exemple, comme celui de la Bosnie, montre que l'imposition de la paix n'est pas la solution dans le monde de l'après-guerre froide. En effet, l'imposition de la paix porte atteinte au concept de souveraineté, et engendre des effets perverses sur les populations locales, d'où la nécessité actuelle de penser non plus en terme d'imposition mais de réconciliation. Le processus de réconciliation instaure des ponts qui offrent, aux individus et aux groupes, la possibilité de se rencontrer et de se raconter leurs histoires respectives²⁴⁸ dans une écoute réciproque. Ce procédé facilite ainsi le retour au dialogue et à la compréhension mutuelle entre les anciens adversaires. « Reconciliation is a process that moves us away from hatred and injustices of the past towards establishing structures and procedures for establishing durable peace with adversaries »²⁴⁹.

²⁴⁶ Michel Collon, *Poker Menteur: Les Grandes Puissances, la Yougoslavie et les Prochaines Guerres*, Bruxelles: EPO, 1998, p.328.

²⁴⁷ se référer à la Résolution 881 (1990)

²⁴⁸ Stephen Ryan, *Ethnic Conflict and International Relations*, Dartmouth: Aldershot, 1990, p.61.

²⁴⁹ *Ibid.*, p.206.

Le processus de réconciliation suppose d'adopter une ligne de conduite cohérente, qui implique de savoir s'adapter au contexte, de tendre à régler et à dépasser le conflit, et de ne pas chercher à imposer une approche ou une solution. Cette ligne de conduite est nécessaire à la réussite de la réconciliation. Cependant, le processus doit également s'appuyer sur les principes de vérité, de justice et d'éducation pour construire une paix qui soit durable. Il tient toute son originalité des liens étroits qui existent entre la réconciliation et la reconnaissance et la recherche de la vérité; la réconciliation et la justice; la réconciliation et l'éducation. Dans la prochaine section, des exemples concrets (la Commission de Vérité et de Réconciliation en Afrique du Sud, les tribunaux *Gacaca* du Rwanda, les Peaceful Schools International de Serbie et l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse) souligneront le rôle essentiel de la vérité, de la justice, et de l'éducation dans le processus de réconciliation nationale et internationale (dans le cas de l'Allemagne et de la France).

3.3. Les piliers de la réussite du processus de réconciliation:

La réconciliation donne l'opportunité de dépasser les souffrances vécues, et de restituer leur dignité humaine aux victimes, afin que les groupes puissent revivre ensemble au sein d'une même communauté. L'analyse de la période de l'après-guerre froide permet d'identifier trois conditions qui doivent être remplies pour assurer la réussite du processus de réconciliation:

1. la reconnaissance des faits,
2. le recours à la justice pour condamner les auteurs de la violence,
3. l'éducation des plus jeunes.

3.3.1. La reconnaissance des faits suite à un conflit violent:

L'Afrique du Sud a été, pendant plus de quarante ans, le théâtre de graves violations des droits de l'Homme et de crimes de guerre. La politique d'apartheid institutionnalise, à partir de 1948, la ségrégation raciale dans le pays. Cette politique « prive les Noirs de toute représentation politique et sociale équitable »²⁵⁰. La communauté noire, sous l'égide de l'Africa National Congress et autres opposants au régime, vont se rebeller. Les émeutes seront durement réprimées par le gouvernement. Plusieurs membres de l'opposition sont emprisonnés, torturés et éliminés. En 1989, Frederik de Klerk arrive au pouvoir. « Il légalise les mouvements de l'opposition (...) et fait libérer les prisonniers politiques »²⁵¹. Puis, en 1991, il abolit officiellement la politique de l'apartheid. Le 9 mai 1994, Nelson Mandela, chef de l'African National Congress condamné sous la politique de l'apartheid à la réclusion à perpétuité pour son engagement politique, puis libéré en 1990, est le premier Noir à être élu à la tête du pays.

Les quarante-trois ans d'apartheid ont créé un climat d'hostilité en Afrique du Sud. Pour sortir le pays du malaise social, Nelson Mandela lance l'idée de créer une Commission de Vérité. Le concept plaît et le parlement sud-africain adopte, en 1995, la loi de promotion de l'unité nationale et de la réconciliation (Promotion of National Unity and Reconciliation Act, Act 34 of 1995)²⁵². Cette loi signe l'acte de naissance de la Commission Vérité et Réconciliation (TRC) sud-africaine. « Cette loi a octroyé le mandat le plus complexe et le plus abouti de toutes les commissions de vérité créées à ce jour »²⁵³. Elle permet à la Commission de prescrire une amnistie personnalisée,

²⁵⁰ Emmanuel Fouquet (ed.), *Dictionnaire Hachette Encyclopédique*, Paris: Hachette, 1999, p.29.

²⁵¹ *Ibid.*, p.30

²⁵² Desmond Tutu et al., *Amnistier l'Apartheid: Travaux de la Commission Vérité et Réconciliation*, Paris: Editions du Seuil, 2004, p.281.

²⁵³ Mark Freeman et Priscilla B. Hayner, « Les Commissions de vérité d'Afrique du Sud et du Guatemala », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent: un Manuel*, Op.Cit., p.177.

procéder à des fouilles de locaux et à la saisie des preuves, de faire appel à témoins et de mettre en place un programme destiné à les protéger. Il est important de souligner que la TRC est un organe non-judiciaire. Elle a donc moins de pouvoir que les tribunaux. C'est pourquoi elle ne doit pas se présenter comme un substitut aux procès judiciaires.

Conformément à la loi de promotion de l'unité nationale et de la réconciliation, la TRC est composée de trois comités étroitement liés:

- le Comité pour les violations des droits de l'Homme dont la responsabilité est de recueillir les déclarations des témoins et des victimes, et de répertorier par ordre d'importance les différentes violations rapportées ;
- le Comité pour l'amnistie qui est chargée de traiter les demandes individuelles d'amnistie ;
- le Comité pour les réparations et la réhabilitation qui a pour objectif de concevoir et présenter des recommandations pour offrir un programme de réparation aux victimes.²⁵⁴

Le slogan choisi par la TRC pour décrire sa mission, donne le ton: « revealing is healing » (« révéler, c'est guérir »). La TRC veut aider la population à s'ouvrir et à raconter son histoire, pour exorciser le passé douloureux. Toutefois, cette recherche et reconnaissance de faits précis du passé doivent se faire dans un esprit de vérité. Ce n'est pas que la vérité conduise à la réconciliation, mais elle est un élément clé du processus dans son ensemble. En effet, « la reconnaissance de ce qui s'est passé est une manière de briser le cercle vicieux de l'impunité »²⁵⁵. Ainsi, la recherche systématique de la vérité a produit en Afrique du Sud un climat favorable à

²⁵⁴ *Ibid.*, p.178

²⁵⁵ Luc Huyse, « Le processus de réconciliation », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent: un Manuel*, Op.Cit.,p.30.

l'enracinement de la paix et de la réconciliation au sein de la société. La population a été réceptive aux efforts et au travail de la TRC pour la reconnaissance et la divulgation de la vérité : 21 290 victimes ont écrit à la Commission. 19 050 ont été déclarées victimes de violations importantes des droits humains.²⁵⁶

Et, la TRC a également organisé des audiences spéciales axées sur des secteurs ou des institutions clés de la société et leur réaction aux pratiques abusives ou leur participation à celle-ci. D'autres auditions spéciales ont concerné des thèmes importants, alors que d'autres encore se sont concentrées sur des événements uniquement significatifs dans l'histoire du pays.²⁵⁷

Par ailleurs, la TRC a traité plus de 7000 demandes d'amnistie. Toutefois, la majorité ont été refusées. « L'amnistie n'a été accordée qu'à ceux qui ont avoué totalement leur implication dans les crimes passés et qui ont démontré que ceux-ci étaient à motivation politique »²⁵⁸.

De nombreuses critiques ont été adressées à l'encontre de la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine (particulièrement sur sa capacité de prescrire une amnistie personnalisée pour des crimes à motivation politique), mais il serait indu de ne pas reconnaître que la Commission a aidé l'Afrique du Sud à surmonter le legs du passé en minimisant l'étendue de mensonges admissibles. L'apartheid a profondément stigmatisé la société sud-africaine, et le travail de la TRC ne suffit pas pour régler tous les problèmes du pays. « De nouvelles initiatives, qui peuvent comprendre des poursuites qui se font attendre depuis longtemps de personnes impliquées par la TRC, seront sans doute nécessaire pour consolider pleinement la

²⁵⁶ Martin Coetzee, « An overview of the TRC amnesty process », dans *The Provocations of Amnesty : Memory, Justice and Impunity*, sous la dir. de Charles Villa-Vicencio et Erik Doxtader, Lawrenceville: Africa World Press, 2003, p.193-194.

²⁵⁷ Mark Freeman et Priscilla B. Hayner, « Les Commissions de Vérité d'Afrique du Sud et du Guatemala », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent: un Manuel*, Op.Cit., p.177.

²⁵⁸ *Ibid.*, p.178

démocratie et les droits de l'Homme dans une Afrique du Sud nouvelle »²⁵⁹. Toutefois l'initiative sud-africaine de créer une Commission vérité et réconciliation reste originale et ambitieuse. Cette expérience sert d'ailleurs aujourd'hui de modèle dans plusieurs pays touchés par la guerre, qui ont décidé de reproduire la démarche pour encourager la réconciliation au sein de populations divisées (Guatemala, Panama, ex-Yougoslavie, Nigeria, Timor Oriental, Sierra Leone, Ghana, Pérou).

L'exemple de la Commission vérité et réconciliation souligne l'importance à accorder à la reconnaissance des faits et à la recherche de la vérité qui doivent être au coeur du processus de réconciliation. « To perpetuate the living of a lie makes reconciliation impossible »²⁶⁰. Le processus de réconciliation suppose également d'avoir recours à la justice pour déférer devant les tribunaux les auteurs d'actes criminels.

3.3.2. La justice: un instrument au service de la réconciliation:

Au printemps 1994, le Rwanda devient le cadre d'un des génocides les plus meurtriers de l'histoire du vingtième siècle. « En l'espace de cent jours, le Rwanda sera dévasté : plus de 850 000 Tutsi et Hutu modérés trouveront la mort dans cette frénésie meurtrière, des millions seront déplacés et réfugiés, la majorité des infrastructures seront détruites et rapidement le pays rejoindra les rangs des plus pauvres de la planète »²⁶¹. Les crimes et les délits ont été perpétrés, dans une grande majorité des cas par des voisins des victimes. Les civils, dont la majorité étaient désarmés, ne pouvaient se défendre face à l'agresseur. Les acteurs non belligérants témoignent d'une grande incompréhension devant ces actes sauvages commis par des

²⁵⁹ *Ibid.*, p.179

²⁶⁰ Alex Boraine, Janet Levy, Ronel Sheffer (dir.), *Dealing with the past: Truth and Reconciliation in South Africa*, Capetown: IDASA, 1994, citation retrouvée dans la préface du livre.

²⁶¹ Marie-Eve Desrosiers, « Quand justice et réconciliation ne font qu'un : les jurisdicions Gacaca au Rwanda », dans *Faire la Paix : Concepts et Pratiques de la Consolidation de la Paix*, sous la dir. de Yvan Conoir et de Gérard Verna, Laval : Les Presses de l'Université Laval, 2005, p.115.

citoyens contre leurs propres compatriotes. Pourtant, les événements qui ont eu lieu au Rwanda entre avril et juin 1994 ne sont pas des actes isolés de violence. Ils font suite à quatre années de conflit armé entre le Front patriotique rwandais (FPR) et les forces du gouvernement. « Au cours de ce conflit, l'une et l'autre partie a violé les droits humains et les principes du droit humanitaire »²⁶² en toute impunité. Toutefois, les auteurs du génocide ne peuvent rester impunis. La recherche de la justice et de la vérité est une clause conditionnelle du retour à la paix dans le pays. « Sans justice ni vérité, les déchirures profondes du tissu social rwandais ne guériront pas et la paix ne reviendra pas »²⁶³.

Cependant, le système judiciaire du pays a été affaibli par le génocide²⁶⁴. Or, le gouvernement tient à ce que toutes les personnes impliquées dans les violations des droits de l'Homme depuis 1990 et dans le génocide comparaissent devant les tribunaux. D'ailleurs, le 30 août 1996, il amende la Loi organique n°08/1996 sur l'organisation des poursuites des infractions constitutives du crime de génocide ou de crimes contre l'humanité. Cette loi a créé quatre catégories d'infractions relatives au génocide, correspondant à divers degrés de responsabilité individuelle. La première catégorie inclut les organisateurs et les encadreurs du crime de génocide, les personnes ayant abusé de leur position d'autorité, les meurtriers notoires qui se sont distingués par leur zèle ou leur cruauté particulière, et les coupables de torture sexuelle. La seconde catégorie inclut les auteurs ou les complices d'homicides volontaires ou d'atteintes graves ayant entraîné la mort. La troisième catégorie concerne les personnes coupables d'autres atteintes graves, tandis que la quatrième catégorie concerne les infractions contre les biens. Les peines encourues varient selon l'implication personnelle (voir le tableau en annexe). Entre 500 000 et un million

²⁶² Amnesty International, Rwanda, *Gacaca : Une Question de Justice*, document public, index AI : AFR 47/007/02.

²⁶³ *Ibid.*

²⁶⁴ Marie-Eve Desrosiers, *Op. Cit.*, p.115 : « le génocide laissera le Rwanda avec un système judiciaire en désarroi, aux infrastructures quasi inexistantes et presque sans juges et avocats, la majorité d'entre eux ayant été tués, ayant participé au génocide ou encore ayant fui le pays ».

d'individus sont concernés. Le système judiciaire, en piteux état, ne peut pas prétendre à traduire en justice tous ces responsables présumés de crimes et de délits. Le gouvernement doit trouver une alternative pour « aider le parquet et les tribunaux à traiter les cas d'un grand nombre de détenus »²⁶⁵. Les représentants gouvernementaux proposent alors de mettre en place un nouveau système judiciaire en s'inspirant du mode de justice traditionnel rwandais, destiné à résoudre les conflits locaux, appelé la *Gacaca*. L'idée est retenue et la Loi organique n°40/2000, adoptée le 26 janvier 2001, institue les juridictions *Gacaca*. Elles ont pour mandat de juger les infractions relatives au génocide et aux crimes contre l'humanité commises entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994. La Loi organique n°40/2000 entre en vigueur le 15 mars 2001.²⁶⁶

Initialement, la *Gacaca* correspondait à une forme de justice participative et communautaire. La *Gacaca* intervenait à la suite d'une dispute locale entre les membres d'une même famille, entre familles ou entre voisins. Elle réunissait de manière formelle une assemblée locale autour des *inyangamugayo* (anciens du village faisant office d'arbitre), à laquelle se joignent volontairement les membres de la communauté.²⁶⁷ La *Gacaca* traditionnelle avait pour principal objectif « de restaurer l'ordre social, grâce à la réintégration des contrevenants dans la communauté »²⁶⁸, tout en condamnant la violation commise à l'égard du bien commun. Elle permettait donc un règlement à l'amiable entre les parties. Malgré la colonisation, le recours à la *Gacaca*, dans la résolution des conflits locaux, est resté courant. Pour le gouvernement, reprendre le principe et l'adapter aux circonstances présente de nombreux avantages.

²⁶⁵ Amnesty International, Rwanda, *Gacaca: Une Question de Justice*, document public, index AI: AFR 47/007/02.

²⁶⁶ Marie-Eve Desrosiers, *Op.Cit.*, p.125.

²⁶⁷ *Ibid.*, p.117

²⁶⁸ Amnesty International, Rwanda, *Gacaca: Une Question de Justice*, document public, index AI: AFR 47/007/02.

En effet, il permet de:

- faire connaître la vérité sur ce qui s'est passé ;
- accélérer le jugement des personnes accusées de génocide ;
- éradiquer la culture d'impunité ;
- réconcilier les Rwandais et renforcer leur unité ;
- faire preuve de la capacité de la société rwandaise à régler ses propres problèmes à travers une justice basée sur la coutume rwandaise.

A la différence de la *Gacaca* traditionnelle, les juridictions *Gacaca* (développées pour juger les infractions relatives au génocide et aux crimes contre l'humanité commises entre le 1er octobre 1990 et le 31 décembre 1994) sont des organes judiciaires établis par la loi. Il existe quatre types de juridiction qui respectent le découpage administratif (cellule, secteur, district et province) et qui se répartissent le travail selon le degré d'implication personnelle et la peine encourue (voir tableau en annexe). Elles se composent:

- d'une assemblée générale qui comportent une cinquantaine de personnes choisies et élues pour leur intégrité ;
- d'un siège qui regroupe 19 juges ;
- d'un comité de coordination constitué de cinq personnes choisie parmi les 19 juges.

Toutes les juridictions répondent de la Cour suprême et du Ministère de la Justice. Par ailleurs, « une commission a été créée par décret présidentiel pour préparer et organiser les élections des juges et des assemblées *Gacaca* »²⁶⁹. Les élections se sont tenues du 4 au 7 octobre 2001, et plus de 254 000 personnes ont été élues et ont du suivre une formation avant d'exercer leur fonction.

Les communautés font partie intégrante du processus et, dans certains cas, « aident les juges et les assemblées générales à établir la liste des victimes de génocide et des responsables présumés au sein de leur communauté »²⁷⁰. On leur demande

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ *Ibid.*

également de donner le plus d'information possible sur la nature des infractions liées au génocide. « le gouvernement part du principe que ces auditions, où les membres de la communauté sont eux-mêmes témoins, juges et parties, permettront de mieux faire circuler les informations, d'établir la vérité et d'apporter la réconciliation – ce que ni le Tribunal pénal international pour le Rwanda ni les chambres spécialisées dans les affaires de génocide n'ont réussi à faire jusqu'ici »²⁷¹. L'initiative du gouvernement de transformer la *Gacaca* traditionnelle en un réseau de juridictions populaires et locales soulève de la part des acteurs non belligérants des inquiétudes quant à l'équité de ces instances²⁷². Si ces critiques sont fondées, il faut tout de même souligner le caractère innovateur et audacieux de la démarche. Les juridictions *Gacaca*, par leur nature participative, sont au service de la réconciliation nationale.

Cet exemple démontre que sans justice²⁷³, la réconciliation est difficile, voire impossible. Le processus de réconciliation ne se limite pas à la reconnaissance de la vérité et à la recherche de justice, mais il doit également intégrer le devoir d'éducation auprès des jeunes générations qui ouvre à la paix, la compréhension et la tolérance.

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ Eillen Borris et Paul F. Diehl, *Op.Cit.*, p.211: « Justice is not punishment but restoration, not necessarily to bring things back to the way they were, but to the way they should be ».

3.3.3. L'éducation à la paix: une nécessité à la suite d'un conflit violent:

Comme elle peut servir la quête de pouvoir et de domination²⁷⁴, l'éducation peut également ouvrir à la paix, la compréhension et la tolérance²⁷⁵, comme en témoignent les activités de l'Office franco-allemand pour la jeunesse et du projet Peace Education in Serbia.

L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et la réconciliation franco-allemande:

La réconciliation est un processus qui requiert temps, patience et détermination. Il aura ainsi fallu une génération à la France et à l'Allemagne pour voir aboutir le projet de réconciliation²⁷⁶. Mais quelle réussite ! En vingt ans, les « ennemis héréditaires » ont appris à se connaître, à se comprendre, et à coexister. Ils ont réussi à établir des liens de confiance et d'amitié solides et durables. Toutefois, le rapprochement franco-allemand s'est fait par étapes. Dans un premier temps, les deux pays ont travaillé à rétablir les liens économiques et politiques et à changer leurs regards l'un vis-à-vis de l'autre. Puis, en 1963, ils prennent tous les deux le grand virage qui les conduit à la réconciliation, en signant le traité de l'Elysée. Ce traité lourd de sens a une portée considérable sur le long terme. En effet, il inaugure une ère de coopération politique sans précédent, et « crée une communauté de destin et d'intérêts dans un partenariat original »²⁷⁷.

Le Traité s'articule autour de deux documents importants : une Déclaration commune du Président de la République française et du Chancelier de la République

²⁷⁴ Luc Huyse, « Le processus de réconciliation », dans *La Réconciliation après un Conflit Violent*, *Op.Cit.*, p.36.

²⁷⁵ Jacques Delors *et al.*, *Learning: The Treasure Within*, Report to UNESCO of the International Commission on Education for the Twenty-first Century, Paris: UNESCO Publishing, 1996, p.122. Disponible [en ligne]: <http://www.teacherswithoutborders.org/pdf/Delors.pdf> (consulté en mars 2006).

²⁷⁶ Daniel Colard, *Op.Cit.*, p.15.

²⁷⁷ *Ibid.*, p.26-27.

Fédérale Allemande et, le Traité en lui-même. La Déclaration est un texte relativement court qui met l'accent sur la réconciliation, la solidarité et l'amitié, et le renforcement de la coopération. « Le programme c'est une coopération étroite dans les domaines de la politique extérieure, de la défense, de l'éducation, de la culture et de la jeunesse »²⁷⁸. Le texte laisse entendre que, pour être effective, la réconciliation doit passer par le peuple. C'est la raison pour laquelle le document encourage la création d'un organisme binational pour encourager les échanges entre les deux pays afin que les peuples apprennent à se connaître et à se respecter mutuellement. Sans quoi l'Allemagne et la France auront de la difficulté à surmonter le legs d'un passé difficile et tumultueux.

Pour donner suite au Traité de l'Elysée, les ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne (Gerhard Schröder) et de la France (Maurice Couve de Murville) signent, le 5 juillet 1963, l'Accord intergouvernemental. Cet Accord représente l'acte fondateur de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). L'Article 2 stipule que: « L'Office a pour objet de resserrer les liens qui unissent les jeunes des deux pays, de renforcer leur compréhension mutuelle et, à cet effet, de provoquer, d'encourager et, le cas échéant, de réaliser des rencontres et des échanges de jeunes (...) »²⁷⁹. L'objectif premier de l'Office est d'encourager et favoriser l'apprentissage interculturel dans le but de réconcilier les deux peuples. Ainsi elle soutient de nombreuses initiatives, dans des milieux variés : échanges professionnels (entre établissements d'enseignement professionnel, séjours professionnels, stage d'insertion social et professionnel, etc.), échanges scolaires (entre classes, individuels ou autres), les échanges extra-scolaires (rencontres sportives, culturelles, artistiques, etc.), apprentissage de l'allemand et du français (stages de formation pour animateurs linguistiques, stages pédagogiques pour enseignants, etc.), pédagogie de l'apprentissage

²⁷⁸ Pierre Jardin et Adolf Kimmel, *Op.Cit.*, p.58.

²⁷⁹ Article 2 de la section C (Education et Jeunesse), partie II (Programme) du Traité de l'Elysée signé le 22 janvier 1963.

interculturel (la formation pédagogique des responsables de programmes franco-allemands), et ouverture internationale. L'action de l'OFAJ permet ainsi de développer l'entente et la coopération entre l'Allemagne et la France. Par ailleurs, pour aider les institutions publiques ou privées à mener à bien leur projet, l'OFAJ offre également des subventions.

Les actions réalisées par l'OFAJ depuis 1963 ont eu un rôle considérable et indéniable dans la réussite du processus de réconciliation franco-allemande. L'Office est reconnue pour la qualité de ses programmes et de ses services. Elle offre aux institutions un réseau de partenariat et un système d'échanges uniques. C'est la première fois qu'une telle démarche est entreprise entre deux pays autrefois en conflit. Depuis 1963, plus de sept millions²⁸⁰ de jeunes Allemands et Français ont profité des services de l'Office. L'OFAJ a également soutenu quelques 250 000 rencontres depuis l'année de sa création. Les activités de l'Office ont permis à de nombreux villages, villes et familles de nouer des liens durables qui ont contribué à changer l'image que les deux peuples se faisaient et entretenaient l'un de l'autre. Ce changement en profondeur des mentalités a scellé la réconciliation franco-allemande. Fière de son succès, l'Office décide d'étendre les programmes aux jeunes des autres pays de la Communauté Européenne. Et, depuis 1991, elle essaie de développer les échanges avec les pays d'Europe centrale et orientale. L'Office s'est également ouverte aux pays d'Europe du Sud-Est, en 2000.

Peace Education in Serbia:

Suite à la guerre en ex-Yougoslavie²⁸¹ le réseau *Peaceful Schools International* (PSI) décide d'intervenir en Serbie pour essayer d'apprendre aux enfants et aux adolescents à vivre ensemble en harmonie. Le projet Peace Education

²⁸⁰ Source internet : <http://www.ofaj.org/fr/ofaj/default.htm> voir diagrammes en annexes. «Appendice A 104 »

²⁸¹ Se référer au chapitre 2 de ce mémoire.

in Serbia est lancé à l'automne 2001 et prend fin au printemps 2004²⁸². Il respecte les critères généraux sur lesquels se fondent le fonctionnement des PSI, en proposant:

- une approche collaboratrice du processus décisionnel à l'école ;
- des initiatives d'éducation à la paix, pédagogique ou parascolaire ;
- des méthodes d'enseignement qui mettent l'accent sur la participation, la coopération, la résolution des problèmes et le respect des différences ;
- des stratégies de résolution de conflits centrées sur l'élève et la collectivité ;
- des projets de service à la communauté ;
- une occasion de perfectionnement professionnel pour tout le personnel portant sur l'instauration d'un climat harmonieux à l'école.²⁸³

Tout le programme d'études (méthodes d'enseignement, contenu des cours et choix des sujets inclus) doit être orienté vers la paix.

L'éducation à la paix consiste en des activités qui favorisent le savoir, les compétences et les attitudes qui permettent aux gens de tous les âges et de toutes les couches de la société d'adopter de nouveaux comportements visant à éviter les conflits, à régler des conflits de manière pacifique ou à créer un climat social favorisant la paix.²⁸⁴

Le projet *Peace Education in Serbia* avait pour but « d'aider les administrateurs, les élèves et les enseignants à faire de leurs écoles des endroits plus pacifiques »²⁸⁵. Six écoles serbes ont choisi d'adhérer au projet²⁸⁶. Il s'est déroulé

²⁸² Hetty Van Gorp, « Vers la paix à l'école: le réseau Peaceful Schools International en Irlande du Nord et en Serbie », dans *Faire la Paix: Concepts et Pratiques de la Consolidation de la Paix*, sous la dir. de Yvan Conoir et Gérard Verna, Laval: Les Presses de l'Université Laval, 2005, p.407 : « [c'est] un projet de collaboration entre les PSI et le Bureau canadien de l'éducation internationale, financé par l'Unité de la consolidation de la paix de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

²⁸³ *Ibid.*, p.403.

²⁸⁴ *Ibid.*, p.403.

²⁸⁵ *Ibid.*, p.395

²⁸⁶ *Ibid.*, p.402: Un des principes fondateurs du réseau PSI demande que « l'affiliation soit volontaire –les élèves, les professeurs et les administrateurs conviennent tous de poser la candidature de l'école ».

en trois temps: il a d'abord fallu intégrer les écoles serbes, qui le demandaient, au réseau PSI. Cette phase d'intégration s'accompagne d'une période de formation intensive et de perfectionnement professionnel pour les administrateurs et les professeurs. Puis dans un second temps, il a fallu concevoir un programme d'études qui correspondent aux besoins. Et, au terme de l'expérience, une évaluation a été faite pour établir un bilan. Le projet est aujourd'hui terminé, toutefois les écoles ayant participé ont tenu à garder des liens avec le réseau PSI.

Pour les enfants serbes qui n'ont connu que la guerre, le projet Peace Education in Serbia leur a permis de s'ouvrir à une culture de la paix et de « surmonter les effets de la guerre des Balkans sur leurs vies personnelles, leurs familles, leurs études »²⁸⁷. Une telle expérience permet de casser le cercle de la violence et de la haine interethnique, dans un premier temps à l'école, puis progressivement au sein de la société. En effet, le projet pousse les jeunes à modifier leur comportement et à s'ouvrir à la différence.

Ces deux exemples démontrent que l'éducation peut jouer un rôle actif pour inverser certaines tendances qui portent atteinte à la paix et à la sécurité. Dans les deux exemples cités, les programmes d'enseignement ont permis aux différents groupes d'explorer les causes et les conséquences des conflits ; de renouer des liens forts entre eux ; de diffuser et de renforcer la compréhension mutuelle en tenant compte de l'altérité qui se manifeste à différents niveaux : ethnique, religieux, politique et autres. Ainsi, l'éducation est un véritable instrument de paix²⁸⁸ et de réconciliation, qui aide à aborder les questions de pluralisme, de culture, d'identité, et autres, dans le respect, la dignité et la tolérance.

La réconciliation suppose une reconnaissance des événements passés, et la volonté de les dépasser et de construire à neuf en restaurant une relation positive entre

²⁸⁷ *Ibid.*, p.408.

²⁸⁸ Dominique Moïsi, « La réconciliation. Introduction », *Politique Etrangère*, n°4, hiver 1993/1994, p.875

les adversaires. Elle implique également des changements profonds au niveau des représentations, du comportement, et des structures sociales. Pour ce faire, le processus doit se dérouler dans la vérité et la justice. « Le risque existe de réduire la réconciliation à une série d'étapes logiques. Une rechute est véritablement possible à chaque étape, et les étapes ne se suivent pas toujours dans l'ordre établi. Elles restent toutefois des ingrédients essentiels pour une réconciliation durable.²⁸⁹ »

Pour observer des changements dans le comportement et le mode de pensée, il faut également que le processus de réconciliation accorde une réelle importance à l'éducation des plus jeunes. L'originalité du processus de réconciliation est qu'il fait de la vérité, de la justice et de l'éducation les piliers de la réussite de la paix à long terme.

Au terme de cette discussion, quelles sont les conclusions que nous pouvons tirer ?

Il nous a semblé important dans un premier temps de bien définir le concept de réconciliation. Le terme se prête à différentes interprétations. Toutefois, nous avons retenu que le processus de réconciliation se distingue des autres approches en résolution de conflit à deux niveaux : la ligne de conduite recherchée et les principes mis en avant. Le processus de réconciliation vise à établir une paix durable. Pour atteindre cet objectif, le processus doit : s'adapter au contexte, aspirer à dépasser le conflit, et ne pas chercher à imposer une solution ou une approche. Cette ligne de conduite doit s'appuyer sur trois grands principes pour assurer la réussite de la

²⁸⁹ International Institute for Democracy and International Assistance, « La réconciliation après un conflit violent », dans *Faire la Paix: Concepts et Pratiques de la Consolidation de la Paix*, sous la dir. de Yvan Conoir et Gérard Verna, Ste.Foy: Les Presses de l'Université Laval, 2005, p.45.

réconciliation à long terme, qui sont : la vérité, la justice et l'éducation. Cette définition a posé les bases de la réponse à la question soulevée dans notre introduction.

Dans un second temps, nous avons essayé de voir et de comprendre pourquoi la réconciliation était la seule approche viable en résolution de conflit dans le monde de l'après-guerre froide. La fin de la bipolarité demande à ce que nous cherchions les meilleures manières de gérer et de résoudre les crises. En effet, suite aux cinquante années de « stabilité » s'ouvre une ère d'instabilité profonde caractérisée par le retour des guerres sauvages. Or, à de nombreuses reprises les acteurs non belligérants n'ont su que proposer des réponses partielles aux questions litigieuses entre les partis en conflit. L'avantage du processus de réconciliation est qu'il s'adapte à ce nouveau contexte et, à l'instar des autres approches en résolution de conflits, il répond aux caractéristiques nouvelles du monde post bipolarité. Par ailleurs, c'est un processus qui vise non pas à régler le différend, mais à le dépasser. C'est là toute la force du processus de réconciliation. De plus, c'est un processus qui ne cherche pas l'imposition de la paix, mais qui au contraire amène les belligérants à vouloir la paix et la construire ensuite.

En troisième et dernière partie, nous avons montré que la réussite du processus de réconciliation ne doit pas seulement dépendre d'une marche à suivre, mais doit également s'appuyer sur certains principes tels que la vérité, la justice et l'éducation. Le processus de réconciliation suppose une reconnaissance des événements passés, et la volonté de les dépasser et de construire à neuf en restaurant une relation positive entre les adversaires. Une fois établie la vérité sur les faits, il est nécessaire d'avoir recours à la justice pour condamner les auteurs des violences. Cette démarche est importante, car elle permet de restaurer la dignité des victimes, la paix et l'harmonie au sein de la communauté. Ensuite, il est important d'éveiller la conscience des plus jeunes pour faire en sorte que le conflit ne se reproduise plus, et

qu'il ne puisse se reproduire. L'éducation entraîne des changements profonds au niveau des représentations, du comportement et des structures sociales. Ce sont ces changements qui entérinent le processus de réconciliation.

A la lumière de ce que nous avons pu observer, peut-on dire que la réconciliation se pose comme une alternative possible et envisageable en résolution de conflit, dans le contexte de l'après-guerre froide ?

Sans réconciliation, il n'y aura pas de paix durable à l'échelle internationale. Dans le monde de l'après-guerre froide, la réconciliation se pose comme une nécessité impérative en résolution de conflit. Elle seule peut briser le cercle vicieux de la haine et de la violence. « Ce n'est qu'en construisant la réconciliation comme un élément vital, d'importance égale, du puzzle, aux côtés de l'économie, de la politique, de la justice et des autres éléments de l'édification complexe de la paix qu'une société peut passer en toute confiance d'un passé divisé à un avenir partagé »²⁹⁰. Toutefois, mettre en place un processus de réconciliation est une oeuvre difficile et nécessite des investissements importants en argent et en énergie, mais surtout en temps passé. Les motivations doivent être fortes et sans cesse renouvelées. C'est pourquoi ce concept a du mal à s'imposer en théories des relations internationales.

²⁹⁰ David Bloomfield, *Op.Cit.*, p.215.

CONCLUSION

« Le monde humain est conflictuel »²⁹¹. Nombreux sont ceux qui ont fait ce constat, et qui se sont interrogés pour savoir comment faire progresser les choses. En d'autres mots, ils ont cherché à trouver des moyens qui pourraient aider à dépasser l'état de conflictualité. Cette recherche a donné naissance à un nouveau champ d'étude : la résolution de conflit. En développant une science de la paix, le but était de prévenir la résurgence des guerres à l'échelle internationale. Or, le XXe siècle a connu trois grands affrontements successifs : la Première Guerre mondiale (1914-1919), la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), et la guerre froide (1945-1989). En 1989, beaucoup espèrent l'avènement d'un monde sans guerres. Il n'en est rien : les conflits persistent. La fin de l'antagonisme a, par ailleurs, radicalement modifié la nature de la conflictualité à l'échelle internationale. Il semble ainsi plus difficile de donner sens aux conflits de l'après-guerre froide et de les résoudre.

C'est de ce constat qu'est issue notre problématique qui porte à la fois sur la crise en résolution de conflit, qui selon nous est due au fait que les approches adoptées, par les acteurs non belligérants²⁹², ne répondent pas aux caractéristiques des conflits de l'après-guerre froide ; et, d'autre part, sur comment sortir de la crise en proposant une alternative nouvelle.

Ce travail s'efforce de faire avancer le débat portant sur l'avenir de la paix à l'échelle internationale, en s'intéressant plus particulièrement à la résolution des conflits dans le monde de l'après-guerre froide. Nous sommes conscients qu'il existe une multitude de façons d'étudier la résolution de conflits, plusieurs problématiques à soulever et surtout, d'éléments à considérer. Cependant, nous nous sommes limités à

²⁹¹ Dominique David, *Sécurité : L'Après-New-York*, Paris : Presses de Science Politique, 2002, p.23.

²⁹² Se référer à la définition du concept : « note 5 - Introduction 3 ».

comprendre d'où provenait la difficulté à résoudre les conflits post bipolarité. Et, à partir de ce questionnement, nous avons proposé une alternative possible en résolution de conflit.

La question centrale qui a stimulé la discussion est la suivante :

Devant le changement dans la nature des conflits à l'échelle internationale, et devant la difficulté de trouver des solutions adaptées et durables, pouvons-nous proposer une alternative en résolution de conflits ?

Partant de cette interrogation, nous avons analysé l'évolution de l'ordre international et de la nature des conflits depuis la guerre froide. Nous nous sommes également intéressés, à partir de l'exemple de la guerre en ex-Yougoslavie, à voir quel impact cette évolution pouvait avoir sur la résolution de conflits dans l'après-guerre froide. En constatant les difficultés rencontrées pour rétablir et maintenir la paix dans cette région, nous nous sommes interrogés pour savoir s'il n'existait pas de meilleures approches en résolution de conflits. Nous nous sommes tournés vers le processus de réconciliation. Ce processus unique a connu de véritables succès dans le domaine de la résolution de conflits. Nous disposons de plusieurs exemples qui en témoignent : la réconciliation franco-allemande, la Commission Vérité et Réconciliation, les juridictions *Gacaca*, l'OFAJ ou encore le projet Peace Education in Serbia.

L'intérêt du sujet réside dans deux éléments principaux : les faiblesses en résolution des conflits et, les solutions à proposer pour arriver à dépasser ces limites. Ainsi, il est apparu nécessaire d'examiner la crise en résolution des conflits à partir d'un exemple concret, la gestion de la crise en ex-Yougoslavie, pour mettre en relief les difficultés rencontrées. Cette approche nous a permis par la suite d'établir les solutions à envisager pour sortir de cet état de crise en résolution des conflits. Nous avons pu ainsi faire une analyse comparative entre d'un côté ce qui n'allait pas, et ce qu'il

serait bon de faire pour combler les lacunes dans le domaine de la gestion des conflits.

Chacun des thèmes abordés développe une des composantes de la question centrale de ce mémoire. Chacun soulève également un questionnement particulier.

1. Quelles sont les particularités du système bipolaire ? et en quoi le nouvel ordre international s'en distingue-t-il ?
2. Comment expliquer la crise en résolution de conflits depuis la fin de la guerre froide ?
3. Quelle alternative proposer pour sortir de la crise en résolution de conflits ?

Les principaux objectifs étaient d'identifier, dans un premier temps, les nouvelles caractéristiques des conflits post guerre froide ; pour montrer, dans un second temps, que les approches employées en résolution de conflits sont inadaptées, et ne répondent plus aux nouvelles particularités de ceux-ci. Un troisième objectif était de démontrer comment la réconciliation se pose comme une alternative à envisager en résolution de conflits dans le monde de l'après-guerre froide.

Notre démarche a été d'essayer d'atteindre ces trois objectifs. Pour y parvenir, nous avons organisé le travail en trois parties : *l'ordre international de la guerre froide à aujourd'hui*, est l'objet du premier chapitre. Le second chapitre traite du *conflit en ex-Yougoslavie comme une illustration de la résolution des conflits dans l'après-guerre froide*. Et le dernier chapitre présente *le processus de réconciliation comme une alternative en résolution de conflit dans le monde de l'après-guerre froide*.

Nous avons essayé de démontrer que la réconciliation s'impose comme la seule approche viable en résolution de conflit. Sa force est qu'elle peut facilement s'adapter à différents contextes, plus particulièrement à celui de l'après-guerre froide. Par ailleurs, c'est un processus qui vise non pas uniquement au règlement du conflit, mais qui oeuvre à son dépassement pour instaurer une paix durable. L'exemple de la

réconciliation franco-allemande, bien qu'il ne fasse pas référence à un conflit de l'après-guerre froide, en est l'illustration. Une autre particularité du processus est qu'il ne s'impose pas. Or, dans le monde actuel, en résolution de conflit on parle de plus en plus du concept d'imposition de la paix. Les opérations de maintien de la paix de seconde génération se sont construites autour de ce principe. En imposant la paix, on fait taire les armes mais on ne règle pas les fondements du conflit. L'expérience en Bosnie (1992-1995) en témoigne. De plus, l'imposition de la paix entraîne inévitablement des conséquences négatives pour le pays concerné, mais pas nécessairement sur le gouvernement visé. D'où la nécessité actuelle de penser non plus en termes d'imposition mais de réconciliation. Ce procédé facilite le retour au dialogue et à la compréhension mutuelle entre les anciens adversaires.

Le processus de réconciliation suppose un changement profond d'attitude, de comportement et de mentalités de la part des anciens belligérants. Cela se fait par étapes. Les trois étapes charnières sont : la reconnaissance des faits, la justice et l'éducation des plus jeunes. L'exemple de la Commission vérité et réconciliation en Afrique du Sud souligne l'importance à accorder à la reconnaissance des faits et à la recherche de la vérité. Ces deux principes doivent être au coeur du processus de réconciliation. Ensuite, la mise en place des juridictions *Gacaca* au Rwanda démontre que sans justice, la réconciliation est difficile, voire impossible. Enfin, les activités de l'Office franco-allemand pour la jeunesse et du projet Peace Education in Serbia témoignent de l'importance de l'éducation dans le processus de réconciliation. En effet, l'éducation peut ouvrir à la paix, la compréhension et la tolérance.

Au terme de ce travail, quelques constats s'imposent : la crise en résolution de conflit existe, et va se poursuivre si l'on adopte pas une nouvelle approche ; la réconciliation peut apporter les réponses à la crise, c'est la raison pour laquelle ce processus se pose comme une nécessité impérative en résolution des conflits ; sans vérité, justice, éducation et réconciliation il n'y aura pas de paix durable à l'échelle

internationale ; le processus de réconciliation est le seul à pouvoir briser le cercle vicieux de la haine et de la violence. D'autres domaines, que nous n'avons pas abordés ici, car ils ne relèvent pas de la problématique, ont tout autant à gagner du processus de réconciliation : le rapport à l'autre, le dialogue inter-religieux, la diminution des écarts de développement qui, faute de réponses durables, génèrent à leur tour, des conflits.

En ce début de XXI^{ème} siècle, nous avons cherché à montrer que les questions de crise en résolution de conflits et de réconciliation sont pertinentes. Sans avoir l'ambition d'y avoir totalement répondu, au moins peut-on conserver celle d'avoir contribué à la discussion.

APPENDICE A
TABLEAUX ET GRAPHIQUES

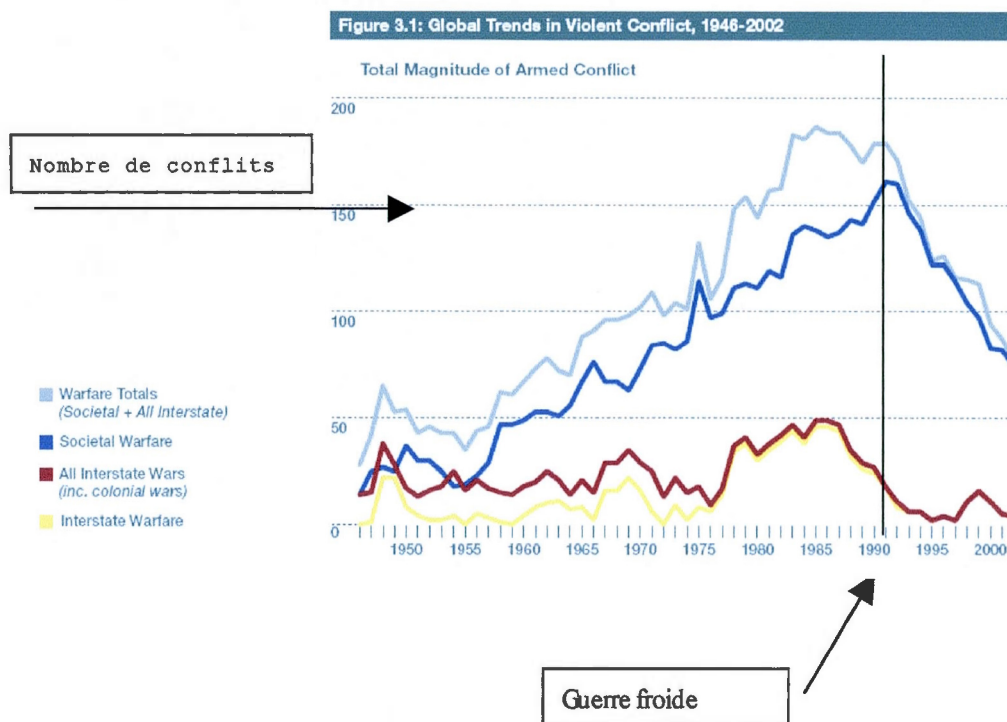
A.1. Recension des guerres civiles de 1989 à 1998	99
A.2. Tendances générales des conflits violents de 1945 à 2002	100
A.3. Evolution du nombre des conflits à l'échelle internationale	101
A.4. OFAJ chiffres clé	102

A.1 RECENSION DES GUERRES CIVILES DE 1989 À 1998

AFRIQUE	EUROPE	CAUCASE	AMERIQUES	ASIE
Libéria, 1989-1996	Croatie, 1991-1995	Nagorny-Karaback (Azebaïdjan), depuis 1992	Haïti, 1991-1995	Tadjikistan, 1992-1996
Rwanda, depuis 1990	Transnistrie (Moldova), depuis 1992			
Sierra-Leone, depuis 1991	Bosnie- Herzégovine, 1992-1995	Ossétie du Sud (Géorgie), depuis 1992	Mexique, depuis 1994	Afghanistan, depuis 1992
Somalie, depuis 1991	Albanie, 1997	Abkhazie (Géorgie), depuis 1992		
Algérie, depuis 1992	Kosovo (RFY), depuis 1997	Tchéchénie (Russie), depuis 1994		
Burundi, depuis 1993				
Zaïre, 1996-1997				
République Centre- Africaine, 1996- 1998				

Tableau réalisé à partir d'informations données par Dario Battistella,
Guerres et conflits dans l'après-guerre froide,
 Paris : La Documentation Française, 1998, p.113-116

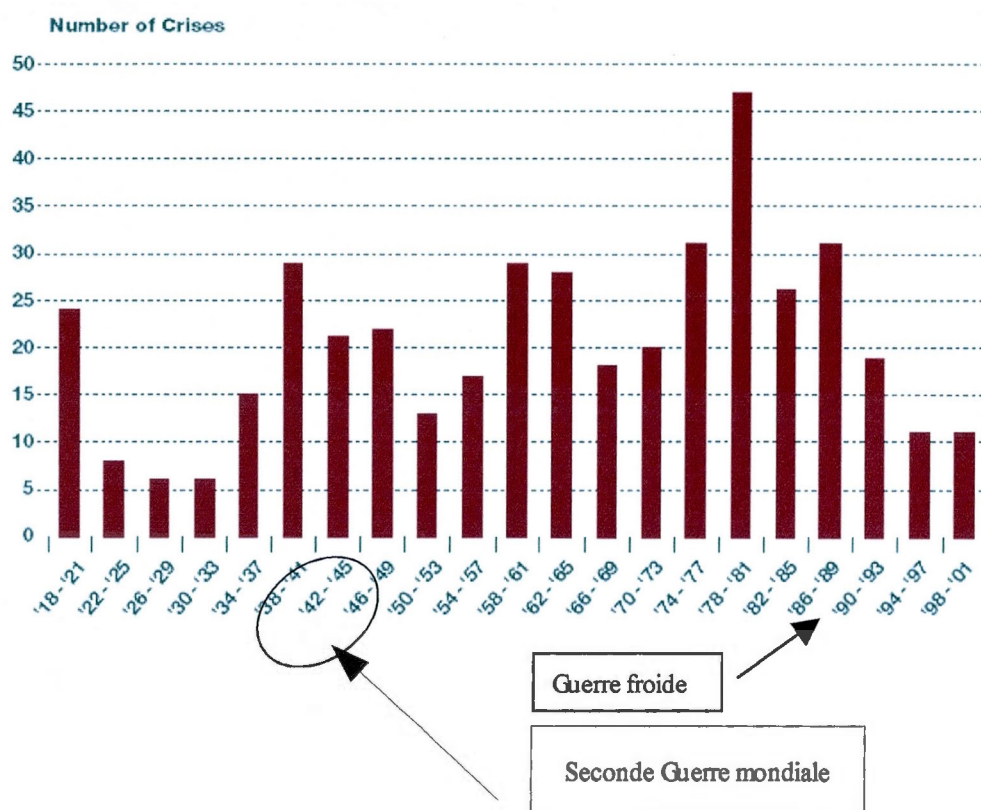
A.2 TENDANCES GÉNÉRALES DES CONFLITS VIOLENTS DE 1945 À 2002



Tiré du livre de Monty G. Marshall et Ted Robert Gurr,
Peace and Conflict 2003, Maryland : University of Maryland, 2003, p.12.

A.3 EVOLUTION DU NOMBRE DES CONFLITS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

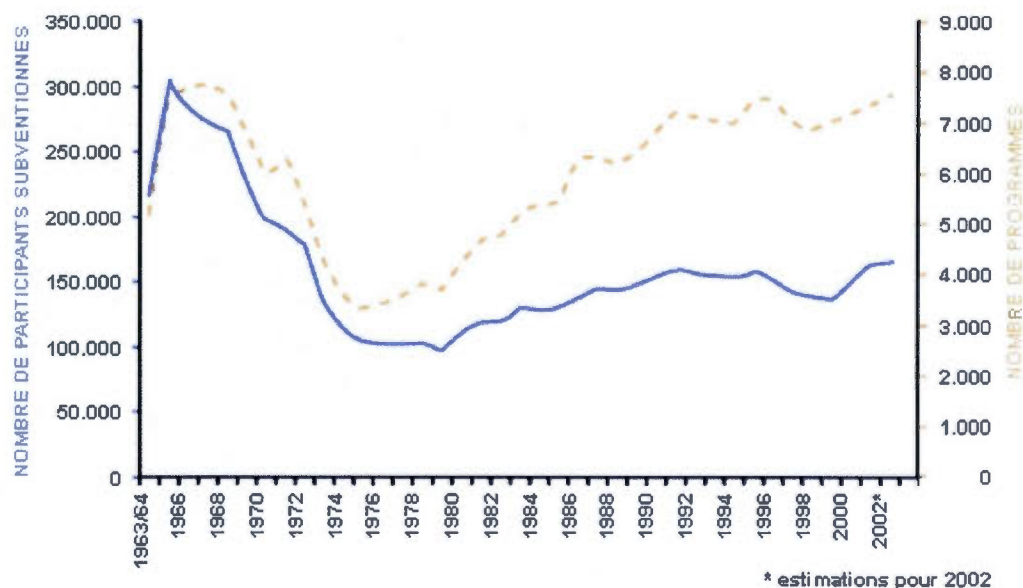
Figure 7.1: Number of Crises, in 4 Year Periods



Tiré du livre de Monty G. Marshall et Ted Robert Gurr,

Op.Cit., p.44.

OFAJ Chiffres Clefs



Nombre de participants, par année aux programme proposés par l'OFAJ de 1963 à 2002



Nombre de participants, par année aux programme proposés par l'OFAJ de 1963 à 2002

Source OFAJ : <http://www.ofaj.org/fr/ofaj/default.htm>

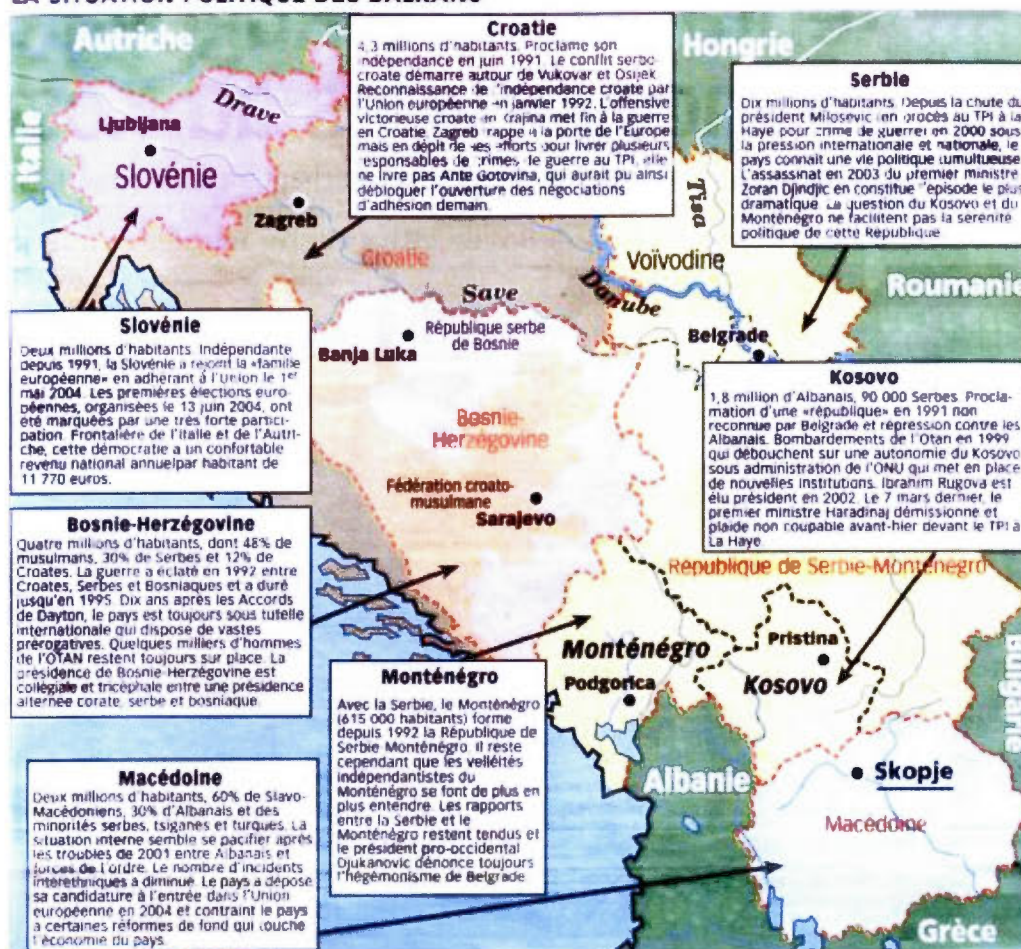
APPENDICE B

CARTES

B.1.Situation politique dans les Balkans	104
B.2.Plan Vance-Owen	105
B.3.Plan Owen-Stoltenberg	106
B.4.Plan du Groupe Contact	107
B.5.Zones de sécurité ou de protection de l'ONU et territoires tenus par les belligérants en juin 1995	108
B.6.La paix pour la Bosnie-Herzégovine	109

B.1 LA SITUATION POLITIQUE DANS LES BALKANS

LA SITUATION POLITIQUE DES BALKANS

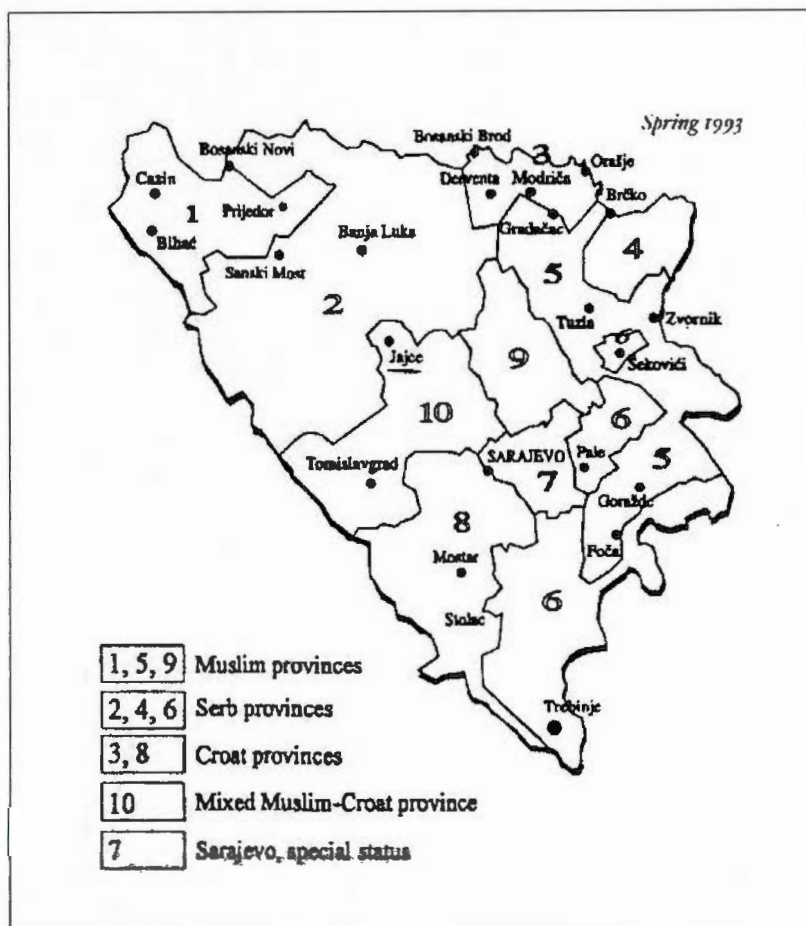


Tiré de l'article de Benoît Hiberty,

« L'attentat contre Rugova accroît les incertitudes au Kosovo », *La Croix*, Mercredi

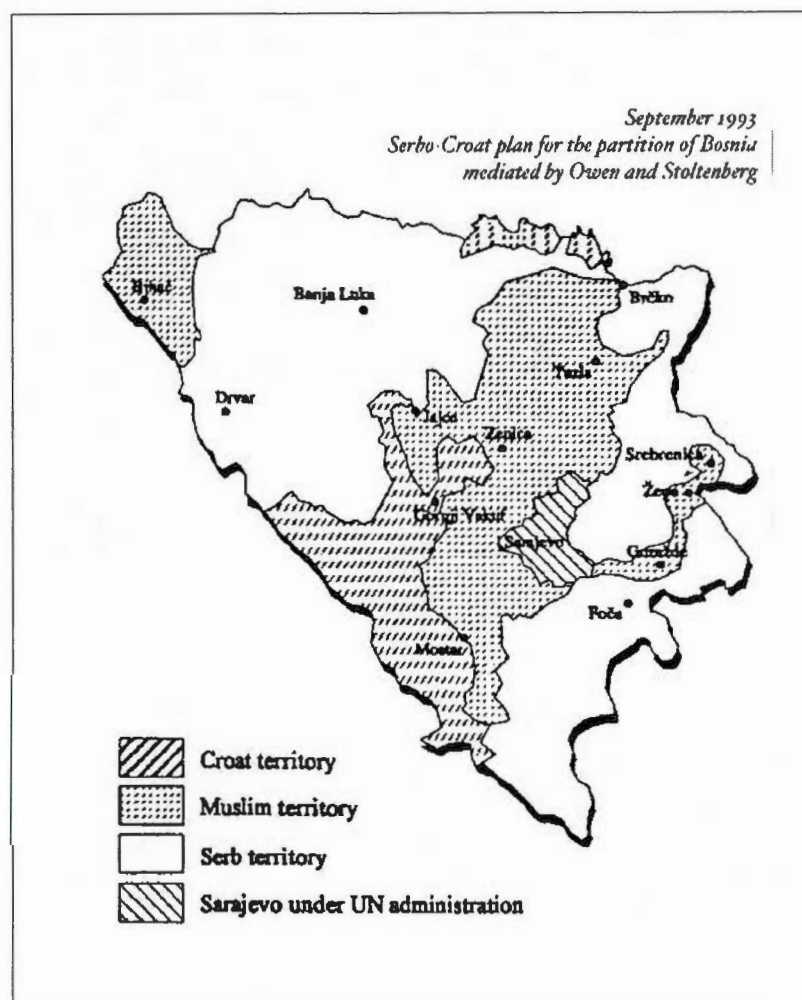
16 mars 2005, p.4.

B.2 PLAN VANCE-OWEN

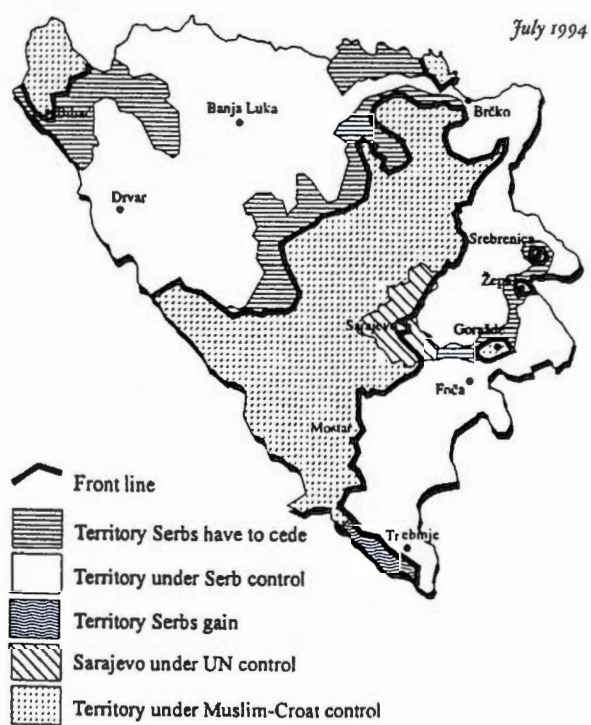


Tiré du livre de Laura Silber et Allen Little,
Yugoslavia. Death of a nation, New-York: Penguin Group, 1996, p.II.

B.3 PLAN OWEN-STOLTENBERG

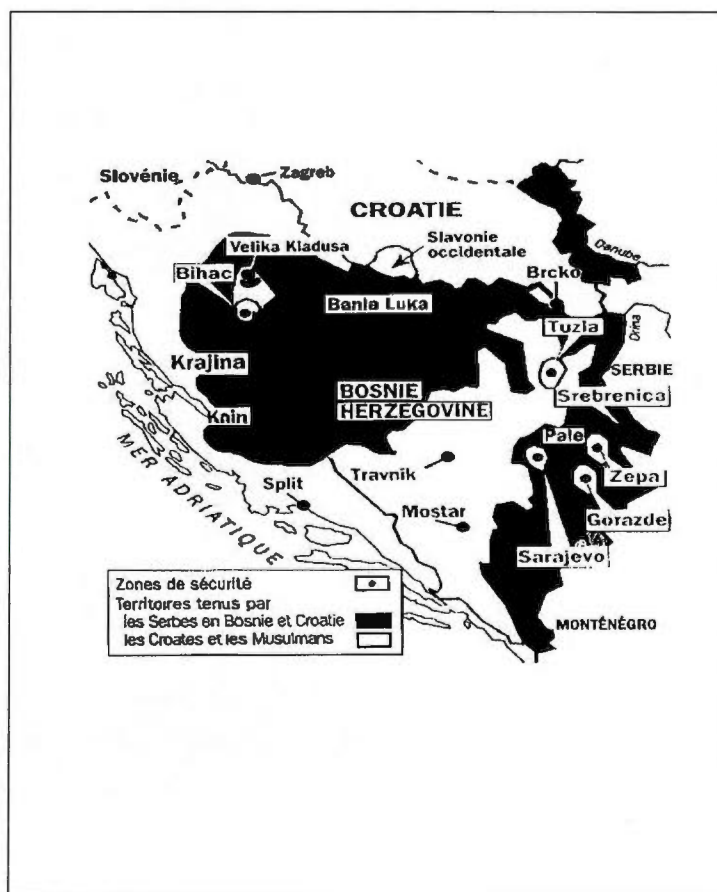


Tiré du livre de Laura Silber et Allen Little,
Op.Cit., p.12.

B.4 PLAN DU GROUPE CONTACT

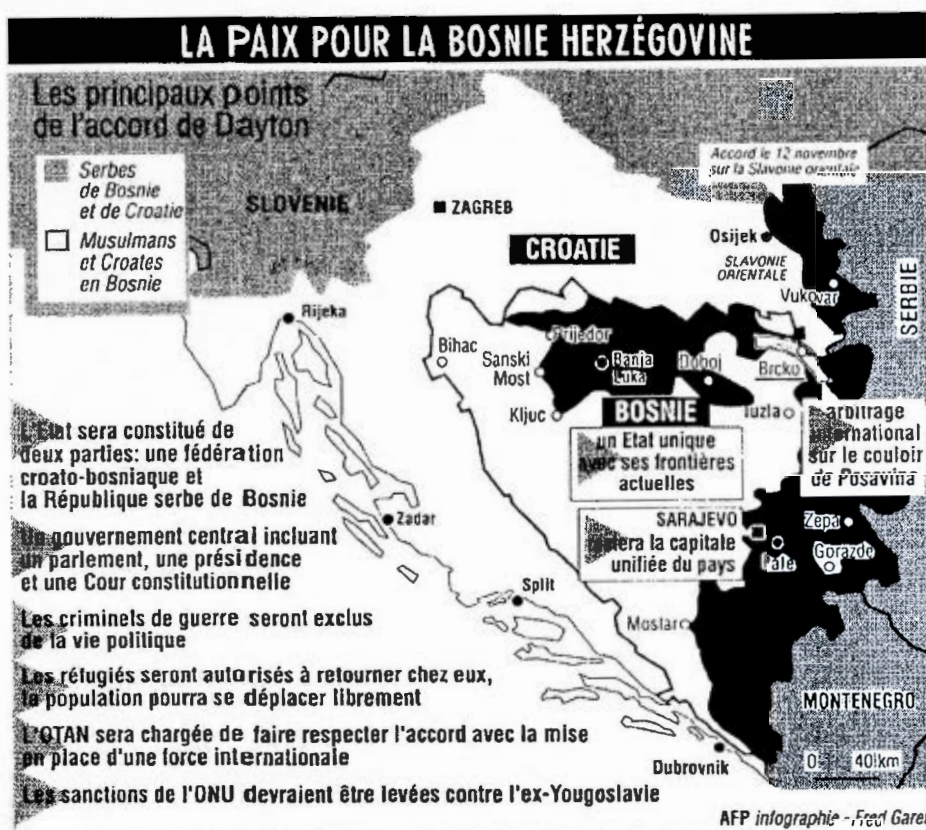
Tiré du livre de Laura Silber et Allen Little,
Op.Cit., p.13.

**B.5 ZONES DE SÉCURITÉ OU DE PROTECTION DE L'ONU
ET TERRITOIRES TENUS PAR LES BELLIGÉRANTS EN JUIN 1995**



Tiré de la revue *Le Nouvel Observateur*,
n°1595, 1er -7 juin, 1995, p.22.

B.6 LA PAIX POUR LA BOSNIE-HERZÉGOVINE



Tiré du Journal *Le Devoir*,

22 novembre 1995.

APPENDICE C

TEXTES ET DOCUMENTS IMPORTANTS

C.1.Chapitre VI de la Charte des Nations Unies	111
C.2.Chapitre VII de la Charte des Nations Unies	112
C.3.Résolution 743	114
C.4.Résolution 713	118
C.5.Résolution 824	123

C.1 CHAPITRE VI DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Charte des Nations Unies Chapitre VI Règlement pacifique des différends

Article 33

1. Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. 2. Le Conseil de sécurité, s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend par de tels moyens.

Article 34

Le Conseil de sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend, afin de déterminer si la prolongation de ce différend ou de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Article 35

1. Tout Membre de l'Organisation peut attirer l'attention du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale sur un différend ou une situation de la nature visée dans l'Article 34.
2. Un Etat qui n'est pas Membre de l'Organisation peut attirer l'attention du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale sur tout différend auquel il est partie, pourvu qu'il accepte préalablement, aux fins de ce différend, les obligations de règlement pacifique prévues dans la présente Charte.
3. Les actes de l'Assemblée générale relativement aux affaires portées à son attention en vertu du présent Article sont soumis aux dispositions des Articles 11 et 12.

Article 36

1. Le Conseil de sécurité peut, à tout moment de l'évolution d'un différend de la nature mentionnée à l'Article 33 ou d'une situation analogue, recommander les procédures ou méthodes d'ajustement appropriées.
2. Le Conseil de sécurité devra prendre en considération toutes procédures déjà adoptées par les parties pour le règlement de ce différend.
3. En faisant les recommandations prévues au présent Article, le Conseil de sécurité doit aussi tenir compte du fait que, d'une manière générale, les différends d'ordre juridique devraient être soumis par les parties à la Cour internationale de Justice conformément aux dispositions du Statut de la Cour.

Article 37

1. Si les parties à un différend de la nature mentionnée à l'Article 33 ne réussissent pas à le régler par les moyens indiqués audit Article, elles le soumettent au Conseil de sécurité.
2. Si le Conseil de sécurité estime que la prolongation du différend semble, en fait, menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il décide s'il doit agir en application de l'Article 36 ou recommander tels termes de règlement qu'il juge appropriés.

Article 38

Sans préjudice des dispositions des Articles 33 à 37, le Conseil de sécurité peut, si toutes les parties à un différend le demandent, faire des recommandations à celles-ci en vue d'un règlement pacifique de ce différend.

Source : <http://www.un.org/french/aboutun/charte6.htm>

C.2 CHAPITRE VII DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

Charte des Nations Unies

Chapitre VII

Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression

Article 39

Le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux Articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Article 40

Afin d'empêcher la situation de s'aggraver, le Conseil de sécurité, avant de faire les recommandations ou de décider des mesures à prendre conformément à l'Article 39, peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables. Ces mesures provisoires ne préjugent en rien les droits, les prétentions ou la position des parties intéressées. En cas de non-exécution de ces mesures provisoires, le Conseil de sécurité tient dûment compte de cette défaillance.

Article 41

Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.

Article 42

Si le Conseil de sécurité estime que les mesures prévues à l'Article 41 seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, il peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de Membres des Nations Unies.

Article 43

1. Tous les Membres des Nations Unies, afin de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'engagent à mettre à la disposition du Conseil de sécurité, sur son invitation et conformément à un accord spécial ou à des accords spéciaux, les forces armées, l'assistance et les facilités, y compris le droit de passage, nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales.
2. L'accord ou les accords susvisés fixeront les effectifs et la nature de ces forces, leur degré de préparation et leur emplacement général, ainsi que la nature des facilités et de l'assistance à fournir.
3. L'accord ou les accords seront négociés aussitôt que possible, sur l'initiative du Conseil de sécurité. Ils seront conclus entre le Conseil de sécurité et des Membres de l'Organisation, ou entre le Conseil de sécurité et des groupes de Membres de l'Organisation, et devront être ratifiés par les Etats signataires selon leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 44

Lorsque le Conseil de sécurité a décidé de recourir à la force, il doit, avant d'inviter un Membre non représenté au Conseil à fournir des forces armées en exécution des obligations contractées en vertu de l'Article 43, convier ledit Membre, si celui-ci le désire, à participer aux décisions du Conseil de sécurité touchant l'emploi de contingents des forces armées de ce Membre.

Article 45

Afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des Membres des Nations Unies maintiendront des contingents nationaux de forces aériennes immédiatement utilisables en vue de l'exécution combinée d'une action coercitive internationale. Dans les limites prévues par l'accord spécial ou les accords spéciaux mentionnés à l'Article 43, le Conseil de sécurité, avec l'aide du Comité d'état-major, fixe l'importance et le degré de préparation de ces contingents et établit des plans prévoyant leur action combinée.

Article 46

Les plans pour l'emploi de la force armée sont établis par le Conseil de sécurité avec l'aide du Comité d'état-major.

Article 47

1. Il est établi un Comité d'état-major chargé de conseiller et d'assister le Conseil de sécurité pour tout ce qui concerne les moyens d'ordre militaire nécessaires au Conseil pour maintenir la paix et la sécurité internationales, l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, la réglementation des armements et le désarmement éventuel.
2. Le Comité d'état-major se compose des chefs d'état-major des membres permanents du Conseil de sécurité ou de leurs représentants. Il convie tout Membre des Nations Unies qui n'est pas représenté au Comité d'une façon permanente à s'associer à lui, lorsque la participation de ce Membre à ses travaux lui est nécessaire pour la bonne exécution de sa tâche.
3. Le Comité d'état-major est responsable, sous l'autorité du Conseil de sécurité, de la direction stratégique de toutes forces armées mises à la disposition du Conseil. Les questions relatives au commandement de ces forces seront réglées ultérieurement.
4. Des sous-comités régionaux du Comité d'état-major peuvent être établis par lui avec l'autorisation du Conseil de sécurité et après consultation des organismes régionaux appropriés.

Article 48

1. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales sont prises par tous les Membres des Nations Unies ou certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil.
2. Ces décisions sont exécutées par les Membres des Nations Unies directement et grâce à leur action dans les organismes internationaux appropriés dont ils font partie.

Article 49

Les Membres des Nations Unies s'associent pour se prêter mutuellement assistance dans l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil de sécurité.

Article 50

Si un Etat est l'objet de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de sécurité, tout autre Etat, qu'il soit ou non Membre des Nations Unies, s'il se trouve en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution desdites mesures, a le droit de consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ces difficultés.

Article 51

Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Source : <http://www.un.org/french/aboutun/charte7.htm>

C.3 RÉSOLUTION 743

Résolution 743 (1992)

du 21 février 1992

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 713 (1991) du 25 septembre 1991, 721 (1991) du 27 novembre 1991, 724 (1991) du 15 décembre 1991, 727 (1992) du 8 janvier 1992 et 740 (1992) du 7 février 1992,

Prenant acte du nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 721 (1991) du Conseil de sécurité, en date des 15 et 19 février 1992³⁵, ainsi que de la demande, mentionnée dans cette résolution, présentée par le Gouvernement yougoslave le 26 novembre 1991³⁶ en vue de la mise en place en Yougoslavie d'une opération de maintien de la paix,

Notant en particulier que le Secrétaire général estime que les conditions permettant la mise en place rapide d'une force de protection des Nations Unies sont réunies et se félicitant de sa recommandation de créer ladite force avec effet immédiat,

Exprimant sa gratitude au Secrétaire général et à son représentant personnel pour la Yougoslavie pour leur contribution à la réalisation de conditions facilitant la mise en place d'une force de protection des Nations Unies et pour leur engagement continu à cette fin,

Constatant avec inquiétude que la situation en Yougoslavie continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales, comme souligné dans la résolution 713 (1991),

Notant que la lettre du président Franjo Tudjman, en date du 6 février 1992³³, dans laquelle celui-ci accepte pleinement et inconditionnellement la formule envisagée par le Secrétaire général ainsi que son plan définissant dans quelles conditions et dans quelles zones les forces des Nations Unies seraient mises en place élimine un autre obstacle à cet égard,

Notant également que l'application du plan de maintien de la paix des Nations Unies figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 11 décembre 1991³⁴ aidera la Conférence sur la Yougoslavie à parvenir à un règlement politique,

Rappelant qu'il a, en vertu de la Charte des Nations Unies, la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Rappelant également les dispositions du Chapitre VIII de la Charte,

Inquiet des indications selon lesquelles l'embargo sur les armes décrété par le Conseil dans sa résolution 713 (1991) n'est pas pleinement respecté, ainsi qu'il est noté au paragraphe 21 du rapport du Secrétaire général³⁵,

1. Réaffirme qu'il approuve, comme il l'a indiqué dans la résolution 724 (1991), le plan de maintien de la paix des Nations Unies figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 11 décembre 1991³⁴;

2. Se félicite des efforts que continuent de faire le Secrétaire général et son représentant personnel pour la Yougoslavie pour éliminer l'obstacle qui s'oppose encore à la mise en place en Yougoslavie d'une opération de maintien de la paix;

3. *Approuve* la proposition du Secrétaire général tendant à porter à soixante-quinze officiers au total l'effectif autorisé de la mission de liaison militaire;

4. *Prie* le Secrétaire général d'accélérer ses préparatifs de façon à être prêt à mettre en place une opération de maintien de la paix des Nations Unies immédiatement après que le Conseil en aura ainsi décidé;

5. *Note avec préoccupation* que le plan de maintien de la paix des Nations Unies n'a pas encore été pleinement et inconditionnellement accepté par tous ceux en Yougoslavie dont la coopération est essentielle pour en assurer le succès;

6. *Demande* à tous les Etats de continuer à prendre toutes les mesures voulues pour faire en sorte que les parties yougoslaves traduisent dans les faits leur acceptation sans réserve du plan de maintien de la paix des Nations Unies, s'acquittent de bonne foi de leurs engagements et coopèrent pleinement avec le Secrétaire général;

7. *Engage* les parties yougoslaves à coopérer pleinement avec la Conférence sur la Yougoslavie dans la recherche d'un règlement politique compatible avec les principes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et réaffirme

que le plan de maintien de la paix des Nations Unies et sa mise en oeuvre ne sont censés préjuger en aucune façon les conditions d'un règlement politique;

8. *Demande* à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 724 (1991) concernant la Yougoslavie, y compris en lui communiquant toute information portée à leur attention concernant des violations de l'embargo sur les armes décrété par le Conseil dans sa résolution 713 (1991);

9. *Décide* de rester activement saisi de la question jusqu'à ce qu'intervienne une solution pacifique.

Adoptée à l'unanimité à la 3049^e séance.

Décision

À sa 3055^e séance, le 21 février 1992, le Conseil a décidé d'inviter le représentant de la Yougoslavie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée "Nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 721 (1991) du Conseil de sécurité (S/23592 et Corr.1 et Add.1³)".

C.4 RÉSOLUTION 713

Résolution 713 (1991)

du 25 septembre 1991

Le Conseil de sécurité,

Conscient du fait que la Yougoslavie, par une lettre en date du 25 septembre 1991 remise au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies¹⁸³, a accueilli avec satisfaction la décision de convoquer une réunion du Conseil de sécurité,

Ayant entendu la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la Yougoslavie¹⁸⁴,

Profondément préoccupé par les combats en Yougoslavie, qui entraînent de lourdes pertes en vies humaines et des destructions matérielles, et par leurs conséquences pour les pays de la région, en particulier dans les zones frontalières des pays voisins,

Constatant avec inquiétude que la poursuite de cette situation crée une menace contre la paix et la sécurité internationales,

Rappelant sa responsabilité principale au titre de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Rappelant également les dispositions du Chapitre VIII de la Charte,

Se félicitant à cet égard des efforts déployés par la Communauté européenne et ses Etats membres, avec le soutien des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, pour rétablir le dialogue et la paix en Yougoslavie, notamment par l'organisation d'un cessez-le-feu, y compris l'envoi d'observateurs sur le terrain, la convocation d'une conférence sur la Yougoslavie, y compris les mécanismes mis en place dans son cadre, et la suspension de la livraison de tous armements et équipements militaires à la Yougoslavie,

Rappelant les principes pertinents contenus dans la Charte et prenant note dans ce contexte de la déclaration faite le 3 septembre 1991 par les Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, selon laquelle aucun gain ou changement territorial réalisé par la force à l'intérieur de la Yougoslavie n'est acceptable,

Prenant note de l'accord de cessez-le-feu signé le 17 septembre 1991 à Igalo ainsi que de celui signé le 22 septembre 1991,

Alarmé par les violations du cessez-le-feu et par la poursuite des combats,

Prenant acte de la lettre, en date du 19 septembre 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies¹⁸⁵,

Prenant acte également des lettres, en date des 19 et 20 septembre 1991, adressées au Président du Conseil de sécurité respectivement par le Représentant permanent du Canada¹⁸⁶ et par le Représentant permanent de la Hongrie¹⁸⁷ auprès de l'Organisation des Nations Unies,

Prenant acte en outre des lettres en date des 5 et 22 juillet, 6 et 21 août et 20 septembre 1991, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent des Pays-Bas¹⁸⁸, de la lettre, en date du 12 juillet 1991, qui lui a été adressée par le Représentant permanent de la Tchécoslovaquie¹⁸⁹, de la lettre, en date du 7 août 1991, qui lui a été adressée par les Représentants permanents de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord¹⁹⁰ et de celle, en date du 19 septembre 1991, qui lui a été adressée par le Représentant permanent de l'Australie¹⁹¹ ainsi que de la lettre, en date du 7 août 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Autriche¹⁹² et des lettres, en date des 29 août

et 4 et 20 septembre 1991, qui lui ont été adressées par les Représentants permanents de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord¹⁹³ auprès de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Donne son plein appui* aux efforts collectifs de paix et de dialogue en Yougoslavie déployés sous l'égide des Etats membres de la Communauté européenne, avec le soutien des Etats participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, conformément aux principes de ladite conférence;

2. *Donne également son plein appui* à tous les arrangements et à toutes les mesures résultant de ces efforts collectifs, tels que ceux décrits ci-dessus, notamment d'assistance et d'appui aux observateurs du cessez-le-feu, pour consolider un arrêt effectif des hostilités en Yougoslavie et assurer le bon déroulement du processus engagé dans le cadre de la Conférence sur la Yougoslavie;

3. *Invite* à cet effet le Secrétaire général à proposer sans délai son assistance, en consultation avec le Gouvernement yougoslave et tous ceux qui soutiennent les efforts mentionnés ci-dessus, et à faire rapport dès que possible au Conseil de sécurité;

4. *Demande instamment* à toutes les parties d'appliquer strictement les accords de cessez-le-feu des 17 et 22 septembre 1991;

5. *Lance un appel pressant* à toutes les parties et les encourage à régler leurs différends par des moyens pacifiques et par la négociation à la Conférence sur la Yougoslavie, y compris par le biais des mécanismes institués dans le cadre de la Conférence;

6. *Décide*, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, que tous les Etats mettront immédiatement en oeuvre, aux fins de l'établissement de la paix et de la stabilité en Yougoslavie, un embargo général et complet sur toutes les livraisons d'armements et d'équipements militaires à la Yougoslavie, et ce jusqu'à ce que le Conseil en décide autrement, après que le Secrétaire général aura eu des consultations avec le Gouvernement yougoslave;

7. *Demande* à tous les Etats de s'abstenir de toute action qui pourrait contribuer à accroître la tension et à empêcher ou retarder une issue pacifique et négociée au conflit yougoslave, qui permettrait à tous les Yougoslaves de décider de leur avenir et de le construire en paix;

8. *Décide* de rester activement saisi de la question jusqu'à ce qu'intervienne une solution pacifique.

Adopté à l'unanimité à la 3009^e séance.

C.5 Résolution 824

RESOLUTION 824 (1993)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3208e séance,
le 6 mai 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions pertinentes antérieures,

Réaffirmant également la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Bosnie-Herzégovine,

Avant examiné le rapport de la Mission du Conseil de sécurité en République de Bosnie-Herzégovine autorisée par la résolution 819 (1993), et en particulier ses recommandations tendant à ce que le concept de zones de sécurité soit élargi à d'autres villes nécessitant une telle sécurité (S/25700),

Réaffirmant de nouveau qu'il condamne toutes les violations du droit humanitaire international, en particulier le nettoyage ethnique et toutes les pratiques allant dans ce sens, ainsi que l'interdiction ou l'obstruction de l'accès de la population civile à l'aide humanitaire ou à des services tels que les soins médicaux et autres services essentiels,

Prenant en considération les besoins pressants sur le plan de la sécurité et de l'aide humanitaire de plusieurs villes de la République de Bosnie-Herzégovine, qui sont exacerbés par l'afflux constant de personnes déplacées, en particulier de malades et de blessés,

Prenant également en considération la requête officiellement présentée par la République de Bosnie-Herzégovine (S/25718),

Profondément préoccupé par la persistance des hostilités armées que les unités paramilitaires des Serbes de Bosnie mènent contre plusieurs villes de la République de Bosnie-Herzégovine et résolu à instaurer la paix et la stabilité dans l'ensemble du pays, et tout de suite dans les villes de Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde, Bihać ainsi que Srebrenica,

Convaincu que les villes menacées et leurs environs devraient être traités comme zones de sécurité à l'abri des attaques armées et de tout autre acte d'hostilité susceptibles de mettre en danger le bien-être et la sécurité de leurs habitants,

060593

93-26208 (F) 060593 060593

/...

Conscient, dans ce contexte, du caractère unique de la ville de Sarajevo qui, centre multiculturel, multi-ethnique et plurireligieux, constitue un exemple concret de coexistence entre les différentes communautés de la République de Bosnie-Herzégovine et de normalité dans leurs relations, et de la nécessité de préserver ce caractère et d'éviter toute nouvelle destruction,

Affirmant qu'aucune disposition de la présente résolution ne doit être interprétée comme contredisant l'esprit ou la lettre du plan de paix pour la République de Bosnie-Herzégovine ou y dérogeant de quelque manière que ce soit,

Convaincu que le fait de traiter les villes visées plus haut comme zones de sécurité contribuera à la mise en oeuvre à bref délai du plan de paix,

Convaincu également que de nouvelles mesures doivent être prises en tant que de besoin pour assurer la sécurité de toutes les zones de sécurité de ce type,

Rappelant les dispositions de la résolution 815 (1993) sur le mandat de la FORPRONU et, dans ce contexte, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Accueille avec satisfaction le rapport de la Mission du Conseil de sécurité créée en application de la résolution 819 (1993) et, en particulier, les recommandations qu'il contient concernant les zones de sécurité;
2. Exige que cesse immédiatement toute acquisition de territoire par la force;
3. Déclare que la capitale de la République de Bosnie-Herzégovine, Sarajevo, ainsi que les autres zones menacées, en particulier les villes de Tuzla, Zepa, Gorazda, Bihac, de même que Srebrenica, et leurs environs, devraient être traitées comme zones de sécurité par toutes les parties concernées et être à l'abri des attaques armées et de tout autre acte d'hostilité;
4. Déclare en outre que doivent être observés dans ces zones de sécurité :
 - a) La cessation immédiate des attaques armées et de tout acte d'hostilité contre ces zones de sécurité, et le retrait de ces zones de toutes les unités militaires ou paramilitaires des Serbes de Bosnie et leur repli à une distance à laquelle elles cessent de constituer une menace à la sécurité des zones en question et à celle de leurs habitants, retrait qui devra être contrôlé par les observateurs militaires des Nations Unies;
 - b) Le strict respect par toutes les parties du droit de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) et des organismes internationaux d'aide humanitaire d'accéder librement et sans entraves à toutes les zones de sécurité en République de Bosnie-Herzégovine, et le strict respect de la sécurité du personnel chargé des opérations;
5. Exige à cette fin que toutes les parties et autres intéressés coopèrent pleinement avec la FORPRONU et prennent toutes les mesures nécessaires pour respecter ces zones de sécurité;

6. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées afin de suivre la situation humanitaire dans les zones de sécurité et, à cet effet, autorise le renforcement de la FORPRONU par l'adjonction de 50 observateurs militaires des Nations Unies, avec le matériel et l'appui logistique correspondants, et à cet égard exige également que toutes les parties et tous les autres intéressés coopèrent pleinement et sans délai avec la FORPRONU;

7. Déclare que, au cas où l'une des parties ne se conformerait pas à la présente résolution, il est prêt à envisager immédiatement l'adoption de toutes mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour en assurer l'application intégrale, notamment pour faire respecter la sécurité du personnel des Nations Unies;

8. Déclare également que les arrangements pris en vertu de la présente résolution demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'aient été mises en œuvre les dispositions relatives à la cessation des hostilités, à la séparation des forces et au contrôle des armes lourdes, envisagées dans le plan de paix pour la République de Bosnie-Herzégovine;

9. Décide de rester saisi de la question.

BIBLIOGRAPHIE

- Allain, Marie-Françoise et al. (dir.), *L'ex Yougoslavie en Europe: De la Faillite des Démocraties au Processus de Paix*, Paris: L'Harmattan, 1997, 340 p.
- Amnesty International, *Rwanda, Gacaca: Une Question de Justice*, document public, index AI: AFR 47/007/02.
- Battistella, Dario, *Guerres et conflits dans l'après-guerre froide*, Paris : La Documentation Française, 1998, 120 p.
- Bertrand, Maurice, *La Fin de l'Ordre Militaire*, Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1996, 144 p.
- Binoche, Jacques, *Histoire des Relations Franco-Allemandes de 1789 à nos Jours*, Paris: Masson/Armand Colin, 1996, 324 p.
- Bloomfield, David, Barnes Teresa et Huyse Luc (dir.), *La Réconciliation après un Conflit Violent: Un Manuel*, Strönsborg: International IDEA , 2003, 220 p.
Disponible [en ligne]:
<http://www.idea.int/publications/reconciliation/upload/reconciliation-fr.pdf>
(consulté en mai 2005).
- Boidevaix, Francine, *Une Diplomatie Informelle pour l'Europe: Le Groupe de Contact Bosnie Fondation pour les Etudes de Défense*, Paris: La Documentation Française, 1997, 192 p.
- Boniface, Pascal, *Le Monde Contemporain: Grandes Lignes de Partage*, Paris: Presses Universitaires de France, 2001, 256 p.
- Boraine, Alex, Levy, Janet et Sheffer, Ronel (dir.), *Dealing with the Past: Truth and Reconciliation in South Africa*, Capetown: IDASA, 1994,
- Bougarel, Xavier, « Les Balkans, Dix Années d'Erreurs et d'Arrière-Pensées. L'Engrenage Désastreux du Découpage Ethnique », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1999, p.10-11.
- Boutros-Ghali, Boutros, *Agenda pour la Paix: Diplomatie Préventive, Rétablissement de la Paix, et Maintien de la Paix*, New-York: Nations Unies, 1992, 57 p.

- Brossard, Yves et Vidal, Jonathan, *L'Eclatement de la Yougoslavie de Tito: Désintégration d'une Fédération et Guerres Interethniques*, Laval: Les Presses de l'Université Laval, 2001, 368 p.
- Brounéus, Karen, *Reconciliation : Theory and Practise for Development Cooperation*, Uppsala (Suède): Uppsala Universitet, 2003, 80 p. Disponible [en ligne]: http://www.prc.uu.se/publications/other_pub/SIDA2982en_ReconWEB_brouneus.pdf (consulté en juin 2005).
- Burgess, Heidi et Burgess, Guy, *Encyclopedia of Conflict Resolution*, Santa Barbara: ABC-Clío, 1997, 356 p.
- Canivez, Patrice, « La France face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie », *Esprit*, mars-avril 1993, p.49-63.
- Carment, David, et James, Patrick (dir.), *Peace in the Midst of Wars: Preventing and Managing International Ethnic Conflicts*, Columbia: University of South Carolina Press, 1998, 333 p.
- Chaigneau, Pascal (dir.), *Les Grands Enjeux du Monde Contemporain*, Paris: Ellipses, 1996, 144 p.
- Chautard, Sophie, *L'Indispensable des Conflits du XXe Siècle*, Paris: Jeunes Editions, 2003 (2e ed.), 233 p.
- Colard, Daniel, *Le Partenariat Franco-Allemand: Du Traité de l'Elysée à la République de Berlin (1963-1999)*, Paris: Gualino Editeur, 1999, 96 p.
- Collon, Michel, *Pocker Menteur: Les Grandes Puissances, la Yougoslavie et les Prochaines Guerres*, Bruxelles: EPO, 1998, 379 p.
- Conoir, Yvan et Verna, Gérard (dir.), *Faire la Paix: Concepts et Pratiques de la Consolidation de la Paix*, Laval: Les Presses de l'Université de Laval, 2005, 789 p.
- Conseil de Sécurité des Nations Unies (1991), *Résolution 713*, S/RES/713, 25 septembre 1991. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1991/713f.pdf> (consulté en mars 2006)
- Conseil de Sécurité des Nations Unies (1992), *Résolution 743*, S/RES/743, 21 février 1992. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1992/743f.pdf> (consulté en mars 2005)

- Conseil de Sécurité des Nations Unies (1993), *Résolution 824*, S/RES/824, 6 mai 1993.
[Disponible en ligne] : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/824f.pdf>
(consulté en mars 2005)
- Conseil de Sécurité des Nations Unies (1993), *Résolution 827*, S/RES/827, 25 mai 1993. Disponible [en ligne] :
<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/827f.pdf> (consulté en mars 2005)
- Coulon, Jocelyn, *Les Casques Bleus*, Boucherville: Les Editions Fides, 1994, 349 p.
- Crnobrnja, Mihailo, *Le Drame Yougoslave*, Rennes: Editions Apogée, 1992, 175 p.
- Daudet, Yves, « Les Nations Unies en ex-Yougoslavie », dans *Les Nations Unies et l'ex-Yougoslavie*: Colloque des 12 et 13 Décembre 1997, Paris: Editions A. Pedone, 1998, 239 p.
- David, Charles-Philippe et Roche, Jean-Jacques, *Théories de la Sécurité*, Paris: Montchrestien, 2002, 160 p.
- De Jonge Oudraat, Chantal, « L'ONU, les conflits internes et le recours à la force », *Annuaire Français de Relations Internationales*, volume 1, Février 2000, p. 1-14.
Disponible [en ligne]: <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001201.pdf>
(consulté le 19 avril 2006)
- Defrance, Corine et Pfeil, Ulrich (dir.), *Le Traité de l'Elysée et les Relations Franco-Allemandes 1945-1963-2003*, Paris: CNRS, 2005, 268 p.
- Delors, Jacques (dir.), *Learning: The Treasure Within, Report to UNESCO of the International Commission on Education for the Twenty-first Century*, Paris: UNESCO Publishing, 1996, 99 p. Disponible [en ligne]:
<http://www.teacherswithoutborders.org/pdf/Delors.pdf> (consulté en mars 2006).
- Département de l'information des Nations Unies, *Les Casques Bleus: Les Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies*, New-York: Publication des Nations Unies, 1996 (3e ed.), 806 p.
- Derens, Jean-Arnault, « L'extrême droite poursuit sa progression », *La Croix*, le 5 octobre 2004, p.8.
- Derens, Jean-Arnault, « Au Kosovo, les Serbes ne croient plus dans les élections », *La Croix*, le 20 octobre 2004, p.6.

- Derriennic, Jean-Pierre, *Les Guerres Civiles*, Paris: Presses de Sciences Politiques, 2001, 282 p.
- Dobbins, James *et al.*, *America's Role in Nation-Building. From Germany to Iraq*, Santa Monica: RAND Corporation, 2003, 280 p.
- Dubois, Jean, Mitterand, Henri et Dauzat, Albert, *Dictionnaire Etymologique*, Paris: Larousse, 1993, 822 p.
- Ducasse-Rogier, Marianne, *A la Recherche de la Bosnie-Herzégovine: La Mise en Oeuvre de l'Accord de Paix de Dayton*, Paris: Presses Universitaires de France, 2003, 543 p.
- Flory, Maurice, « L'ONU et les opérations de maintien et de rétablissement de la paix », *Politique Etrangère*, vol. 58, n°3, automne 1993, p. 633-640.
- Fontaine, Pascal, *Une Idée Neuve pour l'Europe: la Déclaration Schuman, 1950-2000*, Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000 (2ème ed.), 43 p.
- Fortmann, Michel, « A l'Ouest rien de nouveau ? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXIe », *Revue Etudes Internationales*, vol. XXXI, n°1, mars 2000, p. 57-90.
- Fouquet, Emmanuel (dir.), *Dictionnaire Hachette Encyclopédique*, Paris: Hachette, 2000, 2066 p.
- Fukumaya, Francis, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Paris: Flammarion, 1992, 448 p.
- Gallagher, Tom, *The Balkans After the Cold War: From Tyranny to Tragedy*, Londres: Routledge, 2003, 288 p.
- Galtung, Johan, *After Violence: 3R, Reconstruction, Reconciliation, Resolution: Coping With Visible and Invisible Effects of War and Violence*, février 2005, 121 p. Disponible [en ligne]: <http://www.transcend.org/TRRECBAS.HTM> (consulté en août 2005).
- Garcin, Thierry, *Les Grandes Questions Internationales Depuis la Chute du Mur de Berlin*, Paris: Economica, 2001, 371 p.

- Général Briquemont, Francis, *Do Something General ! Chronique de Bosnie-Herzégovine 12 Juillet 1993-24 Janvier 1994*, Bruxelles: Editions Labor, Collection La Noria (Noria Témoignage), 1997, 366 p.
- Général Cot, Jean (dir.), *Opérations des Nations Unie: Leçons de Terrain. Cambodge, Somalie, Rwanda, Ex-Yougoslavie*, Paris: Fondation pour les Etudes de Défense, 1995, 390 p.
- General Framework Agreement for Peace in Bosnia and Herzegovina (Paris, 21 November 1995)*
- Ghebali, Victor-Yves, « Les guerres civiles de la post-bipolarité: nouveaux acteurs et nouveaux objectifs », *Relations Internationales*, n°105, printemps 2001, p. 31-44.
- Gnessoto, Nicole, « Pour en finir avec la Yougoslavie », *Politique Etrangère*, hiver 93/94, 58e année, p.1055-1063.
- Gutman, Roy, *Bosnie: Témoin du Génocide*, Paris: Desclée de Brouwer, 1994, 284 p.
- Gutmann, Francis, *Le Nouveau Décor International*, Paris: Editions Julliard, 1994, 280 p.
- Hansen-Löre, Laurence, « Penser la guerre totale: lecture des rapports Mazowiecki », *Esprit*, n°8-9, août-septembre 1994, p.141-149.
- Hiberty, Benoît, « L'attentat contre Rugova accroît les incertitudes au Kosovo », *La Croix*, Mercredi 16 mars 2005, p. 3-4.
- Holsti, Kalevi, *The State, War and the State of War*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996, 271 p.
- Jardin, Pierre et Kimmel, Adolf, *Les Relations Franco-Allemandes depuis 1963*, Paris: La Documentation Française, 2001, 539 p.
- Jeannesson, Stanislas, *La Guerre Froide*, Paris: Edition de la Découverte, 2002, 123 p.
- Kovacs, Peter, « Métamorphose autour de la personnalité juridique et des sources dans le droit international », *Miskolc Journal of International Law*, 2005, vol. 2, n°2, p. 1-17.

- Lambourne, Wendy, « Post-conflict peacebuilding: meeting human needs for justice and reconciliation », *Peace, Conflict and Development: An Interdisciplinary Journal*, n°4, avril 2004, p. 1-24. Disponible [en ligne]: <http://www.peacestudiesjournal.org.uk/docs/PostConflictPeacebuilding.PDF> (consulté en août 2005).
- Langholtz, Harvey (dir.), *The Psychology of Peacekeeping*, Westport: Praeger, 1998, 280 p.
- Langlois, Georges et Villemure, Gilles, *Histoire de la Civilisation Occidentale*, Laval: Beauchemin, 1996 (2e ed.), 408 p.
- Lefranc, Sandrine, « Venir à bout de la mésentente », *Le Devoir*, 2 et 3 octobre 2004, p.2.
- Lepage, Dominique et Kullashi, Muhamedin (dir.), *Ex-Yougoslavie: une Europe du Sud-Est en Construction*, Paris: L'Harmattan, 2002, 168 p.
- Les Nations Unies, « Chapitre VI : Règlement pacifique des différends », *Charte des Nations Unies*, New-York : Les Nations unies. Disponible [en ligne] : <http://www.un.org/french/aboutun/charte6.htm> (consulté en octobre 2005)
- Les Nations Unies, « Chapitre VII: Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression », *La Charte des Nations Unies*, Département de l'information des Nations Unies. Disponible [en ligne]: <http://www.un.org/french/aboutun/charter7.htm> (consulté en octobre 2005)
- Les Nations Unies, *The United Nations and the Situation in the Former Yugoslavia*, New-York : Les Nations Unies, Department of public information, 1995, 188 p.
- Loisel, Frédéric, *Vie et Mort de la Guerre Froide (1945-1989)*, Paris: Hatier, 1994, 79 p.
- Lucarelli, Sonia, *The International Community and the Yugoslav Crisis: A Chronology of Events*, San Domenico: European University Institute Badia Fiesolana, 1995, 88 p.
- Marshall, Monty G. et Gurr, Ted Robert, *Peace and Conflict 2003*, Maryland: University of Maryland, 2003, 72 p.
- MacLeod, Alex, Dufault Evelyne et Dufour Guillaume F. (dir.), *Relations Internationales: Théories et Concepts*, Outremont: Athéna, 2002, 239 p.

Martens, Stephan (dir.), *L'Allemagne et la France: Une Entente Unique pour l'Europe*, Paris: L'Harmattan, 2004, 150 p.

Mazurana, Dyan E. et McKay, Susan R., *Les Femmes et la Consolidation de la Paix*, Montréal: Centre international des droits de la personne et du développement, Essai n°8 sur les droits de la personne et du développement démocratique, 1999, 118 p.

Melicharova, Margaret, « Coercing and enforcing », *Peace Matters*, issue 31, automne 2000. Disponible [en ligne]:
http://www.ppu.org.uk/peacematters/pm2000/pm2000_91.html
 (consulté le 16 avril 2006)

Mercier, Michèle, *Crimes sans Châtiment: L'Action Humanitaire en ex-Yougoslavie 1991-1993*, Bruxelles: Bruylant, 1994, p.174.

Ministère des affaires étrangères et du commerce international et Ministère de la défense nationale (Canada), *Les Opérations de Paix de l'ONU: Vers une Capacité de Réaction Rapide*, Ottawa: Gouvernement du Canada, 1995, 78 p.

Moïsi, Dominique, « La réconciliation. Introduction », *Politique Etrangère*, hiver 93/94, 58e année, p. 873-875.

Nations Unies, *Yearbook 1999*, Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, La Haye: ICTY, 2001, 274 p.

Nouvel Observateur et Reporters Sans Frontières, *Le Livre Noir de l'Ex-Yougoslavie: Purification Ethnique et Crimes de Guerre*, Paris: Arléa, 1993, 485 p.

OFAJ, *Chiffres clefs*, <http://www.ofaj.org/fr/ofaj/default.htm>, 2005.

Organisation des Nations Unies, *Résolution 713 (1991)*, du 25 septembre 1991.

Organisation des Nations Unies, *Résolution 743 (1992)*, du 21 février 1992.

Papp, Daniel S., *Contemporary International Relations: Frameworks for Understanding*, New-York: Longman, 2002, 560 p.

- Pellet, Alain, « Note sur la Commission d'arbitrage de la conférence européenne pour la paix en Yougoslavie », *Annuaire Français de Droit International*, XXXVII, Paris: Editions du CNRS, 1991, p. 343-344.
- Prager, Carol A. L. et Govier, Trudy, *Dilemmas of Reconciliation: Cases and Concepts*, Waterloo: Wilfried Laurier University Press, 2003, 368 p.
- Ramonet, Ignacio, *Guerres du XXIe Siècle*, Paris: Edition Galilée, 2002, 183 p.
- Roche, Jean-Jacques, « Quelles politiques de sécurité pour l'après-guerre froide ? Une approche réaliste de la sécurité à l'aube du XXIe Siècle », *Les Cahiers Raoul-Dandurand*, n°5, avril 2001, 23 p.
- Roussel, Stéphane et Fortmann, Michel, « 'Eppur, si muore...' Le régime de sécurité européen, les états non belligérants et la guerre en Ex-Yougoslavie », *Etudes Internationales*, vol.XXV, n°4, décembre 1994, p.729-762.
- Rupnik, Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo: l'Echec Yougoslave*, Bruxelles: Editions Complexes, 1992, 150 p.
- Rupnik, Jacques, *Les Balkans Paysage après la Bataille*, Bruxelles: Editions Complexes, 1996, 169 p.
- Ryan, Stephen, *Ethnic Conflict and International Relations*, Dartmouth: Aldershot, 1990, 200 p.
- Sandole, Dennis J. D. et Van der Merwe, Hugo (dir.), *Conflict Resolution Theory and Practise: Integration and Application*, Manchester: Manchester University Press, 1989, 298 p.
- Silber, Laura et Little, Allen, *Yugoslavia. Death of a nation*, New-York: Penguin Group, 1996, 403 p.
- Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 1997. Armements, Disarmement and International Security*, Oxford: Oxford University Press, 1997, 624 p.
- Tardy, Thierry, *La France et la Gestion des Conflits Yougoslaves (1991-1995): Enjeux et Leçons d'une Opération de Maintien de la Paix de l'ONU*, Bruxelles: Emile Bruylant, 1999, 504 p.

- Tavernier, Paul, *Les Caques Bleus*, Vendôme: Presses Universitaires de France, collection « que sais-je », 1996, 126 p.
- Tutu, Desmond *et al. (dir.)*, *Amnistier l'Apartheid: Travaux de la Commission Vérité et Réconciliation*, Paris: Editions du Seuil, 2004, 352 p.
- Vaïsse, Maurice, « La réconciliation franco-allemande: le dialogue de Gaulle-Adenauer », *Politique Etrangère*, n°4, hiver 1993/1994, p. 963-972.
- Van der Merwe, Hugo, *The Truth and Reconciliation Commission and Community Reconciliation: An Analysis of Competing Strategies and Conceptualizations*, Summer Semester 1999. Disponible [en ligne]: <http://www.csvr.org.za/papers/paphd0.htm> (consulté en octobre 2005)
- Villa-Vivencio, Charles et Doxtader, Erik (dir.), *The Provocations of Amnesty: Memory, Justice and Impunity*, Lawrenceville: Africa World Press, 2004, 352 p.
- Weisenfeld, Ernst, *Quelle Allemagne pour la France ? : la politique étrangère française et l'unité allemande depuis 1944*, Paris: Armand Colin, 1989, 246 p.

LES QUOTIDIENS :

- Le Devoir*, 7 septembre 1995.
- Le Devoir*, 22 novembre 1995.
- Le Monde*, 20-21 octobre 1991, p.5.
- Le Nouvel Observateur*, n°1595, 1er -7 juin, 1995, p.22.